

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

RÉSEAUX DE PRODUCTION ET IMMIGRATION :
LES BOLIVIENS À SÃO PAULO

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
SOPHIE LE BLANC

AVRIL 2010

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je voudrais remercier en premier lieu mon directeur, Christian Deblock, dont la disponibilité et la rigueur ont largement contribué à me permettre de terminer ce mémoire. L'aide financière du CRSH (dont le programme de suppléments pour études à l'étranger), celle du FQRSC ainsi que la bourse à la mobilité ont été essentielles pour la réussite de mon terrain ainsi que pour le respect des échéances du mémoire.

Je souhaite également remercier toute l'aide que j'ai reçue à São Paulo de la part de la communauté universitaire (João Paulo Cândia Veiga, Patricia Tavares, Alexandre Barbosa), de la communauté coréenne qui a accepté de répondre à mes questions (Luciano Kim et les répondants), des deux propriétaires d'ateliers qui m'ont ouvertement raconté leurs parcours et bien sûr de ceux qui tentent au jour le jour d'aider les Boliviens et autres immigrants en situations problématiques : Padre Mario Geremia, Ruth Camacho, Paulo Illes, Juan Villegas ainsi que la consule Rosa Virginia Cardona. Enfin, je remercie Luciana Itikawa sans laquelle il m'aurait été difficile de rencontrer les propriétaires coréens.

Enfin, parce que la réussite de la maîtrise ne tient pas qu'à l'écriture du mémoire, mais à ce qui précède l'entrée au programme, ce qui le constitue ainsi que les projets qui le suivent, je souhaite remercier Micheline De Sève et Yannick Quéau pour leur aide et leurs conseils académiques tant appréciés. Pour avoir pris le temps de répondre à mes inquiétudes, merci à Geneviève Lafleur et Sylvain Zini. De même, sans l'écoute de mes proches, beaucoup d'étapes auraient été bien différentes : un remerciement particulier à Sarah-Claude Racicot dont la générosité a été et est exceptionnelle.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES.....	v
LISTE DES TABLEAUX.....	vi
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	vii
RÉSUMÉ.....	ix
INTRODUCTION.....	1
I. Problématique.....	3
II. Cadre d'analyse.....	6
III. Hypothèses.....	9
IV. Plan du mémoire.....	10
CHAPITRE I	
LA PRODUCTION DE VÊTEMENTS AU BRÉSIL ET À SÃO PAULO.....	12
1.1 Caractéristiques de la production.....	13
1.1.1 Caractéristiques générales et répartition de la production.....	13
1.1.2 Entreprises et emplois.....	16
1.1.3 Informalité et travail immigrant	20
1.2 L'insertion du Brésil dans le marché mondial	22
1.2.1 Balance commerciale.....	22
1.2.2 Exportations.....	24
1.2.3 Importations.....	26
1.2.4 Vente et industrie de la mode	31
1.3 Conclusion	33

CHAPITRE II	
RESTRUCTURATION PRODUCTIVE ET IMMIGRANTS DANS L'INDUSTRIE	
VESTIMENTAIRE.....	35
2.1 Cartographie du réseau de production	36
2.2 L'informalité dans la construction de l'industrie vestimentaire	38
2.2.1 Définir l'informalité.	38
2.2.2 L'industrie du vêtement jusqu'à la fin des années 1980	40
2.2.3 Arrivée des Coréens	42
2.2.4 L'insertion des Coréens dans les réseaux de production du vêtement	46
2.2.5 Les impacts de la restructuration productive.....	49
2.3 Les Boliviens dans les réseaux de production du vêtement.....	57
2.3.1 L'arrivée des Boliviens.....	57
2.3.2 Caractéristiques de la communauté	59
2.3.3 Conditions de vie dans la métropole	62
2.3.4 Conditions de travail dans les ateliers	64
2.4 Conclusion	69
CHAPITRE III	
ANALYSES DE LA RECHERCHE.....	71
3.1 Entrevues	73
3.1.1 Les Coréens	73
3.1.2 Les Boliviens	74
3.2 Liens entre communautés immigrantes	75
3.2.1 Besoin de main d'œuvre	75
3.2.2 Aide des Coréens	79
3.2.3 Différentes communautés, différentes pratiques	81
3.3 Contexte industriel et emploi des immigrants	85

3.3.1 Les produits chinois et les segments de marché	86
3.3.2 La qualification des Boliviens	87
3.4 Contexte institutionnel	89
3.4.1 Loi d'immigration de 1980.....	89
3.4.2 La tertiarisation.....	94
3.4.3 Les associations d'immigrants	96
3.4.4 Les implications de la Municipalité de São Paulo.....	99
3.5 Conclusion	101
CONCLUSION	103
APPENDICE A LES RÉSEAUX DE PRODUCTION MONDIAUX.....	112
APPENDICE B MÉTHODOLOGIE.....	124
APPENDICE C LISTE DES ENTREVUES.....	130
APPENDICE D LOI D'IMMIGRATION DU BRÉSIL.....	132
RÉFÉRENCES.....	156

LISTE DES FIGURES

Figure 1.1 Balance commerciale du Brésil de 1990 à 2009 (en millions de dollars FOB).....	22
Figure 1.2 Importations de vêtements, totales et en provenance de Chine 1990-2008 (en millions de dollars FOB)	27
Figure 1.3 Distribution de vêtements, selon le type et la taille des revendeurs (en pourcentage de volume de pièces vendues).	31
Figure 2.1 : Le réseau de production du vêtement à São Paulo : la place des Boliviens.	37

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1.1 Aperçu général de la production, du nombre d'entreprises et d'emplois du complexe textile-confection au Brésil.	14
Tableau 1.2 Répartition et évolution selon les États de la production de vêtements au Brésil entre 2003 et 2007	15
Tableau 1.3 Répartition et évolution du nombre d'entreprises productrices de vêtements au Brésil selon les régions entre 2003 et 2007	16
Tableau 1.4 Distribution du nombre d'entreprises, du nombre d'employés et de la production selon la taille des entreprises dans la confection.	18
Tableau 1.5 Exportations de vêtements au Brésil, participation de l'État de São Paulo.	25
Tableau 1.6 Destinataires des exportations du secteur confection en 2008 (cinq premiers pays).	25
Tableau 1.7 Provenance des importations du secteur confection en 2008 (cinq premiers pays).	26
Tableau 1.8 Marché apparent du vêtement et part des importations chinoises et totales en 2007	28
Tableau 2.1 Tableau comparatif de certains indicateurs socio-économiques de la Bolivie et du Brésil en 2008.	60
Tableau C-1 Liste des entrevues	130

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

ABIT : Associação Brasileira da Industria Têxtil e de Confecção (Association brésilienne de l'industrie textile et de la confection).

BNDE : Banco nacional do desenvolvimento económico (Banque nationale de développement économique).

CAMI : Centro de Apoio ao Imigrante (Centre d'appui à l'immigrant).

CNI : Conselho Nacional de Imigração (Conseil national d'immigration).

CNPJ : Cadastro Nacional Pessoa Jurídica (Registre national de personne juridique).

CPM : Chaine de produit mondiale

CVM : Chaine de valeur mondiale

IEMI : Instituto de Estudos e Marketing Industrial (Institut d'études et de marketing industriel)

FIPEME : Programa de Financiamento à Pequena e Média Empresa (Programme de financement aux petites et moyennes entreprises).

FINAME : Agência Especial de Financiamento para a Compras de Equipamentos Nacionais (Agence spéciale pour le le financement et l'achat d'équipements nationaux).

FMRI : Fundo de Modernização Industrial (Fonds de modernisation industrielle).

Mercosur : Mercado comun del Sur (Marché commun du Sud).

OIT : Organisation internationale du travail.

OMC : Organisation mondiale du commerce

RPM : Réseau de production mondial.

SCIE : Serviço Coreano de Informações no Exterior (Service coréen d'information à l'étranger)

SEADE : Fundação Sistema Estadual de Análise de Dados (Fondation système étatique d'analyse de données).

SENAI : Serviço Nacional de Aprendizagem Industrial (Service national d'apprentissage industriel).

RÉSUMÉ

Le mémoire présente les caractéristiques de la présence de Boliviens dans les réseaux de production du vêtement à São Paulo. Comment expliquer la présence et la concentration de ces immigrants dans les activités de couture dans la mégapole de São Paulo ? Après une présentation du secteur et de l'immigration bolivienne au Brésil, le lecteur sera amené à l'étude de trois hypothèses issues des résultats de recherche empirique. La première souligne que la présence préalable d'immigrants coréens a été une condition de l'insertion des nouveaux travailleurs boliviens. Cela s'est fait à travers la reproduction d'une production rapide et peu dispendieuse dirigée vers les tendances de la mode et d'une aide matérielle et financière substantielle. La deuxième hypothèse vise à étudier l'importance des importations chinoises de vêtements. Les chiffres officiels nous portent à penser que ces importations sont avant tout informelles. La concurrence chinoise est tempérée par la qualification des Boliviens et l'existence de cycles de production courts. Une augmentation plus importante des importations signifierait un changement des pratiques actuelles. Enfin, la dernière hypothèse concerne l'impact des institutions sur la présence des immigrants boliviens dans la production de vêtements. La loi d'immigration en vigueur date de 1980. Bien qu'elle impose des critères très stricts pour le travail et le séjour d'étrangers au pays, de nombreux immigrants se trouvent en situation irrégulière. À travers des amnisties et le travail des associations d'immigrants, de nombreux travailleurs ont réussi à régulariser leur situation. Les associations ont aussi bien servi de centres d'aides en cas de conflits de travail, que de promoteurs des réalités immigrantes. Les résultats de recherche se basent sur des entrevues effectuées entre février et juillet 2009 avec des propriétaires d'ateliers boliviens, des propriétaires de magasins coréens et des représentants des communautés boliviennes et coréennes.

Immigration – Réseau de production – Travailleurs – Industrie vestimentaire – Brésil

INTRODUCTION

Les migrations sont la partie cachée de la mondialisation. Elles évoquent souvent les mouvements de population passés et présents, particulièrement ceux qui ont eu lieu dans un sens Sud-Nord. Pourtant, aujourd'hui les migrations entre pays du Sud sont incontournables. Constituant parfois des déplacements régionaux, elles sont le parent pauvre des études migratoires. L'Amérique du Sud n'échappe pas au phénomène. S'étant construit à ses débuts sur l'arrivée d'Européens (surtout d'Espagnols et de Portugais) et sur le trafic d'esclaves d'Afrique, le continent a été une terre d'accueil pendant plusieurs siècles. Bien que la situation économique soit moins enviable que dans d'autres pays du Nord, plusieurs États demeurent des destinations de choix. L'Argentine et le Brésil en sont deux exemples.

Le Brésil est un pays construit sur l'immigration. La colonisation des Portugais a été accompagnée d'une immigration forcée de nombreux esclaves d'Afrique. L'abolition de l'esclavage en 1888 a été suivie par un afflux très important d'immigrants européens. Entre 1897 et 1902, 900 000 Italiens s'installèrent au Brésil (Nobrega. 2008 : 115). L'immigration choisie par le gouvernement visait à intégrer des immigrants blancs dans l'industrie et le travail agricole. Après plusieurs décennies d'immigration et de fuite des campagnes, São Paulo s'est retrouvée avec le plus gros contingent d'Italiens¹. Les Allemands se sont plus concentrés dans le Sud du pays.

Malgré une émigration en hausse, le Brésil est devenu dans les dernières décennies un récepteur important de nationaux issus de pays voisins. São Paulo semble être le point de

¹ São Paulo est alors devenue la ville avec le plus d'Italiens au monde. Aujourd'hui il y aurait 6 millions d'Italiens et de descendants d'Italiens à São Paulo (Nobrega, 2008 : 113).

destination de beaucoup d'entre eux, en particulier des Boliviens². Ces derniers rejoindraient la riche métropole de plus de 10 millions d'habitants dans le but de travailler dans l'industrie du vêtement. La situation a été mise en lumière par les médias au début des années 1990 et une nouvelle fois dans les dernières années. Dénonçant des conditions de travail proches de l'esclavage, les journaux de São Paulo ont révélé l'existence d'une communauté bolivienne, majoritairement sans papiers, travaillant dans la confection. Notamment présents dans les quartiers historiques de l'industrie (Brás, Bom Retiro et Pari), les Boliviens seraient employés dans de petits ateliers de couture possédés par les Coréens et aujourd'hui par les Boliviens eux-mêmes.

Comme dans beaucoup de pays, l'industrie brésilienne du vêtement a été construite par les immigrants (Dicken, 2007 : 257). En effet, en ce qui concerne la couture, les investissements initiaux sont plutôt limités. Néanmoins, les immigrants européens se sont d'abord insérés à travers la production textile qui requière des technologies et des investissements importants. Les Italiens ont été l'acteur majeur de la production industrielle du pays. Ils ont participé à l'urbanisation de la société (Nobrega, 2008 : 117). Francisco Matarazzo est un symbole de cette communauté. Il a créé Tecelagem Mariângela en 1903 dans le Brás. Il s'agissait d'une entreprise textile d'abord orientée vers les besoins des industries du groupe, puis reconvertie plus tard en entreprise textile large et intégrée (Sinditêxtil, 2007 : 206). Il a principalement monté des usines textiles, la confection était plus marginale.

Les migrants du Nordeste³ se sont eux aussi installés dans le Brás dans la production vestimentaire de masse. Le Bom Retiro a également été le quartier d'accueil d'une partie des immigrants d'origine juive (principalement venant d'Europe de l'Est et de Russie). Comme

² En fait, parallèlement aux Boliviens, les immigrants paraguayens et péruviens sont en augmentation, en particulier dans l'industrie du vêtement. Néanmoins, pour des raisons de simplifications nous ne parlerons que des Boliviens qui sont encore largement majoritaires dans les activités de couture.

³ La région Nordeste est constituée des États suivants : Sergipe, Alagoas, Pernambuco, Paraíba, Rio Grande do Norte, Ceará, Piauí et Maranhão. Le Brésil a connu de grandes vagues de migrations internes, particulièrement en provenance du Nordeste entre 1930 et 1990. C'est une des régions les plus pauvres du pays, soumise à la sécheresse et aux difficultés de cultiver la terre. Après avoir été embauché pendant un temps dans les plantations de café de l'État de São Paulo, ils se dirigent vers la capitale (Nobrega, 2008 : 121).

les Italiens, ils ont monté des entreprises de production textile mais aussi vestimentaire. L'arrivée des Coréens est survenue dans les années 1970 où les Juifs possédaient beaucoup des commerces du quartier. Il m'a été souligné plusieurs fois lors de mes entrevues que bien que la présence des Juifs soit moins visible, certaines enseignes leur appartiennent encore, les entrepreneurs coréens ne faisant que les louer (Lucas et Hugo, 2009). Enfin, les Boliviens sont présents au niveau de l'activité de couture et dans une moindre mesure dans la vente. Il est important de souligner que la production actuelle est compartimentée entre communautés à São Paulo : les Coréens s'occupent de la mode féminine, les Juifs et Arabes (Syriens et Libanais) fabriquent des jeans.

I. Problématique

Les études sur la communauté bolivienne ont été lancées par l'ancien prêtre Sidney Antonio Da Silva⁴. Prenant un angle sociologique puis anthropologique (il est maintenant anthropologue à l'Universidade Federal do Amazonas), il a été parmi les premiers à étudier systématiquement la présence de Boliviens dans les ateliers de couture du Brás et du Pará. Plusieurs autres chercheurs s'y intéressent depuis. Nous les présentons sous trois angles : les études culturelles, les études statistiques et les études plus socio-historiques.

Da Silva est un de ceux qui s'est le plus appliqué à désigner les situations de discrimination dans la société brésilienne. Les Boliviens sont perçus comme des *indios*, des autochtones sans sophistication, incultes (Da Silva, 1997 : 293). Ce chercheur a présenté les parcours de vie de beaucoup d'immigrants ainsi que leurs conditions de travail. Ses écrits ont dénoncé à l'occasion l'exploitation dont certains sont victimes. Par exemple, certains ne reçoivent pas de salaires, d'autres travaillent dans des ateliers fermés. Il a également tenté de souligner le consentement de la plupart de ces immigrants aux conditions de travail (Da Silva, 1997 :

⁴ Sidney Antonio da Silva a travaillé au Centro Pastoral dos Migrantes, organisation très fréquentée par les immigrants boliviens. Il a également été le directeur du Centro de Estudios Migratorios, relié à la Pastorale.

271). Il s'est intéressé aux traditions culinaires, au syncrétisme religieux (catholique et autochtone) et à la célébration des fêtes traditionnelles boliviennes dans la ville de São Paulo (Da Silva, 2003). La plupart des Boliviens travaillant dans des ateliers de couture plus de dix heures par jour du lundi au vendredi et le samedi matin, les contacts avec la société brésilienne sont assez limités. Malgré la plus grande dispersion géographique de la communauté, la vie culturelle est très active. Ses recherches lui permettent également d'évaluer la solidité de la communauté immigrante (Da Silva, 2003 : 239).

Les flux de population sont devenus un sujet de recherche important. Le fait que cette immigration soit irrégulière rend les estimations difficiles. Plusieurs chercheurs se sont penchés sur la question. Les statistiques officielles fournies par la Police Fédérale sont en décalage important avec les chiffres élaborés par les associations d'immigrants. Les recherches de Patarra et Baeninger permettent de casser le mythe brésilien d'un pays dont l'immigration est maintenant négligeable (2006).

Cymbalista et Xavier cherchent à définir un modèle de répartition de la communauté bolivienne dans la ville de São Paulo (2007). Comparant leur présence aux modèles habituels, ils ont montré que leur répartition est atypique (Cymbalista et Xavier, 2007 : 130). Ils soutiennent que l'importance majeure du travail dans la vie de la plupart des immigrants limite leur présence dans l'espace public. Le groupe de recherche de Vera de Silva Telles poursuit des recherches sur la présence croissante à l'extérieur de la ville de São Paulo d'immigrants boliviens.

Enfin, plusieurs études ont été consacrées aux liens entre les communautés immigrantes boliviennes et coréennes (Tavares De Freitas, 2009 ; Galetti, 1995 ; Buelcher, 2004). Les recherches tentent de définir les circuits d'immigrations. L'immigration organisée (et soutenue par le gouvernement coréen) de Coréens vers le Brésil a commencé en 1962 (Galetti, 1995 : 134). Les nombreux problèmes vécus par ces immigrants dans les *fazendas* ont poussé les deux gouvernements à arrêter ce flux d'immigrations (Galetti, 1995 : 137). Ainsi, une partie des Coréens expatriés voulant s'installer en Amérique du Sud et

particulièrement au Brésil, s'est installée temporairement en Bolivie et au Paraguay. Les consulats de ces deux pays avaient conclu des accords avec le Brésil pour faciliter l'émission de visas. Les Coréens rejoignent alors leurs compatriotes dans la ville de São Paulo qui y ont déjà commencé le commerce et la confection de vêtements (Galetti, 1995 : 136).

En passant par la Bolivie, ils y auraient alors établi des liens avec des Boliviens. Dès les années 1980 commence l'immigration notable de Boliviens. Certains Coréens retournent en Bolivie pour recruter (Galetti, 1995 : 142). La plupart des travailleurs immigrants sont en fait recrutés en Bolivie à travers des radios. Beaucoup arrivent à São Paulo avec une promesse d'emploi. Au commencement de la vague d'immigration, les ateliers étaient possédés par les Coréens. Dorénavant, ce sont les propres Boliviens qui les possèdent. Ils recrutent en Bolivie des membres de leur famille proche ou éloignée. Les ateliers de coutures, le plus souvent illégaux, reçoivent des commandes venant en majorité des boutiques appartenant aux Coréens (Galetti, 1995 : 133). Un atelier regroupe souvent plusieurs membres d'une même famille.

À ces liens entre deux communautés immigrantes, s'ajoutent les conditions de travail dans les ateliers de couture. La littérature insiste sur ces conditions rencontrées dans les ateliers possédés d'abord par les Coréens, et maintenant par les Boliviens. De douze heures à seize heures de travail par jour, l'atelier est utilisé pour travailler, dormir et manger. Certains textes soulignent les relations de dépendance envers les employeurs qui parfois recèlent les papiers de leurs travailleurs. Plusieurs campagnes ont été menées pour mettre fin aux pratiques de *sweatshop* (Observatorio Social, 2006).

En fait, une partie de la littérature fait écho aux dénonciations médiatiques et s'intéresse particulièrement à mettre en lumière les conditions de travail précaires des couturiers boliviens. Dans ce mémoire, nous avons décidé de ne pas adopter cette attitude de dénonciation. D'ailleurs, lors de nos rencontres avec la communauté bolivienne nous pouvons déjà souligner que les travailleurs, même une fois régularisés, continuent à travailler dans des conditions similaires. Nous cherchons à replacer cette présence dans une optique

plus large : celle de la participation économique et productive. Ce sera donc sous un angle plus économique sur la production du vêtement et la présence des immigrants boliviens que sera orienté notre mémoire. L'étude se fait au niveau des relations entre les ateliers de confection qui emploient les immigrants boliviens et les acheteurs de vêtements.

En constatant la forte présence de la communauté bolivienne, nous nous demandons en fait comment expliquer la présence de Boliviens dans les activités de couture à São Paulo ? pourquoi embauche-t-on des immigrants boliviens à São Paulo ? Quelle est leur place dans la production du vêtement ? Quels sont les facteurs externes et internes qui influencent cette situation ?

Cette problématique générale sera traitée en s'inspirant du cadre d'analyse étudié et des résultats de la recherche empirique.

II. Cadre d'analyse

Afin de pouvoir traiter ce sujet du point de vue économique, nous avons consulté la littérature des chaînes de production. Celle-ci nous aide à comprendre l'organisation de l'industrie textile et à mettre de l'ordre dans la multitude d'entreprises concernées. Il existe trois cadres d'analyse majeurs concernant les chaînes de production : les Chaînes de produit mondiales (CPM), les Chaînes de valeur mondiales (CVM) et les Réseaux de production mondiale⁵ (RPM). Le premier ne nous permet pas de voir la question de l'immigration. Ce cadre s'est centré sur des analyses concernant la gouvernance des chaînes de production⁶. Même si beaucoup d'études ont été consacrées à l'industrie textile, elles avaient d'abord pour but de montrer l'influence des acheteurs situés dans les pays du Nord sur l'organisation de la production dans les pays du Sud.

⁵ Respectivement en anglais : *Global Commodity Chains*, *Global Value Chains* et *Global Production Networks*.

⁶ Voir notamment Gereffi, 1994 ; Fold, 2002 ; Hopkins et Wallerstein, 1994

Le deuxième cadre a émergé de la volonté de systématiser les résultats des nombreuses études de cas des CPM⁷. Il est arrivé à une codification des modes de gouvernance présents dans les chaînes de production. Ceux-ci dépendent de variables internes à la chaîne liés à l'information transigée entre unités et à leurs capacités productives. Là encore, la question du textile a fait l'objet de plusieurs recherches. Ces dernières se sont toutefois principalement centrées sur les configurations relationnelles de certains secteurs de la chaîne. Ce cadre d'analyse ne pose pas ou peu la question de la composition de la main d'œuvre dans les différentes unités de la chaîne, ni de la construction des relations entre elles.

Enfin, les tenants de l'approche des RPM, souvent associés à la l'école de Manchester⁸ ont développé un cadre théorique en opposition aux traditions précédentes des CVM et CPM que nous venons de présenter. Les RPM sont le résultat du désir de plusieurs géographes d'analyser les dimensions sociales des chaînes de production. Dans cette nouvelle théorisation, « chaînes » est remplacé par « réseaux ». Ce dernier a deux significations principales : c'est un réseau géographique et un réseau social, porteur de significations de pouvoir. En insérant le concept de réseaux, les chercheurs ont voulu donner plus de poids aux relations sociales entre les acteurs.

Nous sommes arrivées à la conclusion que les RPM constituent l'approche la plus développée à ce jour qui nous permette de regarder les processus de production de plus près. Les RPM ouvrent la boîte noire de la firme pour y voir qui y travaille et comment. Cela leur permet d'étudier plus en profondeur les relations sociales existantes entre certains acheteurs et revendeurs. La notion de global y est variable et permet de nous intéresser à un phénomène majoritairement local ou régional et d'identifier les composantes globales des réseaux. Le lecteur peut se référer à l'appendice A pour un retour en profondeur sur les origines du concept et son élaboration théorique.

⁷ Voir notamment Bair et Gereffi, 2001 ; Bair, 2008 ; Gereffi, Humphrey et Sturgeon, 2005.

⁸ La plupart des chercheurs sont associés à l'Université de Manchester. Les principaux chercheurs de cette tendance sont : Peter Dicken, Jeffrey Henderson, Henry Wai-Chung Yeung, Martin Hess et Neil Coe.

Le concept de RPM est en construction encore aujourd'hui. La diversité de ses origines théoriques le rend parfois un peu complexe à traiter. Pour notre étude, il est important de conserver à l'esprit plusieurs points. En premier, les réseaux de production sont des réseaux sociaux, influencés notamment par les êtres humains qui les composent. Les différences culturelles d'un pays à l'autre ou encore à l'intérieur d'un pays ont des impacts différenciés sur la construction des relations économiques. Ainsi, la présence consolidée de deux communautés immigrantes distinctes dans le secteur vestimentaire se révèle importante. Leurs succès et leurs relations doivent être analysées selon les caractéristiques qui les définissent. D'ailleurs, la qualification de la main d'œuvre et des gestionnaires d'entreprises est à prendre en compte. Les avantages des Boliviens, nous le verrons par la suite, dépassent le fait d'être une main d'œuvre bon marché.

En plus des racines profondément sociales du réseau de production, les institutions à tous les niveaux de gouvernement, qu'elles soient formelles et informelles, sont incontournables. Elles contribuent à façonner le réseau et en retour elles sont modifiées, conservées ou disparaissent. Le manque d'appui du gouvernement envers le secteur favorise la continuation d'une informalité endémique. Les outils n'existent pas pour contrer la concurrence engendrée par la disparition des frontières pour les vêtements. Les rapports de pouvoir dans les réseaux modifient également les caractéristiques de ces derniers. Les Boliviens font partie d'une immigration récente et en perpétuelle évolution. Au contraire de leurs partenaires commerciaux qui ont, pour la plupart, un statut régulier au Brésil, la majorité des Boliviens sont illégaux. Les risques qui sont pris dans les contacts mutuels ne sont pas les mêmes. La répartition des profits entre chaque étape de la production est particulièrement importante pour comprendre les possibilités d'évolution d'une production locale. Enfin, ce cadre d'analyse peut se transposer au niveau régional, voire urbain, qui sera notre objet d'études.

III. Hypothèses

La littérature, nous l'avons vu, s'est plutôt penchée sur les Boliviens en tant que travailleurs précaires dans les ateliers de couture. Plusieurs pistes reviennent régulièrement dans la littérature et dans notre enquête. Tout d'abord, les liens entre la communauté coréenne et les travailleurs boliviens sont souvent évoqués dans la littérature (Galetti, 1995, Da Silva, 1997, Tavares, 2009). Les Coréens, après avoir employé leurs compatriotes dans des conditions précaires, auraient employé des Boliviens dans les mêmes ateliers. Une fois que ces derniers ont obtenu leurs propres ateliers, les commerçants coréens demeurent les principaux partenaires, imposant des prix et des pratiques. Ensuite, d'autres hypothèses soulèvent l'extrême mobilité des Boliviens et interrogent l'idée de circuits transnationaux de migrations (Tavares, 2009). D'ailleurs, la concurrence de la Chine est revenue dans plusieurs de nos entretiens comme un facteur ayant influencé la recherche d'une main d'œuvre bon marché. De plus, les associations d'immigrants protestent souvent contre l'inadéquation de la loi d'immigration en vigueur au Brésil. Finalement, nous avons cru remarquer un désintérêt des syndicats brésiliens sur le travail des Boliviens. Ils se bornent parfois à évoquer l'existence de travail immigrant forcé dans des ateliers cachés (De Paula Leite, 2004).

Des différentes pistes présentées, notre cadre d'analyse nous pousse à nous intéresser à l'insertion des Boliviens dans les réseaux de production vestimentaire de São Paulo. Les facteurs conditionnant leur expérience sont vus en fonction des intérêts des chercheurs des RPM : influences institutionnelles, influences externes internationales et les communautés immigrantes. De plus, la recherche de terrain et de la littérature nous ont amenées à présenter les hypothèses suivantes :

1. La situation des immigrants d'origine coréenne dans les réseaux de production vestimentaire a facilité l'insertion d'une main d'œuvre bolivienne.

2. La concurrence de la Chine en matière de production vestimentaire a favorisé la restructuration productive du secteur et a encouragé les magasins de vêtements à rechercher les prix les plus bas et donc à employer des immigrants boliviens.
3. Le contexte institutionnel (lois, organisation des communautés immigrantes) a facilité l'emploi de ces immigrants boliviens et tient encore un rôle important dans la structuration de la production.

D'une part, ces hypothèses seront discutées à travers les résultats de la recherche terrain qui a été entreprise de février à juillet 2009 à São Paulo. Des propriétaires d'ateliers boliviens, de commerces coréens ainsi que des représentants des deux communautés ont été rencontrés. D'autre part, notre argumentation se basera sur la revue de littérature, en partie effectuée au Brésil dans les centres de recherche spécialisés. Le lecteur pourra se référer aux appendices B et C pour de plus amples détails sur la méthodologie.

IV. Plan du mémoire

Le mémoire sera divisé en trois chapitres. Dans les appendices, le lecteur trouvera la présentation approfondie du cadre d'analyse, la liste des entrevues, la méthodologie détaillée ainsi qu'une copie en portugais de la loi d'immigration en vigueur au Brésil. Le chapitre 1 sera l'occasion de présenter les contours de l'industrie du vêtement à São Paulo. Le deuxième chapitre a pour but de présenter une compréhension des changements radicaux ayant eu lieu dans l'industrie à travers la restructuration productive des années 1990. Ce sera l'occasion d'un retour sur la communauté qui y faisait son entrée simultanément : les Coréens. Nous y verrons l'importance que le recours à de la main d'œuvre bon marché a pris. Dans la deuxième partie du chapitre nous verrons plus exactement comment se traduit une des stratégies de diminution du coût de la main d'œuvre : l'emploi d'immigrants boliviens sans papiers. Enfin, le chapitre 3 visera à travers l'analyse des entrevues et de la recherche terrain à reprendre en profondeur les hypothèses pour en vérifier la véracité. Le lecteur trouvera dans

la conclusion un bilan des hypothèses soulevées dans le mémoire ainsi qu'une ouverture sur les enjeux sociopolitiques de la situation de l'industrie et des immigrants boliviens au Brésil.

CHAPITRE I

LA PRODUCTION DE VÊTEMENTS AU BRÉSIL ET À SÃO PAULO

Le Brésil est le 6^e producteur mondial de vêtements et de textiles (ABIT, 2009 : 3). Le marché intérieur du Brésil est immense : 191 millions d'habitants ont besoin de se vêtir. L'industrie textile et de confection a été construite par les immigrants. Les premiers ont été les Italiens⁹ arrivés à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e. Les migrants internes de la région Nordeste, la plus pauvre du pays, se sont également intégrés dans le secteur confection. Un des entrepreneurs du textile les plus connus est l'Italien Matarazzo. Arrivé en 1881, il a construit un véritable empire dans ce secteur et dans l'alimentation.

Une des caractéristiques du complexe textile-confection est la différence fondamentale entre l'organisation de la production des tissus et de la confection de vêtements. La production des fibres, notamment les fibres synthétiques, requière des équipements de grande envergure et une technologie avancée. La production se fait à grande échelle, avec une flexibilité moindre. Au contraire, la confection est une activité économique au niveau d'investissement en matériel limité. C'est le processus qui est le plus intensif en travail et le plus flexible. On y retrouve le plus de petites entreprises. Selon l'ABIT, l'industrie de confection représente 6,5 % de l'industrie de transformation au Brésil (2009 : 4). Nous tracerons ici le portrait avant tout statistique de ce secteur au Brésil et autant que possible à São Paulo. Ce sera l'occasion de revenir sur la deuxième hypothèse de notre mémoire : la question des importations chinoises.

⁹ Ce sont particulièrement les Italiens, les Allemands et les Juifs qui ont le plus participé à l'industrie textile.

1.1 Caractéristiques de la production

La production d'un vêtement passe par différentes étapes divisées en deux grandes catégories : la fabrication du textile et la fabrication du vêtement. Les produits textiles sont généralement fabriqués par des grandes entreprises, particulièrement dans le cas des fibres synthétiques. Chacune des étapes de production est présente au Brésil. Selon l'IEMI le complexe textile-confection est au même niveau technologique que les principaux producteurs mondiaux (2008 : 32). L'industrie textile-confection est donc un secteur moderne. D'ailleurs, le Brésil, en plus d'être le 6^e producteur mondial de textile et de vêtements, est également autosuffisant en coton, le 2^e producteur mondial d'indigo et le 7^e producteur mondial de fils et filaments (ABIT, 2009 : 3). Dans cette partie, le lecteur trouvera un aperçu de la production de vêtements et dans une moindre mesure, de la production textile.

Nous considérons que la confection correspond seulement aux vêtements. Les statistiques alternent entre une confection qui comprend les accessoires (incluant les chaussettes), les collections pour la maison (litterie, etc) et les articles industriels et entre une confection vestimentaire répondant à nos critères. Si les statistiques incluent ces deux catégories hors-vêtements, nous le préciserons.

1.1.1 Caractéristiques générales et répartition de la production

Le complexe textile-confection au Brésil présenté dans le tableau 1.1 montre bien les différentes caractéristiques d'emplois entre la production de tissus et la confection de vêtements à partir des tissus. Le nombre d'entreprises, le nombre d'employés, les volumes de production et les bénéfices obtenus sont supérieurs dans la confection. Néanmoins, en regardant la moyenne par entreprise, le rapport s'inverse. C'est-à-dire que le complexe textile-confection implique de grandes inégalités dans la taille des entreprises, les profits engrangés et les volumes produits.

Tableau 1.1 Aperçu général de la production, du nombre d'entreprises et d'emplois du complexe textile-confection au Brésil.

	Fibres¹⁰	Textiles	Confection¹¹
Nombre d'entreprises	15	4 473	23 276
Nombre d'employés	11 000	341 000	1 224 000
<i>Nombre moyen d'employés par entreprise</i>	733	76	53
Production (en tonnes)	374	1 769	1 895
<i>Production moyenne par entreprise (en tonnes)</i>	25	395	81
Valeur (en millions)	1 400	223 000	385 000
<i>Valeur moyenne par entreprise (en millions)</i>	93,3	5	1,7

Source : IEMI, 2008 : 31

En fait, l'activité de confection au Brésil est constituée à 97 % de petites et moyennes entreprises¹² (IEMI, 2008 : 32). La production de masse est relativement restreinte dans l'étape de confection contrairement aux premières étapes de production des textiles. Nous verrons cette caractéristique plus en profondeur dans la prochaine partie.

Comme prévu, c'est la confection qui regroupe le plus d'unités de production et de salariés. Les revenus engrangés sont plus importants que pour la production de fibres et de textiles. Néanmoins, la moyenne des revenus par entreprise souligne que le revenu par entreprise est plus bas dans la confection.

¹⁰ Les fibres oléfiniques ne sont pas incluses. Seulement les industries chimiques, fournissant des fibres et fils pour le secteur textile (IEMI, 2008 : 31).

¹¹ La confection inclut les accessoires, les chaussettes, les collections pour la maison et autres.

¹² 99 employés et moins.

Tableau 1.2 Répartition et évolution selon les États de la production de vêtements au Brésil entre 2003 et 2007

	2003		2007		2003-2007
Région	Production (en milliers de pièces)	Part dans la production (en pourcentage)	Production (en milliers de pièces)	Part dans la production (en pourcentage)	Évolution de 2003 à 2007 (en pourcentage)
Nord	33 031	0,72	35 630	0,68	7,87
Nord-Est	503 799	11,03	786 337	14,99	56,08
Sud-Est	2 964 377	64,92	2 680 946	51,11	-9,56
Sud	885 761	19,40	1 487 871	28,36	67,98
Centre Ouest	179 073	3,92	254 668	4,86	42,21
Total	4 566 041	100	5 245 452	100	14,88

Source : IEMI, 2008 : 86 (le calcul des pourcentages est de l'auteure).

Alors que la production générale de vêtements augmentait d'environ 15 %, la production diminuait d'environ 10 % dans la région Sud-Est. Nous pouvons voir une diminution du poids de la région Sud-Est dans la production de vêtements. En 2003, 64,92 % de la production y était concentrée. En 2007 cette part est tombée à 51,11 %. Trois régions ont connu une augmentation supérieure à la moyenne nationale : le Sud avec presque 70 %, le Nord-Est avec environ 55 % et le Centre Ouest avec environ 40 %. En effet, après la décennie 1990 un mouvement de relocalisation de la production vers notamment le Nord-Est et l'État de Minas Gerais (compris dans le Sud-Est) s'est enclenché (Garcia et Crux-Moreira, 2004 : 277). Le poids relatif de la région Sud-Est, centre historique de la production de vêtements est en diminution.

Néanmoins, la région Sud-Est (États de São Paulo, Rio de Janeiro, Minas Gerais et Espírito Santo) concentre encore environ la moitié de la production vestimentaire du Brésil. Elle demeure un point fort de la production de vêtements. Il est important de souligner que cette région concentre le plus grand nombre de consommateurs ainsi que les réseaux de

distribution les plus importants, expliquant ainsi son poids majeur au Brésil (IEMI, 2008 : 36).

1.1.2 Entreprises et emplois

Tableau 1.3 Répartition et évolution du nombre d'entreprises productrices de vêtements au Brésil selon les régions entre 2003 et 2007

	2003		2007		2003-2007
Région	Nombre d'entreprises par région	Part dans le pays	Nombre d'entreprises par région	Part dans le pays	Évolution du nombre d'entreprises de 2003 à 2007
Nord	309	2,04 %	149	0,74 %	-51,78 %
Nord-Est	2 103	13,88 %	2 746	13,68 %	30,58 %
Sud-Est	8 504	56,11 %	10 861	54,12 %	27,72 %
Sud	3 479	22,95 %	5 042	25,12 %	44,93 %
Centre Ouest	761	5,02 %	1 272	6,34 %	67,15 %
Total	15 156	100 %	20 070	100 %	32,42 %

Source IEMI, 2008 : 82 (le calcul des pourcentages est de l'auteure)

Le tableau 1.3 et le tableau 1.2 montrent que l'évolution de la production et le nombre d'entreprises productrices sont deux phénomènes qui ne sont pas allés dans la même direction. Par exemple, dans le cas du Sud-Est, alors que la production de 2003 à 2007 a baissé d'environ 10 %, le nombre d'entreprises enregistrées comme productrices de vêtements a augmenté lui de 27,72 %. Les régions du Centre Ouest, du Sud et du Nord-Est ont connu la plus grande augmentation du nombre d'entreprises (respectivement 67,15 %, 44,93 % et 30,58 %) suivis de près par la région Sud-Est.

Cette différence entre la production et le nombre d'entreprises peut s'expliquer par différentes hypothèses. Il est possible que ces nouvelles entreprises n'aient pas toutes été créées pendant ces années, mais que l'augmentation résulte d'un enregistrement des ateliers de confection qui étaient auparavant non déclarés. Nous pouvons également avancer l'hypothèse selon laquelle la plupart des créations d'entreprises étaient des moyennes et petites entreprises avec une production plus modérée que les grandes. Les grandes entreprises ont pu fermer et leurs activités ont été transférées à des entreprises plus petites. Enfin, une diminution de la production par entreprise n'est pas à rejeter.

Dans le tableau 1.4, nous présentons les chiffres du secteur confection (vêtements, accessoires et chaussettes, collection maison et articles techniques) qui étaient les seuls disponibles pour la distribution du nombre d'entreprise par taille dans le pays.

Avant toute analyse, il est important de noter que les chiffres présentés ici sont ceux du secteur confection générale (c'est-à-dire incluant la production de vêtements, d'accessoires et chaussettes, de la ligne maison et des articles techniques). De plus, les chiffres selon les régions n'étaient pas disponibles. Ce sont des tendances générales qui seront repérées. L'augmentation du nombre d'usines entre 2003 et 2007 a été comparable pour les trois catégories. L'augmentation du nombre d'employés n'a pas suivi la croissance du nombre d'entreprises. Ce phénomène est particulièrement accentué dans les petites et grandes entreprises. On peut donc y lire une tendance à l'augmentation du nombre d'entreprises dans le secteur de la confection en général associé à un nombre d'employés en diminution. Il y aurait augmentation de la productivité.

Pour l'hypothèse de la formalisation des entreprises émise lors de l'analyse du tableau 1.3, ce seraient les chiffres des petites et moyennes entreprises qui seraient reliés. En effet, il est plus improbable qu'une entreprise de plus de 100 employés ait fonctionné dans l'informel pour ensuite se déclarer.

Tableau 1.4 Distribution du nombre d'entreprises, du nombre d'employés et de la production selon la taille des entreprises dans la confection¹³.

Taille des entreprises		2003	2007	Évolution de 2003 à 2007
Petites entreprises ¹⁴	Nombre d'usines	12 586	16 201	28,72 %
	Nombre d'employés	307 832	319 258	3,71 %
	Nombre d'employés par usine	24,46	19,71	-19,42 %
Moyennes entreprises ¹⁵	Nombre d'usines	4 834	6 274	29,79 %
	Nombre d'employés	440 264	491 130	11,55 %
	Nombre d'employés par usine	91,08	78,28	-14,05 %
Grandes entreprises ¹⁶	Nombre d'usines	640	801	25,16 %
	Nombre d'employés	398 505	413 474	3,76 %
	Nombre d'employés par usine	622,66	516,20	-17,10 %
Total	Nombre d'usines	18 060	23 276	28,88 %
	Nombre d'employés	1 146 601	1 223 862	6,74 %
	Nombre d'employés par usine	63,49	52,58	-17,18 %

Source IEMI, 2008 : 87 ; le total, le nombre d'employés par usine et l'évolution sont des calculs de l'auteur.

¹³ Les chiffres comprennent ici les vêtements, accessoires, collection maison et industrielle.

¹⁴ Les petites entreprises emploient de 5 à 19 personnes.

¹⁵ Les moyennes entreprises emploient de 20 à 99 personnes.

¹⁶ Les grandes entreprises emploient plus de 99 personnes.

On peut voir une nette diminution du nombre d'employés par entreprise. La moyenne générale tombe de 63,49 employés par usine à 52,58. Concernant la région Sud-Est il est difficile de savoir si le nombre d'employés par usine a baissé plus vite que dans le reste du pays étant donné que les chiffres ne sont pas disponibles. Néanmoins, on peut deviner une nette tendance à la diminution de la taille des unités de production. D'autres sources nous renseignent à ce sujet.

Dans la région métropolitaine de São Paulo¹⁷, il est important de noter une réduction des emplois industriels en faveur des emplois du secteur des services (Garcia et Cruz-Moreira, 2004 : 273). Les coûts de production dans la mégapole ont également augmenté avec cet essor des services (Garcia et Cruz-Moreira, 2004 : 274). On pense ici particulièrement au coût des loyers, transports et des salaires. Les entreprises ayant persévéré à São Paulo ont eu recours à différentes techniques pour limiter les montants investis dans la main d'œuvre. Emploi à domicile¹⁸, création de coopératives de travail ou emploi d'immigrants le plus souvent sans papiers et non-déclarés sont devenus des stratégies courantes (Garcia et Cruz-Moreira, 2004 : 301).

Garcia et Cruz-Moreira estiment que la restructuration productive des années 90 a amené le secteur à conserver à São Paulo les activités qui génèrent le plus de bénéfices, donc où le travail est le plus spécialisé (2004 : 285). Ces chercheurs trouvent une augmentation de la valeur produite par travailleur entre 1996 et 2000 (Garcia et Cruz-Moreira, 2004 : 286). Ce processus peut s'expliquer par une meilleure organisation locale de la production et par un recours au travail précaire à domicile ou à l'extérieur de la région (Garcia et Cruz-Moreira, 2004 : 286). Nous reviendrons sur le sujet de la restructuration productive dans le chapitre 2.

¹⁷ Donc au sein de la Région Sud-Est et de l'État de São Paulo.

¹⁸ L'emploi à domicile est une pratique d'entreprises. Le plus souvent une entreprise emploie un certain nombre de travailleurs et envoie une partie du travail à des couturiers (le plus souvent des femmes), qui depuis leur domicile complètent la commande. Celles-ci ne sont pas déclarées, les conditions de travail ne sont pas vérifiées. Ce type d'emploi est le plus souvent précaire : les commandes ne sont pas toujours régulières, les payes sont faibles et les retards sont décomptés du paiement. Ces couturières n'ont pas de sécurité d'emploi.

1.1.3 Informalité et travail immigrant

Il est important de rappeler que la confection s'est construite au Brésil à partir de petits ateliers d'immigrants, souvent familiaux (Costa et al, 2000 : 81). Les plus grandes entreprises étaient souvent centrées sur une sorte de textile (comme le jeans) et la verticalisation des activités prévalait (Costa et al, 2000 : 81). Les petites entreprises de confection ont un avantage sur les plus grandes : leur flexibilité et leur simplicité administrative (Costa et al, 2000 : 81). En effet, les différentes saisons de la mode impliquent plusieurs lancements par année.

Il faut conserver à l'esprit que les chiffres sur l'emploi dans le secteur vestimentaire sont incomplets (Garcia et Cruz-Moreira, 2004 : 282). En effet, le plus souvent les statistiques récupèrent les chiffres basés sur le nombre de cartes de travail¹⁹ signées. Or, ces cartes de travail signées correspondent à des relations d'emploi formalisées. Elles sont garantes des droits du travail de l'employé (Ministério do Trabalho, 2009). C'est l'employeur qui enregistre ensuite la carte de son employé qui prend le statut de carte signée. Le travail non déclaré qu'il soit temporaire ou à temps plein n'est donc pas pris en compte dans ses statistiques.

Le secteur informel est particulièrement important au Brésil. Dans les chiffres présentés, les travailleurs boliviens ne sont pas recensés pour la plupart. La grande majorité est sans papiers. Selon les chiffres du Centro de Apoio ao Imigrante (Centre d'appui à l'immigrant), il y aurait 160 000²⁰ Boliviens illégaux à São Paulo (Illes, 2009). Les chiffres du consulat confirment ceci en déclarant qu'il y a 150 000 Boliviens à São Paulo (Cardona, 2009). En 2006, Da Silva estimait selon les chiffres de la police fédérale qu'environ 47 000 Boliviens légaux se trouvaient à São Paulo (2006 : 72). Le Ministère du travail parlerait de 200 000 Boliviens en tout (légaux et illégaux) (Cymbalista et Xavier, 2004 : 123).

¹⁹ Traduction libre de « carteira de trabalho assinada ».

²⁰ La majorité des Boliviens à São Paulo seraient des hommes avec une nette tendance pour l'augmentation du nombre de femmes qui ramènerait le taux vers l'équilibre.

L'avocate Ruth Camacho et plusieurs autres sources soulignent que la plupart des Boliviens à São Paulo travaillent dans la confection. Jusqu'à 80 % de cette communauté serait impliquée dans cette activité (en tant que propriétaire d'ateliers ou comme couturier) (Camacho, 2009). En reprenant les chiffres du consulat, le nombre de couturiers boliviens serait de 120 000. Selon le Syndicat des couturières de São Paulo et d'Osasco²¹, il y aurait 80 000 travailleurs illégaux (Brésiliens et Boliviens) dans l'industrie de la confection (Cymbalista et Xavier, 2004 : 123). Néanmoins, nous pensons que les estimations du consulat et des associations d'aide aux immigrants sont plus proches de la réalité que celle du syndicat qui travaille peu avec les immigrants.

Les ateliers où sont employés les Boliviens sont généralement de taille restreinte, employant entre 5 et 30 couturiers (estimation d'après la littérature et les rencontres sur le terrain). Donc le nombre d'ateliers serait compris entre 4 000 et 24 000. Certains avancent que le nombre d'ateliers de couture employant des Boliviens serait situé entre 14 000 et 15 000 (Illes, 2009). De ces ateliers 90 % appartiendraient à des Boliviens (Illes, 2009). Le 10 % restant se répartit entre des Coréens, des Paraguayens, des Péruviens et des Brésiliens. La Folha de São Paulo parlait de 18 000 ateliers en 2003 (2003, citée par de Paula Leite, 2004 : 251). Il nous semble que l'idée de 15 000 ateliers semble être proche des faits. En prenant les chiffres fournis par le secrétaire de la chambre de commerce Corée-Brésil, nous pouvons estimer l'importance des liens de cette main d'œuvre avec les commerçants coréens. 70 à 80 % des 2000 boutiques coréennes font appel à la main d'œuvre bolivienne (Kim, 2009). Chaque boutique travaille avec en moyenne 5 à 10 ateliers.

Les 15 000 ateliers employant des Boliviens représentent environ 67 % des petites et moyennes entreprises officielles au Brésil dans la confection (dans son sens large). Tous ces ateliers ne sont pas informels. Généralement quand les Boliviens parviennent à avoir des papiers de résidence régularisés, ils ouvrent un atelier enregistré. Néanmoins, ceci ne garantit pas que les employés soient déclarés. La présence bolivienne dans l'industrie vestimentaire, bien qu'informelle, est très importante.

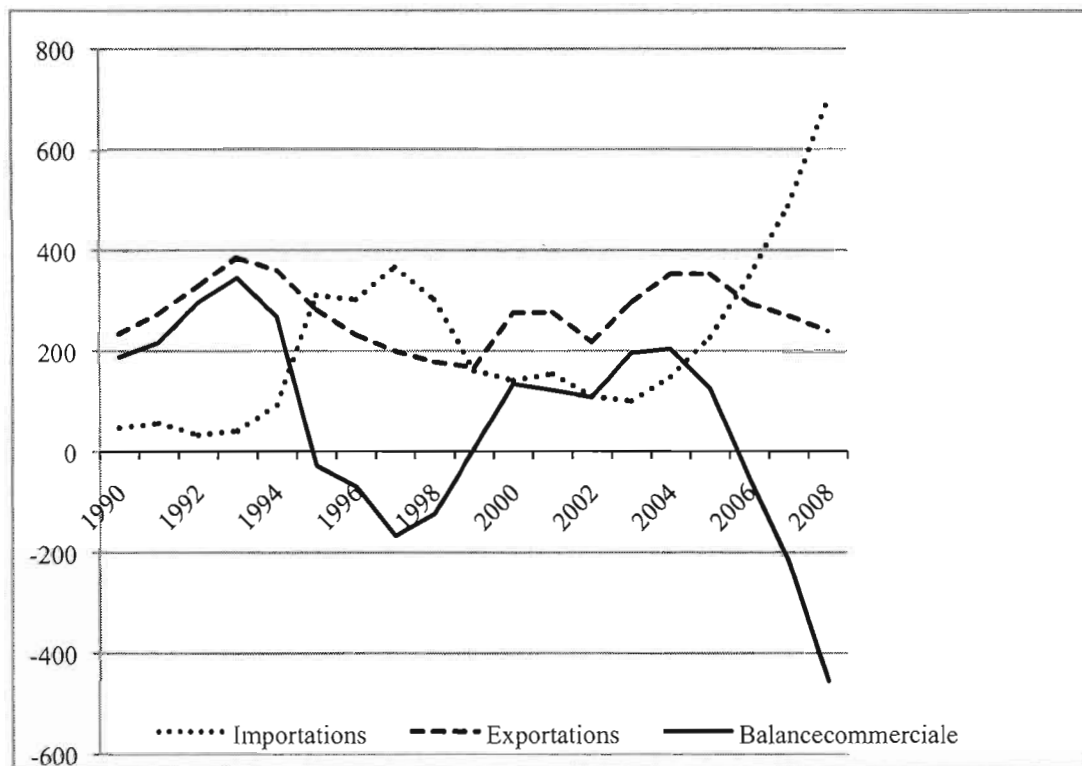
²¹ Traduction libre de « Sindicato das Costureiras de Osasco e São Paulo ».

1.2 L'insertion du Brésil dans le marché mondial

1.2.1 Balance commerciale

Avec un marché aussi grand et une position de 6^e producteur mondial, on pourrait penser que le Brésil est également un grand exportateur de vêtements. Néanmoins, les chiffres qui suivent soulignent que ce n'est pas le cas.

Figure 1.1 Balance commerciale du Brésil de 1990 à 2009 (en millions de dollars FOB).



Source : Aliceweb (consultée le 14 septembre 2009) (le calcul de la balance commerciale est de l'auteure).

La balance commerciale du Brésil dans la confection connaît des variations importantes depuis 1990. Alors que le solde était positif lors de la première moitié de la décennie, il est négatif dès 1995. Le déficit le plus important est celui de l'année 2008. En consultant les

chiffres préliminaires de 2009 (de janvier à août), il est possible de voir une continuation de la tendance de 2008 avec un déficit commercial déjà équivalent à celui de l'année précédente. Le déficit de 1995 peut s'expliquer par l'ouverture commerciale qui a caractérisé cette période. Les produits brésiliens se sont retrouvés subitement en concurrence avec des produits importés moins chers. Les années 2000 soulignent la fin temporaire de ce déficit par une rétraction, somme toute limitée, des importations (Garcia et Cruz-Moreira, 2004 : 279).

Les exportations demeurent plutôt stables depuis 1990 variant entre 200 et 400 millions de dollars FOB. Les importations sont en augmentation importante depuis 1994. Le recul de la première décennie 2000 ne semble que temporaire. Le plus important c'est de constater l'augmentation exponentielle des importations depuis 2004. Les chiffres préliminaires de 2009 confirment cette tendance.

Contrairement à d'autres pays, le Brésil n'a pas tenté de tourner son secteur de confection (à plus haute valeur ajoutée) vers l'exportation (ABDI, 2008 : 208). Le pays n'en a pas forcément les moyens non plus avec un salaire moyen équivalent au double de celui de la Chine et de l'Inde (ABDI, 2008 : 234). Les investissements se sont concentrés vers le marché interne. La situation est un peu différente pour l'industrie textile. Néanmoins, les taux de participation aux exportations mondiales demeurent autour de 1 % (ABDI, 2008 : 208). Pour certains, l'absence d'entrée dans le marché global provient de l'absence de politiques industrielles pour soutenir le secteur dans sa recherche d'une plus grande compétitivité (ABDI, 2008 : 237). D'ailleurs, l'existence d'un secteur informel important est perçue comme un désavantage compétitif diminuant la productivité (ABDI, 2008 : 233).

En 2006, confronté à l'augmentation importante des importations en provenance de la Chine, le Brésil a eu recours à la clause de sauvegarde de l'OMC (ABDI, 2008 : 197). L'accord s'étendant jusqu'en 2008, prévoyait une restriction volontaire des exportations de la Chine vers le Brésil. Néanmoins, il a été contourné pour la plupart des importations (ABDI, 2008 :

196). Le retour du déficit de 2008 souligne la fin de l'Accord multi-fibres²² (AMF) et de l'accord avec la Chine. D'ailleurs, cette dernière a refusé de renouveler les accords commerciaux avec le Brésil mais également ceux avec les États-Unis et avec l'Europe (Protec, 2009). Les importations ne sont plus soumises à des quotas et mènent le Brésil vers un solide déficit commercial dans la confection.

1.2.2 Exportations

Les exportations mondiales de vêtements en 2007 ont compté pour 2,5 % du total mondial (OMC, 2008 : 43). En 2007, le Brésil représentait seulement 0,08 % des exportations mondiales de vêtements²³. Les exportations de vêtements ne comptent que pour 0,17 % de toutes les exportations du Brésil. Les produits agricoles sont la base des exportations du pays. D'ailleurs, la balance commerciale générale est positive. La production de vêtements au Brésil est avant tout tournée vers le marché interne.

Depuis 2005 la participation de São Paulo dans la part des exportations se situe autour de 35 %. Rappelons-le, l'État fait partie de la région Sud-Est qui a connu la baisse de production entre 2003 et 2005. Malgré cette baisse, l'État conserve sa position dans les exportations, elles aussi en baisse.

Nous pouvons voir dans le tableau 1.6 que les deux principaux clients des exportations de vêtements sont les États-Unis et l'Argentine avec respectivement 15,55 % et 15,21 % des exportations totales. Les clients du Brésil sont beaucoup plus diversifiés que pour les importations. Néanmoins, la part de la Chine dans les importations est en augmentation ce qui

²² L'AMF est un accord multilatéral adopté en 1974 visant à limiter les importations des produits textiles et de confections afin de protéger les industries nationales. Il a pris fin en 2005. Il contenait la possibilité de négocier bilatéralement des accords de prolongation.

²³ Le calcul a été effectué à partir des données de l'OMC sur les exportations mondiales de vêtements (OMC, 2008 : 115) et du total des exportations brésiliennes en 2007 sur Aliceweb (banque de données consultée le 15 septembre 2009).

pourrait menacer à terme le commerce avec le Brésil. Nous pouvons également noter que trois des cinq principaux clients des vêtements brésiliens font partie du Mercosur.

Tableau 1.5 Exportations de vêtements au Brésil, participation de l'État de São Paulo.

Années	2000	2005	2008	01/2009 à 08/2009
Exportations (en dollars FOB)	70 015 309	123 336 544	83 844 001	36 248 880
Part dans les exportations totales	25,47 %	35 %	35,11 %	34,98 %

Source : Aliceweb (consultée le 14 septembre 2009, les chiffres pour 1995 ne sont pas disponibles).

Tableau 1.6 Destinataires des exportations du secteur confection en 2008 (cinq premiers pays).

Rang	Pays	Valeur de l'exportation (en dollars FOB)	Part dans l'exportation totale
1°	Argentine	37 122 886	15,55 %
2°	États-Unis	35 925 523	15,01 %
3°	Paraguay	16 250 624	6,81 %
4°	Chili	15 913 810	6,66 %
5°	Angola	13 877 539	5,81%

Source : Aliceweb (consultée le 14 septembre 2009).

1.2.3 Importations

Nous pouvons voir dans le tableau 1.7 que la Chine concentre la moitié des importations en vêtements du Brésil, soulignant un déséquilibre important par rapport aux autres pays. Nous pouvons également noter qu'aucun pays du Mercosur ne figure parmi les cinq pays d'où le Brésil importe ses vêtements. Comparés aux exportations, cela nous porte à croire à un surplus commercial en faveur du Brésil ce qui semble vrai au moins pour l'Argentine.

Tableau 1.7 Provenance des importations du secteur confection en 2008 (cinq premiers pays).

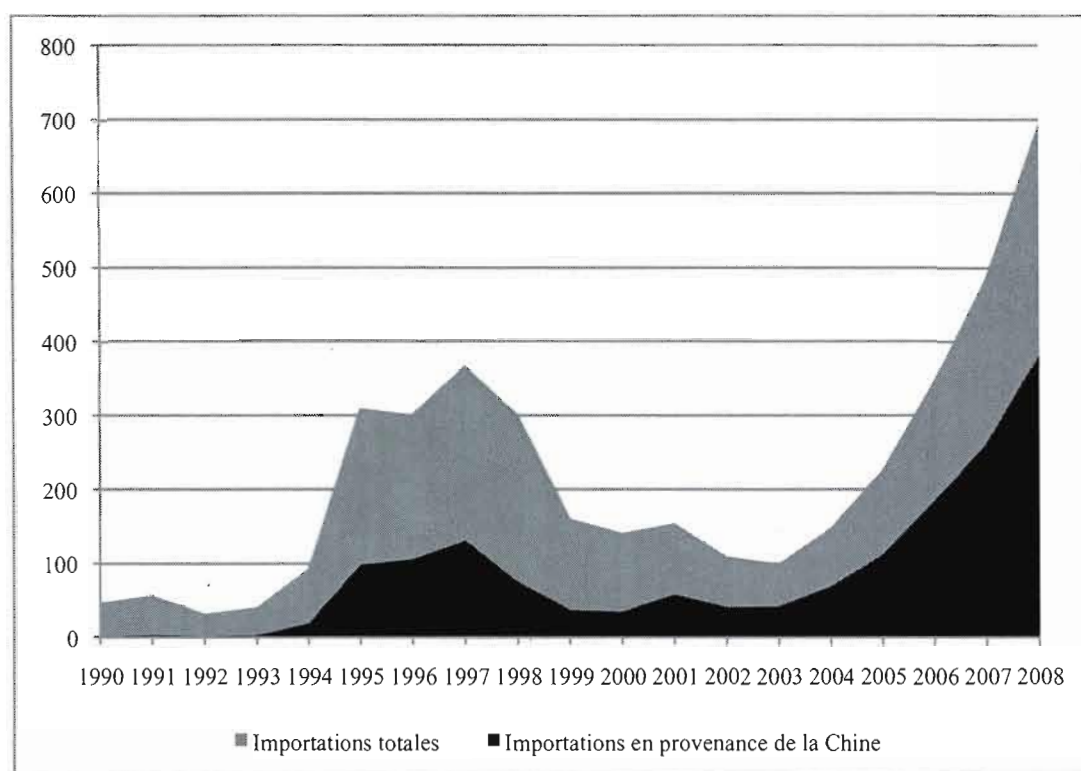
Rang	Pays	Valeur de l'importation (en dollars FOB)	Part dans l'importation totale
1°	Chine	380 871 684	54,88 %
2°	Bangladesh	39 364 322	5,67 %
3°	Inde	38 596 114	5,56 %
4°	Émirats arabes unis	26 713 116	3,85 %
5°	Italie	21 934 614	3,00 %

Source : Aliceweb (consultée le 14 septembre 2009).

Nous pouvons voir sur la figure 1.2 que les importations chinoises au début de la décennie 1990 sont presque inexistantes. Elles représentent une part très limitée des importations totales. Elles augmentent fortement en 1995 avec les importations totales. Le Brésil ouvre ses frontières commerciales à partir de 1990 ce qui donnera lieu à une restructuration productive (Voir chapitre 2). Néanmoins, nous pouvons voir qu'elles ne prennent une importance dans le total qu'à partir de 2001. Néanmoins, les importations chinoises n'ont pas augmenté aussi vite que les importations totales depuis 2004 et la fin de l'AMF. L'augmentation des importations chinoises demeure exponentielle. Les chiffres de 2009 montrent que la tendance se confirme aussi bien pour les importations totales que chinoises. Afin d'évaluer

l'importance des importations sur le marché du vêtement, nous avons calculé le marché apparent²⁴ au Brésil. Nous obtenons le tableau 1.8.

Figure 1.2 Importations de vêtements, totales et en provenance de Chine 1990-2008 (en millions de dollars FOB)



Source : Aliceweb (consultée le 30 octobre 2009).

²⁴ Étant donné les difficultés à trouver certaines statistiques, nous utilisons ici une définition simple de marché apparent. Le chiffre que nous présentons est donc le résultat de la production de vêtements moins l'exportation de vêtement et plus les importations. Il est donc supposé que le marché correspond aux vêtements se trouvant sur le sol brésilien et y étant achetés.

Tableau 1.8 Marché apparent du vêtement et part des importations chinoises et totales en 2007

	Marché apparent	Part des importations dans le marché apparent	Part des importations chinoises dans le marché apparent
Valeur en dollars US ²⁵	30 575 520 955	1,59 %	0,86 %
Poids ²⁶ (en kg)	1 200 559 161	3,34 %	1,99 %

Source : Aliceweb consultée le 9 novembre 2009 et IEMI (2008), calculs de l'auteure.

Nous pouvons déjà constater que les importations demeurent limitées dans le marché brésilien. Elles ne concernent que 1,59 % de la valeur produite et 3,34 % de la quantité de vêtements disponibles. Il est possible de déduire que la différence entre la valeur des vêtements disponible par rapport à leur quantité montre que les vêtements importés sont moins dispendieux que ceux qui sont produits nationalement. Ce constat se renforce avec les importations chinoises dont la différence entre le poids importé et la valeur est plus grande (2,32 fois contre 2,10 fois). Nous pourrions en déduire que les vêtements chinois sont un peu moins dispendieux que les autres vêtements importés.

Il est important de souligner que les chiffres présentés ne tiennent pas compte de la production informelle ni des exportations (ou importations) informelles. Le cas de l'Angola, pays lusophone d'Afrique, est exemplaire à ce sujet. Il se situe parmi les cinq premiers importateurs de vêtements brésiliens. Il existe à un certain niveau, des exportations informelles de vêtements vers ce pays. Des femmes venues principalement d'Angola voyagent mensuellement vers São Paulo pour acheter en gros des vêtements qu'elles revendront chez elles (Borges, 2007 a, b et c).

²⁵ Les importations et exportations sont comptées en dollars FOB, la production en dollars américains. Nous devons accepter les limites du calcul, les données sur les exportations et importations étant disponibles seulement dans cette unité.

²⁶ Bien que le poids des vêtements varie selon le modèle, les accessoires qui y sont posés, nous considérons ici que le poids est une bonne indication du nombre de vêtements importés et produits.

Une partie de la production est elle-même informelle. Par exemple, certains producteurs ne possèdent aucun atelier enregistré et vendent sur un marché situé sur la rue 25 de Março²⁷ à São Paulo. La vente, le plus souvent de gros, est informelle. Elle peut se retrouver dans d'autres magasins de la ville mais aussi dans d'autres États.

Enfin, une partie des importations peut également être informelle. En guise de pré-évaluation des chiffres non-déclarés, nous avons décidé de comparer les chiffres de la production à ceux de la consommation²⁸. Nous arrivons à une différence de 650 millions d'unités soit 11,02 % de la production totale. La part des importations officielles dans le marché apparent varie de 1,59 % à 3,34 %. En considérant ces pourcentages équivalents à ceux des importations ramenées sur la production²⁹ nous pouvons dire qu'environ 3 %³⁰ des produits consommés proviendraient des importations telles que déclarées. De ces 3 %, la moitié serait d'origine chinoise. Donc en supposant que l'ensemble des importations non-déclarées proviennent de Chine on aboutit à environ 9,5 %³¹ des produits consommés qui sont d'origine chinoise. Ce pourcentage vise à l'élaboration à partir de données officielles d'une estimation des importations non-déclarées.

Au final, on arriverait à une pénétration de marché par la Chine oscillant entre 2 et 9,5 %. Celle-ci est donc plutôt restreinte, bien qu'en augmentation³². Ce résultat peut être étonnant si l'on considère que la plupart des représentants de la communauté bolivienne ainsi que plusieurs des répondants coréens ont souligné la concurrence de la Chine au niveau des salaires comme étant un facteur influençant l'emploi de Boliviens (il s'agit d'Hugo, de

²⁷ Sur la rue 25 de Março, dans le Brás, a lieu un marché des petites heures du matin (3-4h) jusqu'au milieu de l'après-midi pour la vente en gros et à la pièce de vêtements. Ce sont des ventes informelles qui se déroulent comme dans le cadre d'un marché.

²⁸ Cela équivaut respectivement à 5 245 451 000 et à 5,9 milliards de consommés.

²⁹ Nous ne disposons pas de la donnée des importations en unités.

³⁰ Nous estimons que le poids des vêtements se rapproche plus des unités que la valeur.

³¹ C'est-à-dire que l'on soustrait de 11,02% les 1,5% qui correspondraient aux importations hors-Chine.

³² En considérant que les importations légales ne se substituent pas aux importations non-déclarées.

Luciano Kim, de Lucas et du Padre Mario Geremia). Nous reviendrons dans le chapitre 3 sur les explications possibles pouvant justifier une insertion mineure de la Chine. Pour l'instant, passons à l'élaboration de pistes d'explications sur ces chiffres officiels³³.

Les travaux d'Alba et Labazzée montrent que les circuits d'importation illicites du vêtement, des textiles et des fils représenteraient 60 % du marché national au Mexique (2009). L'importation d'un nombre important de vêtements serait donc quelque chose d'envisageable au Brésil d'autant plus que l'informalité y est importante dans d'autres secteurs (*voir* chapitre 2). Bien sûr, il est plus facile d'accéder géographiquement au Mexique qu'au Brésil.

Une autre thèse évoquée est le passage des importations chinoises par un pays limitrophe. Néanmoins, nous avons vu qu'aucun des pays voisins du Brésil ne se trouve parmi les cinq premiers exportateurs. Ces importations seraient donc aussi informelles. Enfin, il est possible que la production soit cachée dans les vêtements à travers l'inscription sur les vêtements du « fait au Brésil » sur des vêtements faits en Chine.

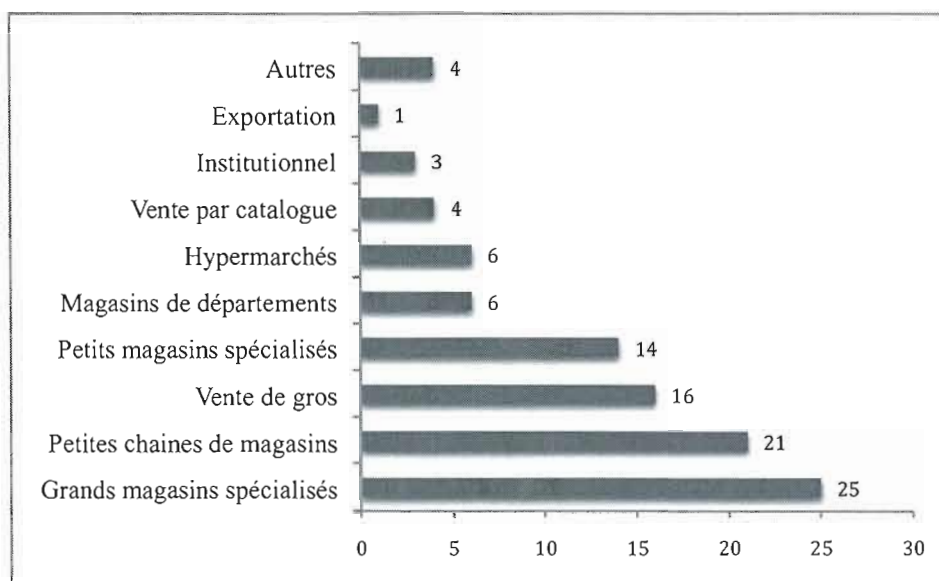
Finalement, l'hypothèse de départ voulant que la concurrence de la Chine a entraîné l'emploi de Boliviens est difficile à prouver avec les données formelles dont nous disposons. L'entrée dans le marché semble limitée. Nous pouvons penser qu'elle a tout de même pu avoir un impact de pression vers le bas des salaires afin de garder un marché interne concurrentiel. Nous passons maintenant à l'étude des caractéristiques technologiques et de l'industrie de la mode.

³³ Celles-ci sont le résultat de discussions avec Carlos Alba et Pascal Labazée.

1.2.4 Vente et industrie de la mode

Dans cette partie, nous allons étudier en premier lieu les revendeurs de vêtements. Ensuite, nous nous intéresserons à l'industrie de la mode et ses liens avec la production vestimentaire au Brésil. Nous en profiterons pour présenter rapidement le groupe qui emploie le plus d'immigrants boliviens à São Paulo : les Coréens.

Figure 1.3 Distribution de vêtements, selon le type et la taille des revendeurs (en pourcentage de volume de pièces vendues).



Source : ABIT, 2009 : 7.

Le contrôle des ventes est encore très fractionné entre les différentes entreprises. C'est-à-dire que les trois plus gros revendeurs grands publics ne sont responsables que de 1 % des ventes au Brésil (Garcia et Cruz-Moreira, 2004 : 296). Parmi eux, citons C&A (compagnie hollandaise), Renner (compagnie à l'origine brésilienne détenue aujourd'hui par JC Penney) et Riachuelo. Selon Garcia et Cruz-Moreira, la situation actuelle est comparable à celle des États-Unis au début des années 1990 (2004 : 296). Depuis les ventes aux États-Unis se sont plus concentrées. Ce phénomène n'est pas encore arrivé à São Paulo. Les ventes dans les catalogues et dans les hypermarchés se concentrent dans 10 % du total. Les magasins de taille

plus réduite (petits magasins spécialisés et petites chaînes de magasins) comptent pour 35 % des ventes.

Les activités de production et de vente dans la ville de São Paulo se concentrent dans les quartiers du Bom Retiro, du Brás et en moindre mesure de Sé (Garcia et Cruz-Moreira, 2004 : 287). Dans le Bom Retiro, sur les 1200 magasins présents, 1000 sont confectionneurs. Parmi ces 1000, 840 sont dirigés par des Coréens (Kim, 2008 : 73). D'après Luciano Kim, l'ensemble des boutiques de vêtements et ateliers montent à 2000 appartenant à des Coréens (Kim, 2009). Ce sont les quartiers où l'on retrouve le plus d'entreprises coréennes de ventes de vêtements.

Les Coréens se retrouvent dans les catégories de petites chaînes de magasins et de petits magasins spécialisés et dans la vente en gros. Ils font donc partie des 51 % du marché de vêtements. Ils utiliseraient entre 70 et 80 % de main d'œuvre boliviennes avec des variations selon les entreprises considérées (certains n'emploient pas du tout de Boliviens tandis que d'autres ne travaillent qu'avec des ateliers boliviens). En effet, il reste très peu d'ateliers de confection coréens selon les représentants de la communauté (Kim, 2009). La production dans cette communauté est à la fin d'un processus de « déverticalisation ». Les Coréens se concentrent dans la conception des vêtements, la coupe des tissus, le finissage, le contrôle de qualité et l'envoi. Seule l'étape de l'assemblage et de la couture des vêtements est externalisée dans des ateliers. Les Coréens sont également présents dans l'importation de textiles et d'accessoires. Dans notre étude de cas, nous considérons ceux qui se concentrent avant tout dans le segment de la mode féminine adulte (prix abordables à moyens) (Garcia et Cruz-Moreira, 2004 : 298). Ce segment représente 41 % des ventes du secteur (ABIT, 2009 : 8).

Enfin, une présentation du secteur vestimentaire doit passer par un aperçu du fonctionnement de la mode : c'est-à-dire toute l'industrie tournant autour de la conception du style. La *São Paulo Fashion Week* est reconnue comme le centre annuel de rencontre des acteurs de l'industrie vestimentaire et textile (Garcia et Cruz-Moreira, 2004 : 293). Elle revient deux fois par an depuis 2000. D'après Kontic, elle symbolise la naissance de l'industrie de la mode

(2007 : 131). C'est un véritable espace de socialisation où les collections de plusieurs marques sont lancées (Kontic, 2007 : 126). L'événement reçoit 15 000 visiteurs, parmi lesquels beaucoup de vendeurs coréens. Des efforts sont faits pour promouvoir la production à l'étranger, mais les acteurs du milieu soulignent le manque d'appui du gouvernement (Kontic, 2007 : 132). La communauté coréenne a réussi à innover en limitant ses stocks. Toutes les deux semaines de nouveaux modèles sont lancés. La nouveauté a toujours été un atout pour ce segment de marché. En plus de participer à la São Paulo Fashion Week, les stylistes des marques les plus appréciées voyagent souvent à Paris, New York pour étudier³⁴ les modèles et les tendances.

Enfin, la professionnalisation passe également par la recherche. Le Brésil compte plusieurs centres de recherche et d'enseignement supérieurs en techniques textiles à Rio de Janeiro et à São Paulo³⁵.

1.3 Conclusion

Le 6^e producteur mondial de vêtements et de textiles est tourné vers la consommation interne. La balance commerciale du secteur montre une tendance sérieuse vers le déficit depuis les années 2000. Néanmoins, l'importance des importations demeure limitée par rapport à la production nationale. Il s'agit d'une industrie dynamique qui est confrontée à l'émergence de la concurrence chinoise. Les stratégies qui ont été adoptées ont eu des conséquences majeures sur l'organisation de la production. Afin de diminuer les coûts de fabrication des vêtements les entreprises ont « déverticalisé » leurs activités. Ils ont également eu recours à des formes

³⁴ Les magasins du quartier Bom Retiro et les stylistes coréens ont souvent été au cœur d'une polémique sur l'originalité des vêtements qu'ils fabriquent. Néanmoins, l'industrie de la mode est basée sur la création parfois inspirée d'autres vêtements. D'ailleurs, la proximité des enseignes dans le Bom Retiro est telle que d'une boutique à l'autre il est possible de retrouver des vêtements similaires, créant une concurrence importante dans un secteur limité.

³⁵ Le Serviço Nacional de Aprendizagem Industrial (SENAI) est un des piliers de cette recherche et formation industrielle.

d'emplois précaires, souvent dans l'informel. Ainsi, le travail à domicile a augmenté. De même, les immigrants boliviens, présents depuis les années 1980, ont trouvé une niche d'emploi favorable. Le secteur tout en ayant recourt à des emplois précaires, s'est professionnalisé et a permis de donner à São Paulo une place sur la scène de la mode.

Malgré l'importance de l'informel et des petites et moyennes entreprises, l'industrie du vêtement brésilienne parvient à satisfaire la demande interne. Les Boliviens et les Coréens sont deux communautés qui contribuent à sa vigueur nationale. On estime qu'environ 80% de la communauté bolivienne de São Paulo travaille dans le secteur. Néanmoins, tous les immigrants ne sont pas dans les mêmes positions. Les Coréens se trouvent dans les postes de stylistes et commerçants de vêtements alors que les Boliviens demeurent concentrés dans les activités de couture en tant que travailleurs ou propriétaires d'ateliers. Dans le prochain chapitre nous nous pencherons sur deux éléments fondateurs de l'industrie vestimentaire actuelle : la restructuration productive du secteur et la présence de communautés immigrantes.

CHAPITRE II

RESTRUCTURATION PRODUCTIVE ET IMMIGRANTS DANS L'INDUSTRIE VESTIMENTAIRE

Le chapitre 1 nous a permis de voir l'étendue du secteur vestimentaire à São Paulo. Plusieurs points sont ressortis. D'une part, le secteur connaît de l'informalité qui semble structurelle. Dominé par les petites et moyennes entreprises, le marché du vêtement commence à voir les importations augmenter. Les fonctions de design se sont professionnalisées pour donner à São Paulo une place majeure dans la mode mondiale.

Malgré la vigueur de la production interne, une partie repose sur du travail non-déclaré et précaire. Des immigrants boliviens sans documentation sont employés dans des ateliers où les conditions de travail sont difficiles. En-dehors de ces ateliers, les entreprises ont également recours au travail à domicile. La présence des Boliviens s'élèverait à 200 000 individus à São Paulo. De ce chiffre, 80 à 90 % travaillent comme couturiers dans des ateliers déclarés ou non. En fait, l'industrie du vêtement au Brésil est dominée depuis ses débuts par différentes communautés immigrantes. Les Coréens se sont particulièrement bien sorti de ce qu'il convient d'appeler la restructuration productive des années 1990.

Dans ce chapitre, nous présentons la restructuration productive qui a mené à l'importance actuelle des petites et moyennes entreprises ainsi que du travail informel et immigrant. Cette première partie sera l'occasion de présenter la communauté coréenne de São Paulo ainsi que son insertion dans l'industrie vestimentaire. En deuxième partie, nous voyons les

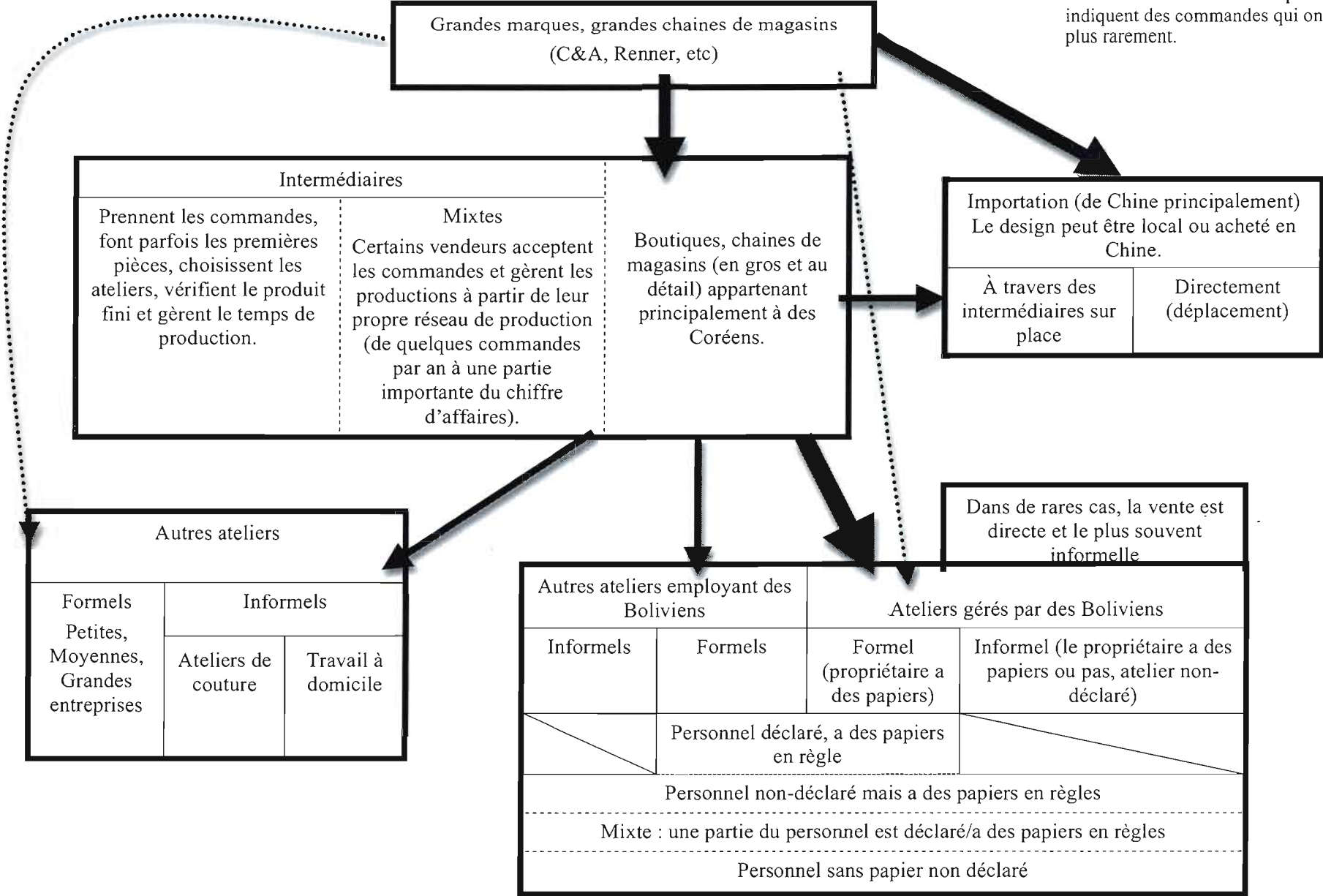
caractéristiques principales de la présence des Boliviens dans les réseaux de production vestimentaires.

2.1 Cartographie du réseau de production

Le lecteur peut se référer à la figure 2.1 à la page suivante. Nos recherches nous ont menées à établir le schéma suivant du réseau de production impliquant les immigrants Boliviens. Ceux-ci sont représentés dans le cadre en bas à droite. Les ateliers de couture où ils travaillent connaissent différentes situations : formel, informel, mixte. Les limites entre ces catégories sont parfois floues (ce qui est représenté par des divisions en pointillés). Les ateliers obtiennent principalement des contrats de la part d'intermédiaires ou de boutiques de tailles petites et moyennes. Ces entreprises et intermédiaires travaillent également avec des ateliers qui n'emploient pas de Boliviens. Il est important de noter que les ateliers qu'ils soient formels ou non peuvent sous-traiter leur production à d'autres ateliers formels ou informels. Les plus grandes entreprises (comme la C&A, Renner ou d'autres grandes marques) passent le plus souvent par des intermédiaires pour produire ses vêtements. Parfois, ils s'adressent directement aux ateliers de Boliviens (tel que rapporté dans l'entrevue avec Lucas). Enfin, les grandes marques et les boutiques de petite et moyenne portée font également appel à des revendeurs situés en Chine qu'ils soient intermédiaires ou qu'ils cherchent eux-mêmes les ateliers. Enfin, il est important de noter que ce schéma part du travail des Boliviens pour remonter vers ceux qui travaillent avec. Il ne se veut donc pas exhaustif.

Figure 2.1 : Le réseau de production du vêtement à São Paulo : la place des Boliviens.

Légende : Les flèches représentent le sens des commandes. La taille de la flèche indique la fréquence des commandes. Les flèches en pointillés indiquent des commandes qui ont lieu plus rarement.



2.2 L'informalité dans la construction de l'industrie vestimentaire

Afin de bien comprendre la situation dans laquelle se retrouvent les Boliviens dans les réseaux de production vestimentaire, nous devons définir ce qu'est l'informalité. C'est un concept qui a suscité de nombreux débats, notamment au sein des organisations internationales. Au-delà du concept, le phénomène s'est étendu dans l'industrie vestimentaire à la suite de la restructuration productive au Brésil. Survenue plus tard au Brésil que dans le reste de l'Amérique latine, elle a commencé par des politiques du gouvernement Collor visant à ouvrir les frontières économiques du pays. Cette ouverture, couplée à l'absence de politiques industrielles a mené à des changements dans la production notamment sociaux et dans la fonction de la mode.

2.2.1 Définir l'informalité.

Le concept d'informalité a été introduit pour la première fois dans les années 1970 par l'Organisation internationale du travail (OIT). C'est à travers une réflexion sur le chômage et le sous-emploi dans les pays en développement que la catégorie d'informel a été construite (Barbosa, 2009). L'OIT a organisé à partir de 1970 des missions de recherche en Asie, Amérique latine et en Afrique pour étudier les situations de sous-emploi. Le chômage est alors considéré comme un concept insuffisant pour décrire la situation d'une partie importante des personnes entrant dans cette catégorie. Les études sur le terrain prouvent qu'elles bénéficient d'autres sources de revenus non-gouvernementaux. Selon Barbosa, trois rapports ont particulièrement marqué la naissance du concept d'informalité : celui de Paul Bairoch (1973), celui de Keith Hart (1973) et la mission kényane de l'OIT menée par Hans Singer.

Le concept a par la suite suscité de nombreux débats. Diverses formes de compréhension existent selon les disciplines et à l'intérieur de celles-ci. Il n'existe toujours pas de consensus

même au sein de l'OIT sur la définition à adopter³⁶ (Bangasser, 2000 : 27). Les différentes définitions impliquent des estimations statistiques différentes de la part du secteur formel ou informel dans l'économie. Les critiques de l'utilisation de la binarité formel/informel se centrent pour la plupart sur le fait que de nombreuses situations distinctes sont comprises : microentreprises, commerce de rue/ambulant, emploi illégal de natifs ou d'immigrants, travail temporaire, travail à domicile (Cacciamali, 2000 : 153).

Le pourcentage de travailleurs informels à São Paulo varie selon les définitions apportées. Néanmoins, à la lecture de différentes études, il semble qu'il se situe toujours autour de 50% de la population occupée (voir entre autres Jakobsen et al, 2000 : 5 ; Filgueiras et al, 2004). En comparaison, il tournait autour de 35% en 1990 (Jakobsen, 2000 : 17). Nous verrons d'ailleurs dans la prochaine partie que la restructuration productive des années 1990 est responsable de cette augmentation.

Dans le cas particulier du Brésil, la législation veut que les travailleurs salariés déclarés aient une carte de travail signée³⁷. Les employés sont informels s'ils ne possèdent pas une carte de travail signée (Noronha, 2003 : 112). Le concept d'informalité a donc été souvent relié à la définition juridique (Noronha, 2003 : 112). La carte de travail est la preuve d'un lien d'emploi déclaré et relativement stable. Elle assure en théorie le respect du contrat et des droits du travail. Elle garantit l'accès à l'assurance-emploi ainsi qu'à d'autres bénéfices sociaux. Ceux qui ne la signent pas ne peuvent pas s'en prévaloir.

Pour notre travail nous considérerons que l'informalité est l'ensemble des activités non-déclarées. Même si ce concept est insuffisant pour prendre en compte la diversité des activités qu'il recoupe, il permet de saisir la situation de la plupart des ateliers dans lesquels les Boliviens travaillent et qu'ils possèdent. Elles sont les plus souvent cachées et dépendent

³⁶ De même, les outils pour lutter contre ces formes d'emplois ne suscitent pas de consensus (Bangasser, 2000 : 28).

³⁷ Traduction libre de « Carteira de trabalho assinada ». Elle fait son apparition en 1932 (Ministério do Trabalho e Emprego, 2009). Elle est modifiée en 1969 (Ministério do Trabalho e Emprego, 2009).

des relations entre acheteur et producteur. L'OIT ajoute trois catégories qui pourraient également s'appliquer à notre étude : employés d'une entreprise de moins de six employés avec sa carte de travail signée, employeurs dans les entreprises de moins de six salariés, propriétaires d'entreprise familiale³⁸ (Jakobsen et al, 2000 : 8). Les ateliers de couture ont souvent une taille restreinte (moins de 19 personnes). Nous le verrons plus loin, les Boliviens emploient des membres de leur famille dans cet atelier. Leur rémunération n'est évidemment pas automatique, et ce, d'autant plus que l'argent est souvent envoyé à d'autres membres de la famille en Bolivie. Nous avons vu dans la section 2.1 les différentes configurations du formel et de l'informel.

2.2.2 L'industrie du vêtement jusqu'à la fin des années 1980

L'industrie brésilienne depuis le début du siècle s'était construite sur le modèle de production de masse³⁹. Ce modèle présupposait, entre autres, une intégration verticale des activités des entreprises (Neto, 1995 : 34). C'est-à-dire que toutes (ou presque) les activités productives et d'appuis appartenaient à la même unité. Dans le quartier Mooca à São Paulo, l'entreprise Alparagatas est le symbole de cette organisation (Kontic, 2001 : 44). Regroupant plus de 3000 employés, l'entreprise s'était spécialisée dans le jeans indigo⁴⁰. Certains types de vêtements, comme les T-shirts et les jeans, ont été plus propices à la production de masse. L'industrie de la confection est encore relativement jeune. Elle se professionnalise et s'industrialise à grande échelle à partir de la fin des années 1950 (Kontic, 2001 : 51). Les couturières indépendantes qui achetaient leurs propres tissus ont donc été remplacées par une

³⁸ Le propriétaire d'entreprise familiale (traduction de *donos de negócio familiar*) est un individu propriétaire d'une entreprise où travaillent exclusivement des membres de sa famille, rémunérés ou non (Jakobsen, Martins et Dobrowski, 2000 : 8).

³⁹ Auparavant, la confection reposait sur le travail à domicile ou en atelier de couturière sur des échelles restreintes. Voir Maleronka, 2007.

⁴⁰ L'indigo est une teinture naturelle utilisée pour la fabrication des jeans. Le Brésil est un producteur important d'indigo. Aujourd'hui, la production chimique de la molécule a remplacé une partie de la production artisanale.

industrie basée en partie sur une production de masse. Cette main d'œuvre artisanale et qualifiée a permis de consolider l'industrialisation du secteur.

L'État brésilien a été très présent lors de l'implantation du système de production fordiste (Pochmann et Mattoso, 1998 : 357). En finançant l'économie et en favorisant les rapports entre entreprises, l'État a pris part entière dans la formation d'une industrie fordiste nationale. Dans le secteur vestimentaire, ceci s'est traduit par des politiques⁴¹ favorisant le remplacement de la machinerie (Kontic, 2001 : 53). La verticalisation était la solution la mieux adaptée pour profiter des politiques basées sur le nombre d'employés. Dans les faits, les petites entreprises ne pouvaient pas prétendre au programme. L'entreprise Alpargatas, modèle de la verticalisation, a profité de cette politique.

Les années 1970 ont vu l'émergence de politiques nationales ayant pour but la concentration du capital. Sous le pouvoir militaire, le Fonds de modernisation industrielle (FMRI) avait comme objectif l'accélération de la fusion et de l'incorporation d'entreprises afin de créer des leaders mondiaux dans chaque activité industrielle (Kontic, 2001 : 53). Cette politique a permis la modernisation du champ industriel de la confection. D'ailleurs, le point culminant de la concentration des activités et du capital se situe à la fin des années 1970 (Kontic, 2001 : 54). L'exportation en masse de confection simple, avec peu de variations croît elle aussi (Kontic, 2001 : 53).

Le paradigme de production change d'abord à l'international et ce, dès l'après-guerre, avec une accélération marquée dans les années 1970 (Neto, 1995 :34). L'industrialisation du Brésil entre les années 1930 et 1970 a permis de diminuer la part de l'agriculture dans les activités (s'élevant à 60% en 1930) (Jakobsen et Barbosa, 2008 : 115). À cette époque, le travail formel (déclaré) a pris le pas sur le travail informel (Jakobsen et Barbosa, 2008 : 116). La création d'emplois dans l'administration publique est pour une grande part responsable de

⁴¹ Parmi les politiques, citons le programme de financement de la petite et moyenne entreprise (FIPEME) en 1965 puis le programme de l'agence spéciale de financement pour l'achat d'équipements nationaux (FINAME), les deux sous l'égide de la banque nationale de développement économique (BNDE).

cette expansion du secteur formel (Jakobsen et Barbosa, 2008 : 116). Dans les années 80, les changements industriels et financiers mondiaux (dérégulation) ont affaibli l'État brésilien qui ne pouvait plus poursuivre ses fonctions traditionnelles vis-à-vis de l'économie (Pochmann et Mattoso, 1998 : 358). La stratégie économique de l'époque était de soutenir les exportations tout en fermant les importations (Pochmann et Mattoso, 1998 : 360). Le Brésil a consolidé sa stratégie de substitution des importations. Des changements ont lieu dans les formes de la production du vêtement. Parallèlement à ces premiers changements, une nouvelle communauté immigrante vient s'installer : il s'agit des Coréens. Nous détournons un instant le débat sur les changements apportés par les années 1980 pour regarder plus précisément d'où vient cette communauté.

2.2.3 Arrivée des Coréens

Il existe peu de travaux sur l'immigration de Coréens au Brésil⁴². Pourtant la communauté est constituée aujourd'hui d'environ 40 000 personnes (Kim, 2009). Les Coréens ne sont pas les seules personnes d'origine asiatique à São Paulo. Ils ont été précédés par les Chinois et les Japonais⁴³. Le premier quartier d'accueil des Coréens a été Liberdade, quartier historique des Japonais⁴⁴. Les immigrants coréens sont arrivés en trois périodes distinctes. Contrairement aux Italiens et aux Juifs, les Coréens ne participent pas aux activités de production textile bien que plusieurs en soient des importateurs et des vendeurs. L'histoire de l'intégration des

⁴² La principale étude sur cette communauté est le mémoire de maîtrise de Choi (1991). La plupart de la littérature brésilienne sur les Coréens s'inspire de ce travail. Sa documentation du sujet demeure la plus approfondie à ce jour en langue portugaise. Malheureusement, ne parlant pas le coréen, les sources dans cette langue n'ont pu être consultées. Notre présentation en sera souvent inspirée. Autant que possible nous ajouterons d'autres sources. La communauté coréenne est plus étudiée aux États-Unis.

⁴³ Fait à noter, la plus grosse communauté de Japonais à l'extérieur du Japon se trouve au Brésil. Les Japonais se sont installés dans des fermes et ont bénéficié de l'appui du gouvernement brésilien. De nos jours, certains descendants de Japonais migrent au Japon pour y travailler temporairement. La recherche s'est beaucoup penchée sur cette communauté, dont les descendants sont appelés *dekasseguis*. C'est en s'inspirant de la réussite de cette communauté que le gouvernement coréen décide d'autoriser l'émigration vers le Brésil (Park, 1999 : 674 et Masiero, 2007 : 289).

⁴⁴ D'ailleurs, particulièrement chez les premiers immigrants, le japonais était parlé couramment. Ce fait est relié à la présence japonaise en Corée durant plusieurs décennies au début du siècle.

Coréens à São Paulo ressemble sur certains points à ce qui a eu lieu à Buenos Aires en Argentine⁴⁵.

Les premiers Coréens à immigrer au Brésil sont des prisonniers de la guerre de Corée (1950-1953) gérés par l'ONU. Des 20 000 anti-communistes libérés, la plupart se sont installés en Corée du Sud, quelques uns au Nord. Une minorité refusant de s'installer dans l'un ou l'autre pays a été accueillie, après négociations, par l'Inde, l'Argentine et le Brésil (Choi, 1991 : 30). Parmi la cinquantaine de Coréens arrivés au Brésil en 1956, plusieurs⁴⁶ ont encouragé les discussions sur l'organisation d'une immigration sud-coréenne au Brésil (Choi, 1991 : 33).

Le gouvernement coréen s'est alors réellement impliqué dans l'émigration vers l'Amérique latine de ses citoyens. Le gouvernement militaire, arrivé au pouvoir le 16 mai 1961 par un putsch militaire⁴⁷, avait parmi ses priorités un contrôle démographique⁴⁸ de sa population dans des visées de développement économique (Choi, 1991 : 15). Parallèlement, la Corée était confrontée à la diminution de son territoire (divisé en deux en 1953) et de ses ressources⁴⁹. La situation économique du Brésil semblait meilleure que celle de la Corée du Sud confrontée à la reconstruction de son industrie lourde (Park, 199 : 694). Le Brésil est alors le pays du futur, économiquement prometteur (Kim, 2008 : 49). Les Coréens quittent

⁴⁵ Il est toutefois important de noter qu'un accord entre l'Argentine et la Corée a été signé en 1985 pour favoriser l'immigration des ressortissants, impulsant une nouvelle vague d'immigration. Au Brésil à cette période, il n'y a plus d'accord de migrations.

⁴⁶ Parmi ceux-ci, citons Soo Jo Kim, naturalisé japonais avant son arrivée au Brésil. L'arrivée de compatriotes l'a incité à s'engager en faveur de l'immigration coréenne.

⁴⁷ Les Coréens ne récupéreront le droit de vote qu'en 1987 (SCIE, 2006 : 30)

⁴⁸ En 1985 les moins de 25 ans représentaient encore environ 55% de la population (Choi, 1991 : 9). Park souligne que la plupart des immigrants seraient originaires de Corée du Nord et que la politique d'émigration serait en fait une façon de calmer des tensions politiques suite à la prise du pouvoir qui n'a pas bénéficié à tous (1999 : 674-675). La guerre « civile » a aussi laissé de nombreuses personnes séparées de leur famille ou sans toit (SCIE, 2006 : 29). Ils recommençaient souvent à zéro. De manière plus générale, l'émigration visait à résoudre le problème du chômage, à obtenir des devises étrangères ainsi qu'à promouvoir la coopération avec d'autres pays anti-communistes (Choi, 1991 : 39).

⁴⁹ La division de la péninsule en deux a laissé au Nord la majorité des ressources naturelles et l'industrie lourde installée par les Japonais (Masiero, 2007 : 71). Le Sud a hérité de la majorité des ressources agricoles, de la main d'œuvre et des industries de consommation de masse, tournées vers l'exportation (Masiero, 2007 : 71).

leur pays face aux menaces d'invasion du Nord. Ils fuyaient l'insécurité du pays. D'ailleurs, l'impression que le Brésil ne pouvait pas devenir communiste a contribué à rendre le pays attirant pour les immigrants (Choi, 1991 : 36). Nous sommes alors en plein milieu de la guerre froide.

Une loi d'émigration est même adoptée le 15 mars 1962 (Choi, 1991 : 28). Elle signe le début de l'émigration légale de Coréens vers l'Amérique du Sud (Park, 1999 : 673). Notons que l'émigration des Coréens est aussi préparée par des associations nationales de civils, dont l'Association d'émigration coréenne créée en 1961 (Choi, 1991 : 34).

L'arrivée de dix-sept familles (représentant 92 personnes) le 12 février 1963 dans le port de Santos marque le début d'une immigration organisée par les deux gouvernements (Sang Hung, 1978 : 1). Les familles à bord du navire provenaient pour la plupart de la classe moyenne (Park, 1999 : 674). Suivant les besoins du Brésil, cette immigration organisée était avant tout orientée vers l'agriculture. Cependant, l'aide apportée aux immigrants était très limitée par rapport aux migrations agricoles précédentes (Choi, 1991 : 34). Les immigrants ne recevaient pas de subventions pour l'achat de matériel mais dans certains cas des terres ont été données.

Néanmoins, l'expérience a été désastreuse pour la plupart : les terres distribuées étaient peu favorables à l'exploitation⁵⁰, parfois la machinerie brésilienne était déficiente⁵¹ (Choi, 1991). Dans certains cas, les propriétés payées par les immigrants étaient inexistantes (Park, 1999 : 675). De plus, ils ont accepté de travailler dans l'agriculture alors qu'ils n'avaient absolument aucune expérience agricole (Kim, 2008 : 50). Devant les problèmes rencontrés dans les

⁵⁰ Certaines des terres attribuées aux Coréens avaient déjà été infructueusement exploitées notamment par des immigrants allemands.

⁵¹ La dernière vague d'immigration coréenne vers des terres agricoles a échoué malgré l'utilisation d'une machinerie plus avancée.

exploitations agricoles, les deux gouvernements vont progressivement couper les flux d'immigration⁵².

Dans les années 1970, les Coréens admissibles à l'immigration au Brésil étaient les techniciens de niveau universitaire avec un contrat déjà signé (Galetti, 1995 : 137). Autant dire que beaucoup ne correspondaient pas à ces critères. La dernière vague d'immigration est donc caractérisée par son caractère irrégulier. Malgré les efforts gouvernementaux, le flux n'a jamais vraiment été interrompu. De 1970 jusqu'à nos jours, des milliers de Coréens se sont installés au Brésil⁵³. Il convient néanmoins de souligner que les décennies 70 et 80 ont été les plus importantes au vu de cette immigration.

L'immigration illégale a dû changer de voie d'entrée au Brésil. La Bolivie et le Paraguay sont devenus des points de passages obligatoires (Park, 1999 : 674). En effet, les ambassades brésiliennes de ces deux pays avaient conclu un accord pour donner des visas aux Coréens qui s'y présentaient. Il est important de noter que les immigrants coréens se dirigeaient presque tous directement vers São Paulo.

Que les raisons des premiers immigrants aient été politiques ou non, dorénavant, les migrations sont plutôt suscitées par les problèmes du système social de la Corée du Sud. La compétition pour l'enseignement supérieur pousse certaines familles à quitter leur pays en vue d'une perspective d'ascension sociale plus grande. En effet, la réussite personnelle passe par l'entrée dans une université, source principale du respect de la société (Galetti, 1995 : 138). Les immigrants ne sont donc pas issus des classes populaires.

⁵² Ils décident en 1969 d'interdire la migration agricole des Coréens (Galetti, 1995 : 137). La Corée du Sud interdit l'émigration vers l'Amérique latine à partir de 1977 (Galetti, 1995 : 137).

⁵³ L'immigration des Coréens au Brésil était en partie un choix de deuxième ordre. Pour certains, le Brésil ne constituait qu'une étape vers l'entrée aux États-Unis, pour d'autres c'était la solution une fois rejetée la demande par les autorités américaines (Choi, 1991 : 24). Une autre partie cherchait à rejoindre des parents. La majorité des immigrants est restée sur le continent sud-américain. Il faut noter que le rapprochement entre la Corée du Sud et les États-Unis est pour beaucoup dans l'attrait vers ce pays.

2.2.4 L'insertion des Coréens dans les réseaux de production du vêtement

Nous l'avons vu, l'activité dans les exploitations agricoles s'est soldée par un échec pour la plupart des Coréens. N'ayant aucune expérience du travail agricole, la migration pour la ville est survenue rapidement. Certains avaient perdu leur capital dans l'achat de terres, d'équipement ainsi que le rachat des dettes. Une fois à São Paulo, ces derniers se sont consacrés à toutes sortes d'emplois. Le besoin de travail à tout prix (ou plus exactement sous toute condition) était présent dans la communauté (Sang Hung, 1978 : 1). Souvent, les Coréens ont recherché des emplois auprès de leurs compatriotes plus aisés, leur garantissant de meilleures conditions de travail ainsi qu'une certaine tranquillité domestique (Sang Hung, 1978 : 1). D'autres, argent en poche, sont parvenus à monter des petites entreprises rapidement, parfois avec d'autres compatriotes (Sang Hung, 1978 : 1). En fait, dans les autres emplois au sein de la communauté des Brésiliens, les Coréens recevaient des salaires moins élevés que les nationaux (Choi, 1991 : 116). Ils étaient, par ailleurs, plus enclins à monter leur propre entreprise. Néanmoins, beaucoup de ceux qui ont ouvert des commerces (épicerie, etc.) ont dû quitter cette activité (Galetti, 1995 : 139). En effet, la barrière de la langue et les difficultés à gérer des employés brésiliens ont été des facteurs importants d'échec.

L'insertion dans les réseaux de production du vêtement s'est faite par l'entremise de la vente au porte à porte de vêtements et d'autres produits coréens (Kim, 2008 : 56). Selon Park, le vêtement coréen était de bien meilleure qualité que ce qui se produisait au Brésil (1999 : 677). Aussi, l'exotisme de certains produits a contribué à leur succès. La vente, pratiquée par les femmes, a commencé à constituer un revenu intéressant. Une fois les stocks partis, certains ont commencé à confectionner leurs propres vêtements, employant leur famille proche puis leurs compatriotes une fois la demande bien installée (Choi, 1991 : 103). Les premiers à entreprendre cette activité commencèrent dès 1968 (Park, 1999 : 677). Les débuts de la communauté à São Paulo sont vraiment marqués par la pauvreté et la recherche d'activités rentables. La multiplication des petits ateliers de couture situés dans les maisons des Coréens date de 1975 (Galetti, 1995 : 139). Au début, la vente continue à être par le porte à porte. À ces activités viennent s'ajouter la vente informelle sur la rue 25 de Março (Hugo,

2009). Par la suite, les Coréens quittent Liberdade pour entrer dans les quartiers traditionnels du vêtement : le Bom Retiro et le Brás. Le Bom Retiro est alors dominé par les commerçants juifs. Néanmoins, d'après Hugo, le quartier est peu entretenu, les boutiques ne sont pas valorisées. Les Coréens entrent alors dans les réseaux de production et modifient l'aspect et les fonctions du quartier (Kim, 2008 : 67). Jusqu'au milieu des années 1990, les Coréens possèdent encore les ateliers de couture. Ils y font travailler leurs compatriotes en plus de leur famille (Galetti, 1995 : 140).

Kontic émet la thèse que la survie du secteur vestimentaire à São Paulo est notamment due à des changements dans la qualité et le type de production (2001). En fait, dans les années 1980, les commerces indépendants sont en danger (Kontic, 2001 : 64). C'est le temps des centres commerciaux regroupant des grandes enseignes et des petites chaînes de magasins à un même endroit. Les petites entreprises notamment possédées par les Coréens, ont donc été contraintes à s'adapter.

Les premiers problèmes des années 1980 se sont traduits par une diversification de l'offre, notamment amenée par la migration du Nordeste (Kontic, 2001 : 81). Par la suite, les Coréens ont tenté de se concentrer sur l'idée de la mode en développant leurs activités de design (Kontic, 2001 : 82). Ils en sont arrivés à renouveler leurs produits toutes les deux semaines, introduisant des cycles de production de plus en plus courts⁵⁴. Selon Lucas, les cycles de production de ses produits sont de deux à trois mois (2009). C'est ce que beaucoup appellent la petite mode⁵⁵, des vêtements stylisés, dérivés des tendances actuelles à des prix accessibles. Certains auraient déjà développé leurs propres lignes (Kontic, 2001 : 83) ce qui n'a pas amputé l'importance toujours actuelle des voyages à l'étranger du moins pour la

⁵⁴ La réduction des cycles de production a également d'autres conséquences, notamment au niveau technique. En effet, les innovations techniques dans la confection demeurent encore aujourd'hui plutôt limitées. Les principales difficultés sont liées à la manipulation des textiles. Les machines ne remplacent pas encore les humains, capables d'ajuster au millimètre près les morceaux de tissus. Les cycles courts de production limitent la possibilité de recourir à une technologie plus avancée. En effet, les types de vêtements, de tissus, de couture, de vitesse de production changent rapidement d'une commande à l'autre. Ces changements seraient encore plus difficiles sur des machines calibrées sur certains modèles (Kontic, 2001 : 93).

⁵⁵ Traduction libre de « Modinha ».

communauté de marchants œuvrant dans les quartiers de Bom Retiro et du Brás . Les Coréens se sont concentrés dans la mode féminine. Selon Hugo, 60 à 65% des vêtements de ce segment sont lancés par des entrepreneurs coréens (2009).

Contrairement à la communauté juive travaillant dans le vêtement, la production est aujourd'hui décentralisée (Galetti, 1995 : 140). Tout est envoyé à des ateliers séparés qui s'occupent du montage et de la couture. Principalement, la plus grande innovation des Coréens est la diminution des stocks de vêtements⁵⁶. Ces derniers vendent à des magasins et portent une attention particulière aux ventes, prêts à refournir le stock « invisible » (Galetti, 1995 : 141) d'un certain modèle. Cette méthode, très particulière au système de flux tendus, a d'abord été lancée à São Paulo par les Coréens. Toutes les deux semaines, de nouveaux vêtements sont lancés. Cette pratique est aujourd'hui adoptée par la plupart des producteurs des quartiers.

Cette nouvelle forme de production se prête particulièrement à la tertiarisation des activités intensives en travail. D'ailleurs, la quasi-totalité de la production coréenne se fait par le sous-contrat vers des ateliers de couture (Kontic, 2001 : 83). L'incertitude à laquelle sont soumis les producteurs incitent à une flexibilisation importante de la production (Kontic, 2001 : 84). En effet, il n'est pas sûr que la collection sera appréciée par les clients. La taille des ateliers de couture a tendance à diminuer (entre quatre et douze employés) (Kontic, 2001 : 86). Une commande moyenne va contenir environ 300 pièces. Kontic souligne que les réseaux de production, particulièrement à São Paulo, semblent être caractérisés la petite taille du producteur jusqu'au vendeur (Kontic, 2001 : 87). Ce phénomène semble particulier à cette ville.

L'arrivée des Coréens se fait lors des problèmes des années 1980. Leur présence se consolide dans la décennie suivante, en pleine restructuration productive. Néanmoins, en ayant proposé

⁵⁶ Parmi les différentes pratiques citées par Galetti, le témoignage d'un entrepreneur juif souligne qu'alors que la communauté juive monopolisait les modèles en achetant les stocks entiers des magasins de nouvelles tendances, les Coréens en faisaient des copies qui circulaient dans leur communauté (1995 : 140).

une autre vision de la mode, ils ont réussi à s'installer. En fait, la restructuration, nous le voyons dans la section qui suit, a été l'occasion d'entériner un mode de production flexible. Elle a également été l'occasion d'une transition vers la gestion de nombreux fournisseurs, qui seront dans leur majorité, nous le verrons, des travailleurs boliviens.

2.2.5 Les impacts de la restructuration productive

Le phénomène de restructuration productive prend racine dans la mise en place d'un programme néo-libéral de dérégulation de l'économie. Il est d'ailleurs important de noter que « contrairement au Chili, à l'Argentine ou au Mexique, les années 80 n'ont pas connu de processus de désindustrialisation ni de restructuration industrielle à grande échelle » (Pochmann et Mattoso, 1998 : 359). Le Brésil suit avec du retard la vague mondiale et particulièrement en Amérique latine. C'est le gouvernement Collor qui commence le mouvement de libéralisation le 15 mars 1990 en supprimant des quotas à l'importation et en libérant 1200 produits de l'interdiction d'importer (Hirata et al, 1994). Cette action a été suivie d'une loi indiquant clairement la volonté d'ouvrir les frontières à la libre concurrence. Il est d'ailleurs important de souligner que la même tendance a été conservée même après la chute du gouvernement Collor (Hirata et al, 1994). Ces politiques se posent en rupture avec la décennie précédente d'incitation aux exportations.

La restructuration productive au Brésil s'est surtout déroulée à partir des années 1990. Elle a eu lieu selon certaines caractéristiques :

l'ouverture commerciale [...], l'absence de politiques sectorielles défensives, l'absence de négociations démocratiques entre les différents intérêts, la préservation du système antidémocratique de relations de travail, la déréglementation financière et du marché du travail croissante, les taux d'intérêt élevés et la survalorisation de la monnaie nationale (Pochmann et Mattoso, 1998 : 355)

Le Brésil a ouvert ses frontières économiques brusquement, faisant disparaître les barrières non tarifaires et tomber les taxes à l'importation de 44 % à 12,8 % entre 1989 et 1994 (Jakobsen et Barbosa, 2008 : 122). L'année 1994 signe l'approfondissement majeur de cette ouverture commerciale (Kontic, 2001 : 80). Nous avons pu constater ce fait dans le chapitre 1. D'après Pochmann et Mattoso, la restructuration productive a été particulièrement importante pour « quelques secteurs plus dynamiques et internationalisés et sur le groupe des entreprises leaders » (1998 : 374).

Les changements économiques n'ont pas eu les effets escomptés. La croissance limitée pendant toute la décennie 1990 a été accompagnée de problèmes au niveau du contrôle de la monnaie, soumise à d'importantes fluctuations (Jakobsen et Barbosa, 2008 : 120). Les investissements étrangers n'ont pas permis de stimuler l'économie suffisamment tel que le préoyaient les économistes (Jakobsen et Barbosa, 2008 : 120). En effet, les investissements étrangers se sont concentrés (à 80 %) dans le secteur des services, particulièrement dans le cadre des privatisations des télécommunications, de l'énergie et dans les secteurs financiers (Jakobsen et Barbosa, 2008 : 121).

La restructuration productive a mené à une accentuation de « l'hétérogénéité des formes de production et de travail ainsi que les inégalités sociales et régionales » (Pochmann et Mattoso, 1998 : 356). Surtout le marché du travail a perdu beaucoup de dynamisme (Pochmann et Mattoso, 1998 : 366). En fait, la création d'emploi diminue beaucoup durant cette période. Elle passe en partie, par l'augmentation du secteur informel.

Les conséquences visibles de la déréglementation généralisée au Brésil ont mené les entreprises à trouver des stratégies de restructuration afin de conserver leur compétitivité. Ces stratégies ont consisté à limiter, voir à supprimer certaines activités de production par exemple en important des produits qui étaient faits à l'interne ou en les achetant à des revendeurs ou sous-contractants locaux, ou encore en abandonnant des lignes de produits (Pochmann et Mattoso, 1998 : 356). La machinerie est également concernée. La tendance

majoritaire des entreprises touchées a été de diminuer le coût du travail : la compétitivité se faisait par les prix et non par la qualité (Pochmann et Mattoso : 1998 : 356).

La compétitivité par les prix a aussi signifié l'adoption d'une autre façon de produire. Beaucoup d'entreprises se sont tournées vers une organisation productive d'origine japonaise comprenant les principes de « production au plus juste »⁵⁷ (Neto, 1995 : 34). Ce mode de production est associé à une adaptation d'une production de masse vers une production dont les quantités sont contrôlées au plus juste. D'après Levy, « lean production can be conceptualized as a tightly coupled flexible system ; the high degree of coordination it requires entails rapid, frequent flows of goods and information » (1997 : 94-95). Le flux tendu, les inventaires restreints et le contrôle de la qualité sont des concepts essentiels pour mettre en place cette forme de production (Levy, 1997 : 95). La production au plus juste est principalement entreprise par des firmes de grande taille dont les échanges d'information se font de manière informatisées. Néanmoins, elles ont généralement recours aux services de plus petites entreprises à travers la tertiarisation. Sur une échelle plus petite et souvent moins informatisée, les petits commerçants contrôlent également leurs stocks et leurs commandes pour satisfaire les demandes au plus juste. Les principes généraux se sont transférés aux réseaux de production vestimentaire.

Parmi les concepts attachés à la production au plus juste nous retenons la tertiarisation⁵⁸. Ce concept peut être défini comme le fait de « transférer la responsabilité pour un service, une opération ou une phase de production ou de commercialisation déterminée, d'une entreprise à d'autres, dans ce cas connues comme entreprises tierces »⁵⁹ (Neto, 1995 : 36). Cette

⁵⁷ Traduction de « lean manufacturing ». C'est ce paradigme qui a mené le Japon à une augmentation de son importance économique et de sa compétitivité industrielle (Neto, 1995 : 34). D'après Hirata et al les politiques brésiliennes réfèrent directement à ces modèles internationaux de production particulièrement le cas japonais (1994).

⁵⁸ Pour beaucoup de secteurs, les innovations technologiques ont joué un rôle particulièrement important dans l'existence et les formes de la restructuration (Neto, 1995 : 34). On peut supposer cependant que la fabrication du vêtement en tant que telle a été moins touchée par ces innovations technologiques. Ce serait plutôt la production textile qui a été concernée.

⁵⁹ Traduction libre de « transferir a responsabilidade por um determinado serviço ou operação/fase de um processo de produção ou de comercialização, de uma empresa para outra(s), neste caso conhecida(s) como terceiras ».

restructuration vise finalement à mettre en place un réseau de fournisseurs compétents pour une production plus réfléchie en fonction de critères de meilleure productivité, diminution de la gestion et transferts de risques de l'entreprise principale vers les fournisseurs⁶⁰. Ces derniers peuvent être situés dans le même pays ou à l'étranger : les principes demeurent les mêmes. D'ailleurs, selon Levy la production globalisée et l'éloignement des partenaires rendent cette organisation coûteuse et difficile à gérer (1997 : 95).

L'idée de flux tendu a été transposée dans l'industrie vestimentaire. La gestion des stocks se fait quasiment en temps réel, chaque revendeur enregistrant les ventes des produits envoyés à une base de données de la compagnie. Les stocks sont minimes. La responsabilité d'un stock de pièces trop élevé est transférée vers les fournisseurs (Neto, 1995 : 35). En fait cette gestion existe souvent à plus grande échelle pour les producteurs de vêtements des pays du Nord qui externalisent à l'étranger. C'est l'emploi d'intermédiaires qui est décisif. Étant donné que la coupe des tissus demeure le plus souvent une responsabilité de l'entreprise centrale surtout de petite taille (notamment coréenne), ce ne sont que les pièces envoyées qui sont assemblées. Les stocks sont alors gérés soit par les intermédiaires soit par le vendeur de vêtements. La restructuration diminue le capital à investir pour monter son entreprise.

Selon Neto, la restructuration productive a modifié les relations de travail ainsi que les relations entre entreprises⁶¹ (Neto, 1995 : 34). La « déverticalisation » souligne une recherche de flexibilité notamment sociale (Neto, 1995 : 38). Cette dernière se retrouve sous la responsabilité de l'entreprise partenaire ce qui permet des variations dans les types de contrats de travail, les temps et lieux de travail (Neto, 1995 : 39). Elle diminue également la capacité d'organisation syndicale, fractionnée entre des petites entreprises qui n'ont pas ou

⁶⁰ Le sous-contrat n'est cependant pas une forme totalement nouvelle dans l'industrie brésilienne (Neto, 1995 : 35). La couture est la plus visée par la tertiarisation. Elle se faisait déjà à l'extérieur (travail à domicile ou petits ateliers) mais seulement dans les périodes de grande demande (Kontic, 2001 : 46). Cette pratique industrielle souffrait de nombreux problèmes (manque d'assurance de qualité, limitation de l'offre locale, temps de production irréguliers et manque de confiance entre les fournisseurs et les acheteurs) (Neto, 1995 : 35).

⁶¹ La pratique du Japon a voulu que des relations beaucoup plus étroites entre les entreprises en fournissant notamment de l'aide technique ou financière, en impliquant les firmes partenaires dans des projets communs (Neto, 1995 : 35). Cette organisation se retrouve en partie dans les relations entre les commerçants coréens et les ateliers boliviens. Néanmoins, elles n'ont pas été systématiques.

peu de rapports ensemble. Toutes les relations entre entreprises ne se sont pas modifiées. Par exemple, certaines reposent encore sur la menace d'arrêter les contrats avec le fournisseur ce qui est synonyme de tensions (Neto, 1995 : 40), de relations de pouvoir défavorables pour le fournisseur concerné et d'incertitudes sur le long terme pour les employés.

Le taux de faillites d'entreprises à São Paulo a augmenté et 40,9 % de l'augmentation du chômage était attribuable au secteur vestimentaire dans les années 1990 (De Paula Leite, 2004 : 245). Les changements dans la manière de produire ont marqué l'arrivée de fournisseurs à différents niveaux. Ce processus est particulièrement visible dans les firmes ayant décidé de rester à São Paulo au lieu de délocaliser leurs activités dans d'autres États (Garcia et Cruz-Moreira, 2004 : 278). Les nouveaux fournisseurs s'occupent généralement d'un processus particulier (couture, assemblage, ajout de décoration). Les conditions de travail y sont généralement plus précaires qu'elles ne l'étaient avant : informalité, hauts taux de maladies professionnelles, travail à domicile (De Paula Leite, 2004 : 240). La stabilité de ces ateliers est également précaire (Kontic, 2001 : 137). Dans le cas de la communauté coréenne, généralement c'est la couture qui est sous-traitée. Parfois la coupe des vêtements aussi. Les autres activités comme le design, la fabrication de la pièce-pilote, le finissage, le contrôle de qualité ainsi que le transport et la mise en rayon sont internes. Ce sont souvent des emplois réservés aux Brésiliens (Kim, 2009 et Lucas, 2009). D'après Pochmann, la division des tâches autrefois occupées par les industries capitalistes pousse à l'informalité de processus qui perdent en qualification (2000 : 20). Il est important de comprendre qu'il s'agit de processus de production qui deviennent informels. L'informalité et la formalité sont impliquées dans les mêmes processus. Nous avons essayé de montrer cette interrelation dans le schéma (voir figure 2.1).

La période d'industrialisation rapide (de 1930 à 1970) a mené, nous l'avons vu, à une augmentation de l'emploi formel. Avec cette augmentation, les droits du travail⁶² se sont

⁶² Il est intéressant de noter que la législation du travail a été mise en place par le gouvernement d'inspiration autoritaire ayant pris le pouvoir en 1930 (Jakobsen et Barbosa, 2008 : 117). Avant le gouvernement corporatiste d'État de Vargas, le travail était une marchandise librement négociée étant donnée l'absence de lois et de contrats collectifs (Noronha, 2003 : 113).

répandus (salaires minimum, syndicats, etc) rapidement tout en restant confinés au secteur urbain et formel (Jakobsen et Barbosa, 2008 : 116). Les syndicats au Brésil, réglementés dans les années 1930, étaient soumis à un contrôle important de la part du gouvernement avec une autonomie limitée (Jakobsen et Barbosa, 2008 : 117). Ils ont peu réussi à faire passer leurs demandes concernant les changements industriels des années 80 et 90 et ce, malgré la démocratisation autour de 1988. Il est important de noter les difficultés des syndicats avec les travailleurs informels et ce dès le début des années 1990 et leur augmentation significative (Jakobsen et Barbosa, 2008 : 134).

Malgré la diminution de l'informalité pendant la période d'industrialisation, le Brésil a connu un retour des emplois non-déclarés. Selon l'OIT entre 1986 et 1996, en Amérique latine pour 100 emplois créés, 80 étaient informels (Jakobsen et al, 2000). Selon Pochman, de 1980 à 1990, pour 100 emplois créés, 99 sont informels (1999 : 72). Parallèlement, le secteur des services s'est beaucoup formalisé alors que l'industrie était dans une dynamique de précarisation (Jakobsen et Barbosa, 2008 : 126). Cette expansion de l'informel dans l'industrie est particulièrement visible dans les régions et centres économiques les plus développés (Jakobsen et Barbosa, 2008 : 123).

Les grandes compagnies comme la C&A diminuent le nombre de fournisseurs pour privilégier une structure avec des gestionnaires de la production, appelés *full-package* (Garcia et Cruz-Moreira, 2004 : 296). Ces intermédiaires, eux, ont beaucoup de fournisseurs comme nous l'avons montré sur le schéma du réseau de production. Plusieurs soulignent la spécialisation des réseaux de production selon les différentes communautés dont il est question (Garcia et Cruz-Moreira, 2004 : 298 et Kontic, 2001) : les migrants du Nordeste⁶³ sont spécialisés dans la production de masse à bas prix, tandis que les Coréens, nous l'avons vu, sont dans le segment de la mode, avec des cycles de production très courts dans un système apparenté aux flux tendus. La culture se révèle un facteur incontournable dans l'établissement des différents marchés (Kontic, 2001 : 135).

⁶³ Cette région connaît une migration interne forte notamment vers les mégaloilles du Sud comme São Paulo.

Il est important de noter que les fournisseurs sont souvent le lieu de nombreuses irrégularités face à la loi du travail : réductions de salaires, emplois non déclarés (Neto, 1995 : 41). Dans les modèles de production importés par le gouvernement, la qualité de la production a été liée aux conditions de travail, à la formation de la main-d'œuvre, autant de secteurs qui n'ont pas été couverts (Hirata et al, 1994). Ceux qui produisent n'ont plus de responsabilité envers les travailleurs. De plus, les années 1990 ont également été l'occasion de flexibiliser les relations de travail dans les lois (Cacciamali et Britto, 2002 : 114). La réduction des salaires est visible notamment au niveau des prix pratiqués. Le coût du vêtement fini en 2006 est seulement la moitié de ce qu'il était en 1990 (ABDI, 2008 : 173). D'ailleurs, entre juillet 1994 et avril 2009, l'inflation du prix des vêtements a été de 20,25% alors que l'inflation générale a été de 207,21%⁶⁴ (ABDI, 2008 : 22).

Considérant le nombre d'ateliers boliviens à São Paulo (environ 15 000), nous pouvons penser que le travail d'immigrants illégaux a été une des façons de diminuer les coûts du travail. Les conditions de travail dans ces ateliers seront décrites dans la prochaine section. En plus de l'emploi d'immigrants latino-américains sans papiers, le secteur a aussi recours au travail à domicile (Garcia et Cruz-Moreira, 2004 : 301) tel qu'étudié par exemple par Buelcher (2007) et De Paula Leite (2004). En majorité des femmes (De Paula Leite, 2004 : 241), ces travailleuses reçoivent chez elles les pièces⁶⁵. Le travail se fait dans leur logement. Comme c'est le cas pour les ateliers clandestins, l'environnement de travail n'est pas vérifiable ni égal d'un endroit à un autre. Les liens d'emplois ne sont pas toujours clairs (De Paula Leite, 2004 : 239). C'est un travail précaire où la demande n'est pas fixe, les heures de travail peuvent être très concentrées à certains moments (De Paula Leite, 2004 : 264). C'est également une activité propice au travail des enfants. Pour finir une commande à temps, une travailleuse peut demander à certains de ses enfants vivant avec elle de l'aider. De plus, l'absence de contrats inquiète les syndicats et complique leur action envers ces travailleurs (De Paula Leite, 2004 : 244).

⁶⁴ Lors de l'instauration du « plan réal » en 1994, l'économie brésilienne a connu une très forte inflation.

⁶⁵ Il peut s'agir de coudre des vêtements ou d'ajouter des pièces par exemple les parties métalliques sur les jeans ou encore d'ajouter des étiquettes aux vêtements (Buelcher, 2007).

Le travail à domicile a constitué une des bases de travail à bas coût. Néanmoins, c'est un type d'emploi qui est surtout pratiqué en périphérie de la ville (dans les quartiers les plus défavorisés) (Kontic, 2001 : 96). En fait, São Paulo continue de concentrer les fonctions créatrices et de gestion de la production ainsi que la vente des vêtements (Garcia et Cruz-Moreira, 2004 : 300). C'est la seule ville où les activités se sont conservées dans les mêmes quartiers historiques⁶⁶ (Cruz-Moreira, 2003 : 67). Ce sont surtout les PME qui ont été sauvées à São Paulo. Par exemple, à la fin de la décennie 1990, les quartiers du Brás et du Bom Retiro concentraient 30 % de l'emploi formel de la confection ainsi que 50 % des firmes de la ville (Kontic, 2001 : 78).

Les réseaux de production vestimentaire sont différenciés aussi bien verticalement qu'horizontalement. Entre les ateliers de couture, on retrouve encore des entreprises de grande taille. Elles côtoient aujourd'hui des ateliers de taille réduite et des emplois à domicile où les droits du travail ne sont pas respectés. Au niveau plus vertical, on retrouve l'emploi de stratégies de modes les plus avancées, avec des logiciels stylistiques derniers cris pour créer des vêtements ultimement produits dans ces ateliers plutôt rudimentaires. Le secteur après la restructuration productive s'est ancré dans une dualité moderne formel et moderne informel traçant une ligne entre des conditions de travail rudimentaires et des conditions de travail décentes. Il s'agit d'une approche moderne du vêtement qui a recours à d'anciens modes de gestion du travail.

Nous avons déjà présenté les caractéristiques de l'insertion des Coréens dans les réseaux de production du vêtement. Nous allons maintenant nous pencher sur celles des Boliviens. Ils représentent une des techniques de diminution des coûts de travail de l'industrie. Nous verrons en premier lieu les raisons qui peuvent pousser les Boliviens à quitter leur pays. Par

⁶⁶ Parmi les facteurs ayant contribué au maintien de São Paulo comme centre majeur de la production vestimentaire, nous pouvons citer : les dimensions du marché métropolitain, la disponibilité de la main d'œuvre, la persistance de fournisseurs importants, le statut de ville de commande (la plupart des sièges d'entreprises y sont installés) ainsi que l'offre locale des services nécessaires (Kontic, 2001 : 92). La réussite de São Paulo est d'autant plus appréciable qu'elle est classée 42^e ville où le coût de la vie est le plus cher (c'est la deuxième ville latino-américaine après Caracas, située au 11^e rang).

la suite, nous nous interrogerons sur les conditions de vie dans la métropole et celles de travail dans le réseau que nous étudions.

2.3 Les Boliviens dans les réseaux de production du vêtement

La restructuration productive a été l'occasion pour les Coréens de se défaire massivement de l'activité de couture. Certains Boliviens, autrefois employés des Coréens, sont devenus propriétaires. La Municipalité de São Paulo s'y est même intéressée sous l'angle des conditions analogues à l'esclavage. Dans cette partie, nous verrons qui sont les immigrants boliviens et les caractéristiques de leur présence dans les réseaux.

2.3.1 L'arrivée des Boliviens

Ce qui est frappant avec les Boliviens, comme ça l'était avec les Coréens, c'est leur concentration dans un secteur particulier de São Paulo : la confection de vêtements. Ils font partie du système de production flexibilisé monté par les Coréens. Pourtant, dans le cône Sud, le Brésil n'était pas le pays de destination préféré. L'Argentine a reçu plus d'immigrants latino-américains que le Brésil et ce dès le début du XXe siècle (Da Silva, 1997 : 55). Les Boliviens seraient environ 947 000 en Argentine selon le quotidien Clarin (Aliscioni, 2005). C'est-à-dire cinq fois plus qu'au Brésil. En fait, cette migration remonte au début du siècle⁶⁷. Elle a particulièrement augmenté à partir de 1980 aussi bien en Argentine qu'au Brésil (Cortes, 2001 : 119). Dans un premier temps les immigrants se sont intégrés au milieu rural argentin et sont passés par la suite par un processus de migration vers les zones urbaines, principalement Buenos Aires (Da Silva, 1997 : 55).

⁶⁷ Cortes cite un anthropologue bolivien, J. Albo, qui déclare en 1976 que « Buenos Aires est la seconde ville de Bolivie » (2001 : 119).

L'immigration des Boliviens au Brésil s'est déroulée en deux vagues distinctes. La première a commencé dans les années 1950. C'est une période d'exode des cerveaux : des étudiants, des gens de profession libérale quittent les tourments de la Bolivie en pleine instabilité. Les étudiants restent après leurs études, certains sont menacés par les changements politiques au pays (Da Silva, 1997 : 84). Ce sont donc des avocats, des médecins et des dentistes qui s'installent. La deuxième vague d'immigration ne provient pas des mêmes couches sociales. Ce sont maintenant les plus défavorisés qui émigrent.

La Bolivie est dans un processus d'émigration déjà avancé. Les routes migratoires vers le Brésil sont plutôt récentes (débutant dans les années 70, la décennie 80 étant le début du boom migratoire). Durant les années 1970, il y a eu un début d'augmentation des flux, notamment dû aux emplois générés par les œuvres du régime militaire (Galetti, 1995 : 141). À partir des années 80, les Coréens commencent à substituer la main d'œuvre familiale et concitoyenne pour employer des Boliviens (Galetti, 1995 : 141). L'augmentation de l'immigration bolivienne concorde avec les besoins accrus en main d'œuvre des Coréens qui montent leurs propres magasins. Ils emploient moins leurs concitoyens qui commencent eux aussi à monter leurs ateliers et à acheter des enseignes de magasin. Les Coréens recherchent des conditions de travail similaires aux leurs afin de maintenir le rythme de production à bas coût. À partir du milieu des années 1990, l'immigration atteint un autre seuil notamment en raison des problèmes pour l'entrée en Argentine (Cymbalista et Xavier, 2007 : 123).

La plupart des Boliviens entrent par la voie terrestre, la moins dispendieuse. Puerto Quijano en Bolivie constitue un des points de passage les plus importants. Néanmoins, l'augmentation du nombre de visas de touristes pour les Boliviens à certains postes frontières ont entraîné le resserrement des critères pour l'obtention du dit visa (Da Silva, 1997 : 86 et Câmara Municipal de São Paulo : 23). D'autres trajectoires aujourd'hui passent par le Paraguay au niveau de Foz de Iguaçu⁶⁸. Les passeurs attendent les moments de grande affluence pour passer les Boliviens dans les autobus. Les autorités n'ont alors souvent pas le temps

⁶⁸ Les chutes d'Iguaçu sont un lieu touristique majeur situé à la triple frontière entre le Paraguay, le Brésil et l'Argentine.

d'effectuer des contrôles sur tous les passagers. Les difficultés imposées par les autorités ont mené à l'augmentation du trafic de personnes et au recours de passeurs exigeant des sommes importantes pour le voyage. Selon la consule de la Bolivie, environ dix à douze bus arrivent chaque jour à São Paulo (Cardona, 2009). Généralement un contrat de travail oral en Bolivie est lié à un arrangement déjà organisé pour la traversée de la frontière.

2.3.2 Caractéristiques de la communauté

Dans le cas d'une migration non choisie par le gouvernement il est plus difficile d'établir avec certitudes toutes les raisons qui poussent les Boliviens à émigrer. Elles peuvent être d'ordre économiques, politiques voire sociales⁶⁹. La Bolivie est l'un des pays les plus pauvres d'Amérique latine. Malgré la richesse de ses sols⁷⁰, 60% de la population vit sous le seuil de la pauvreté (CIA, 2009 a). Elle est secouée par des crises sociales majeures. Le PIB par capita en 2008 était de 4 500\$ (CIA, 2009 a). En comparaison celui du Brésil était de 10 200\$ (CIA, 2009 b). En Bolivie, l'agriculture occupe encore 40% de la population (CIA, 2009 a). Au Brésil, ce taux n'est plus que de 6,7%. La Bolivie est un pays économiquement plus faible que le Brésil où une partie de la population demeure dans des activités agricoles de survie. D'ailleurs, beaucoup d'immigrants à São Paulo ont déjà effectué une première migration rural/urbain avant de changer de pays (Da Silva, 1997 : 89).

⁶⁹ Andres, un des Boliviens que nous avons rencontré avoue être venu au Brésil pour suivre sa femme, avec qui il avait eu un enfant hors-mariage dans les années 80. La situation ne pouvant être acceptée dans l'entourage, sa femme a décidé d'émigrer à São Paulo. Elle y a travaillé comme femme de ménage. À son arrivée, Andres a travaillé dans un autre secteur avant de se tourner vers la confection en raison du peu d'argent qu'il gagnait.

⁷⁰ La Bolivie exporte du gaz naturel, du zinc et de l'étain (CIA, 2009 a).

Tableau 2.1 Tableau comparatif de certains indicateurs socio-économiques de la Bolivie et du Brésil en 2008.

	Bolivie		Brésil	
		Rang mondial		Rang mondial
Mortalité infantile	44,66/1000 naissances	58 ^e	22,58/1000 naissances	97 ^e
Nombre d'enfants par femme	3,17	66 ^e	2,21	116 ^e
Taux d'alphabétisation	86,7%	n/d	88,6%	n/d
Âge médian	21,9 ans	n/d	28,6 ans	n/d
Espérance de vie	66,89 ans	156 ^e	71,99 ans	121 ^e
Population sous le seuil de la pauvreté	60% (2006)	n/d	31% (2005)	n/d
Taux de migration net ⁷¹	-1,05 migrant/1000 habitants	124 ^e	-0,09 migrant /1000 habitants	91 ^e

Source : Données répertoriées dans CIA, 2009 a et b

La population sous le seuil de la pauvreté est deux fois plus élevée en Bolivie qu'au Brésil⁷². C'est une population plus jeune qu'au Brésil, à l'espérance de vie plus courte. D'ailleurs, le taux de mortalité infantile est très élevé (le double de celui du Brésil). D'après les indicateurs récupérés dans le tableau, il ne fait pas de doute que la population en Bolivie dispose d'une santé moins bonne et est plus pauvre. Le taux d'émigration est plus élevé qu'au Brésil. Néanmoins, il y a 21 fois plus de Brésiliens que de Boliviens. En chiffres absolus il y a plus de Brésiliens à l'étranger. Durant la vague des années 1970, les Boliviens fuient les

⁷¹ Le taux de migration net calcule les immigrations moins les émigrations. Un taux positif montre qu'il y a plus d'entrées que de sorties. Un taux négatif montre qu'il y a plus d'émigrations. Dans ces deux cas, ce sont des pays émetteurs de migrants plus que récepteurs, la Bolivie dans une plus grande mesure que le Brésil.

⁷² Le seuil de la pauvreté est une mesure qui peut être remise en question : à peine plus qu'un dollar par jour demeure une situation de pauvreté importante.

problèmes économiques dont une inflation allant jusqu'à 11 000% par an (Galetti, 1995 : 141).

Environ 60% des Boliviens sont d'origine amérindienne (Da Silva, 1997 : 64). L'organisation sociale du pays est directement liée à cette donnée. Les descendants européens, plus blancs, sont aussi en haut de l'échelle. Les *cholos* sont les métis, souvent aussi considérés comme des amérindiens s'intégrant à la culture européenne (Da Silva, 1997 : 68). Les plus pauvres et les plus discriminés sont les amérindiens eux-mêmes (Cusicanqui, 2008 : 17). En plus de la hiérarchie basée sur l'origine ethnique, la Bolivie est également très susceptible aux discriminations régionales (Da Silva, 1997 : 138-139). Ces dernières sont en partie basées sur la répartition géographique des ethnies amérindiennes. D'ailleurs, la consule de Bolivie a beaucoup insisté sur cette absence d'unité culturelle du pays⁷³ (Cardona : 2009). L'arrivée au pouvoir du premier président issu de cette classe sociale a donné beaucoup d'espoirs aux plus pauvres. Néanmoins, la réticence des élites blanches de l'Est face à un changement de la situation sociale n'a pas favorisé la recherche d'une solution aux inégalités sociales du pays.

Beaucoup de Boliviens au Brésil sont déjà passés par un processus de migration rurale/urbaine (Da Silva, 1997 : 89). Selon Da Silva, les immigrants proviennent en majorité de La Paz et de Cochabamba (2003 : 30). Ce sont donc des Aymaras qui sont installés à São Paulo. Les taux de scolarité sont bas (Da Silva, 2003 : 30). Il est important de noter que les zones frontalières connaissent aussi une communauté bolivienne. La ville frontalière de Corumba dans le Mato Grosso do Sul, étape centrale pour l'installation à São Paulo possède aussi un contingent de résidents boliviens (Guimarães et Baeninger : 40). Bien qu'il soit difficile d'avoir des estimations exactes sur l'âge des immigrants, la tendance est à l'immigration de jeunes entre 16 et 34 ans (Silva da Paz, 2008 : 1). En fréquentant le marché et la rue Coimbra, il semble que beaucoup d'entre eux aient de jeunes enfants. D'ailleurs, c'est une des façons d'obtenir une régularisation de la situation en-dehors des amnisties.

⁷³ La Bolivie est divisée en trois régions : l'Est, le Centre, l'Ouest. Les préjugés sont reliés aussi aux différentes ethnies amérindiennes.

2.3.3 Conditions de vie dans la métropole

Les deux principaux quartiers où se retrouve la plus grande concentration de Boliviens sont le Brás, le Bom Retiro, Belém et Barra Funda (Cymbalista et Xavier, 2007 : 126). La Pastorale do Migrante estimait à 32 000 le nombre de Boliviens dans ces quartiers en 2005 (Da Silva, 2005 : 40). Néanmoins, ils sont présents dans le reste de la métropole. Le groupe de recherche de Vera de Silva Telles poursuit des recherches sur la présence croissante à l'extérieur de la ville de São Paulo d'immigrants boliviens. La lutte contre les ateliers clandestins⁷⁴ ainsi que le prix des loyers a poussé plusieurs à modifier leurs lieux de travail. Les Boliviens se retrouvent de plus en plus loin du centre. Certains sont même installés en-dehors de la région métropolitaine. Comparant la présence de Boliviens aux modèles de répartition urbaine habituels, Cymbalista et Xavier montrent que leur répartition est atypique (2007 : 130). Ils ne se concentrent pas dans des ghettos et surtout sont peu visibles. Ils soutiennent que l'importance majeure du travail dans la vie de la plupart des immigrants limite leur présence dans l'espace public. De plus, beaucoup sont en situation irrégulière. Dans les ateliers ils sont constamment rappelés à cette réalité et préfèrent être peu visibles afin d'éviter la police.

Pourtant, alors que les Coréens ont connu une période de déportation, les Boliviens n'y ont pas été soumis. Le Brésil ne dispose pas des moyens de reconduire à la frontière les personnes en situation irrégulière (Câmara municipal de São Paulo, 2006 : 30). Ils sont parfois détenus en prison. La Police fédérale leur remet un avis d'expulsion qui n'est pas respecté la plupart du temps. Les propriétaires d'ateliers sont soumis à des amendes importantes. Dans un cas cité par Da Silva, la Police fédérale demandait une amende de 500 réais pour chaque travailleur sans papiers (1997 : 125). Malgré ces conséquences limitées, les travailleurs subissent souvent des menaces de dénonciation de la part de leur patron (Câmara municipal de São Paulo, 2006 : 26). Leur situation irrégulière limite leur intégration à la ville.

⁷⁴ Dans les premières dénonciations des médias, la police a démantelé les ateliers clandestins visités par le journaliste (Da Silva, 1997 : 125). Depuis, la police découvre régulièrement des ateliers qui sont parfois dénoncés par d'autres Boliviens.

Au Brésil, les Boliviens sont perçus comme des *indios*, des autochtones sans sophistication, incultes⁷⁵ (Da Silva, 1997 : 293). La pauvreté et le manque d'hygiène sont également des préjugés persistants (Da Silva, 2005 : 43). De plus, l'image qui circule dans les médias dépeint toujours le Bolivien comme étant enfermé dans des conditions analogues à l'esclavage ce qui a contribué à stigmatiser la communauté (Cymbalista et Xavier, 2007 : 125). Il est important de se rappeler que c'est surtout l'immigration en provenance d'Europe qui a été valorisée dans l'histoire afin de « blanchir » et d'élever socialement la population brésilienne (Da Silva, 2005 : 43).

Il est important de noter le consentement de la plupart des immigrants aux conditions de travail vécues (Da Silva, 1997 : 271). La plupart des Boliviens travaillant dans des ateliers de couture plus de dix heures par jour du lundi au vendredi et le samedi matin, les contacts avec la société brésilienne sont assez limités. Au Brésil, la couture est perçue comme une activité féminine (Da Silva, 2003 et voir Maleronka, 2007). Les Boliviens ont été particulièrement touchés par le racisme en rapport à leur visibilité dans la ville. Ainsi, le marché Kantuta se trouvait auparavant en plein cœur du Pará sur la place Padre Bento. Expulsés en 2002, après les protestations des riverains face aux bruits d'un marché qui avait lieu tous les dimanches après-midi (Da Silva, 2005 : 39). Les manifestations d'hostilité se sont rapidement déclarées à travers des pancartes sur la place disant par exemple : « C'est notre place ! Nous exigeons du respect. Nous sommes ici depuis plus de cent ans »⁷⁶ (Da Silva, 2005 : 40). Appuyé par un représentant politique, la préfecture a fini par leur attribuer une autre place, appelée Praça Kantuta⁷⁷. Malgré les promesses, jusqu'en 2004, les infrastructures sont demeurées précaires (Da Silva, 2005 : 40).

⁷⁵ Il est important de souligner qu'alors que le travail des Coréens dans les ateliers a parfois été considéré comme le symbole de leur éthique de travail, dans les médias, le travail des Boliviens est associé à de l'esclavage moderne. Il faut bien sûr prendre ce constat avec discernement, les époques étant différentes. Cela reflète cependant une partie des préjugés rencontrés entre ces deux communautés.

⁷⁶ Traduction libre de « A praça é nossa ! Exigimos respeito. Estamos aqui há mais de cem anos ».

⁷⁷ Kantuta est une fleur de l'altiplano qui a toutes les couleurs du drapeau bolivien.

Malgré la dispersion géographique de la communauté, la vie culturelle est très active. Ils ont créé un marché tous les dimanches, *Kantuta*, qui se trouve dans le Brás. Il existe 800 clubs de foot amateurs (Cymbalista et Xavier, 2007 : 127) et quatre radios pirates (en comparaison la communauté coréenne n'a qu'une seule radio). Ils développent une conscience de groupe sur leurs conditions de vie et sur les défis posés par la discrimination (Da Silva, 2003 : 30). La concentration de cette population dans trois quartiers où sont situées les confections ainsi que l'intense vie culturelle a aidé à la prise de conscience. Néanmoins, ils ont encore des défis à dépasser notamment sur les différences entre régions, ainsi que l'histoire chargée de discrimination entre les *cholos* et les amérindiens.

La vie culturelle très active des Boliviens a été une stratégie adoptée afin d'améliorer l'image de la communauté dans les médias et la société brésilienne (Da Silva, 2003 : 31). Chaque semaine sur la place Kantuta, a lieu le marché où la communauté se rencontre. C'est également un des endroits les plus fréquentés pour trouver du travail. À travers de petites annonces ou des employeurs eux-mêmes, les Boliviens qui cherchent à travailler dans un atelier de couture trouvent facilement un emploi. Nous passons maintenant aux conditions de travail dans les ateliers.

2.3.4 Conditions de travail dans les ateliers

Nous l'avons vu, la place Kantuta est un lieu culturel important pour la communauté. C'est également un lieu d'embauche. Des propriétaires d'ateliers y sont présents pour recruter (Camacho, 2009). Ils sont recrutés parfois par des membres de leurs familles. Dans la rue Coimbra, des panneaux sont installés avec des annonces pour des couturiers⁷⁸. Du côté des ateliers la dynamique est un peu la même. Le recrutement des ateliers se fait de façon informelle. En fait, ce sont les ateliers eux-mêmes qui vont chercher les magasins. Ces derniers placent des pancartes dans la vitrine pour indiquer qu'ils recherchent des partenaires.

⁷⁸ Ce fait est rapporté par Ruth Camacho lors de notre entrevue. Je l'ai aussi constaté par moi-même.

Les Boliviens vont donc directement dans le quartier du Bom Retiro et proposent leurs services. À l'occasion, les vendeurs peuvent demander des références aux ateliers avec lesquels ils travaillent. Plus généralement, la boutique donne une pièce-pilote que l'atelier doit reproduire pour montrer les capacités.

Une partie des travailleurs immigrants sont en fait recrutés en Bolivie à travers des radios. Beaucoup arrivent à São Paulo avec une promesse d'emploi. Au commencement de la vague d'immigration, les ateliers étaient possédés par les Coréens. Dorénavant, ce sont les Boliviens qui les possèdent. Ils recrutent en Bolivie des membres de leur famille proche ou éloignée. Les ateliers de couture, le plus souvent illégaux, reçoivent des commandes venant en majorité des boutiques appartenant aux Coréens (Galetti, 1995 : 133). Un atelier regroupe souvent plusieurs membres d'une même famille. Selon Ruth Camacho, avocate défendant les droits des Boliviens, la moitié des immigrants arrivent avec un contrat de travail issu d'un membre de leur famille⁷⁹ (2009). L'autre moitié a trouvé un emploi à travers des annonces publicitaires ou radiophonique en Bolivie (Camacho, 2009).

Le fait que la plupart des immigrants aient déjà un contrat de travail à travers un intermédiaire inconnu ou à travers un parent limite les problèmes pour le logement une fois sur place : souvent ils vivent là où ils travaillent (Da Silva, 1997 : 95). Dans leur étude, Cymbalista et Xavier soulignent que 80% des Boliviens rencontrés travaillent et dorment au même endroit (2007 : 126). Même quand les lieux de repos et les lieux de travail sont séparés, ils sont fournis par les employeurs tout comme la nourriture. Néanmoins, cet enfermement est relatif au vu des activités culturelles de la communauté. De plus, les études soulignent souvent que les Boliviens changent régulièrement d'employeurs. Ils sont donc

⁷⁹ Les Boliviens ont une conception de la famille étendue (Camacho, 2009). Elle va au-delà de la famille nucléaire. Elle suppose des comportements d'aide. Souvent la migration d'un membre de la famille implique qu'il aidera les autres à le suivre (Gordonava, 2008 : 103).

amenés à former des réseaux sociaux sur place et à trouver les nouveaux emplois. Les périodes de chômage sont très rares (en-dehors des mois creux)⁸⁰.

La littérature insiste sur les conditions de travail rencontrées dans les ateliers possédés d'abord par les Coréens, et maintenant par les Boliviens. D'ailleurs, les médias ont commencé à s'intéresser aux Boliviens à travers les cas d'exploitation extrême. En général, les Boliviens travaillent de dix à dix-huit heures par jour. Nous l'avons dit, l'atelier est utilisé pour travailler, dormir et manger. La semaine de travail va du lundi au samedi. Cette dernière journée s'arrête souvent à midi sauf en cas de besoin majeur (Da Silva, 1997 : 143). Le logement et la nourriture, fournis par les patrons, sont décomptés du salaire des travailleurs. Vu les heures de travail, il est logique que les logements soient fournis : ainsi, les travailleurs économisent des heures de transport. Bien sûr de nombreux autres problèmes sont en jeu : conditions d'hygiène, pression pour limiter les temps de loisirs, promiscuité, etc.

Les ateliers de couture sont souvent situés dans des quartiers ou des immeubles résidentiels. Les propriétaires essayent donc le plus possible d'atténuer les bruits souvent par l'écoute de musique bolivienne et des fenêtres fermées. Ce sont souvent des conditions difficiles pour le travail du vêtement qui nécessite une bonne aération. Les fines particules des tissus peuvent endommager les poumons. Par ailleurs, la musique est souvent un élément associé à l'emprise du patron de l'atelier. Elle permet d'entretenir l'idée du retour à la patrie. Plusieurs campagnes ont été menées pour mettre fin aux pratiques de *sweatshop* (Observatório Social, 2006). Néanmoins, le phénomène est toujours présent. Les ateliers boliviens et coréens ont été le lieu d'abus où les patrons enlevaient les passeports des travailleurs, les enfermaient de l'extérieur dans les locaux et plus souvent refusaient de payer les salaires une fois que l'employé voulait partir (Illes et al, 2008 : 206).

La promiscuité des travailleurs a mené à des cas de violence et de viols sur les femmes. De plus, les enfants et les bébés vivent souvent au milieu des machines⁸¹. Ils sont parfois laissés

⁸⁰ Les mois de janvier, février jusqu'à mars sont des mois où les activités de couture sont plus faibles (Da Silva, 1997 : 128).

seuls toute la journée pour permettre un travail sans dérangements ce qui peut mener à des accidents graves voir mortels (Illes et al, 2008 : 206). Les femmes n'ont pas toujours accès à des moyens de contraception (Illes et al, 2008 : 212). Elles sont soumises à un régime de travail supplémentaire. En plus de s'occuper de leurs enfants (laver les enfants, les couches, etc), c'est aussi à elles qu'il revient d'acheter la nourriture dans certains cas et la plupart du temps de la préparer (Illes et al, 2008 : 212). Néanmoins, Cymbalista et Xavier soulignent eux que ce sont souvent les patrons qui se chargent de chercher la nourriture (2007 : 126). En entrevue, Roberto nous raconte que c'était sa mère, la propriétaire coréenne, qui s'occupait de préparer la nourriture (2009).

Certains textes soulignent les relations de dépendance envers les employeurs qui, parfois, recèlent les papiers de leurs travailleurs. Pour certains, le travail qu'ils ont effectué n'a pas été rémunéré. Les cas où l'employeur disparaît subitement sont nombreux (Da Silva, 1997 : 137). Ils sont victimes de pression lorsqu'ils veulent changer d'employeurs. Dans les faits, nous l'avons vu, les couturiers boliviens changent fréquemment d'ateliers⁸². Ils ne restent pas souvent avec leur premier employeur. D'ailleurs, il est courant que le travailleur ne perçoive pas de salaire les six premiers mois afin de rembourser l'argent avancé par le patron pour lui faire traverser la frontière. Bien sûr, les sommes remboursées dépassent souvent celles réellement dépensées et par les passeurs et par les patrons. Pablo indique qu'une organisation de passeurs bien connue de la communauté charge 620 réais pour amener un Bolivien jusqu'à São Paulo à partir de Foz de Iguaçu alors que le billet d'autobus coûte 130 réais (2009). Selon Ruth Camacho, le temps d'emploi minimum est trois mois, mais dès que de meilleures conditions de travail se présentent ils changent d'employeurs (2009).

⁸¹ Néanmoins, les écoles de São Paulo sont obligées d'accepter les élèves sans vérifier leur statut régulier sur le territoire depuis 1995 (Da Silva et Bettin, 1995 : 177). L'attitude des parents face à l'éducation de leurs enfants semble dépendre de chacun. Par exemple, Andres, un des propriétaires d'ateliers boliviens que nous avons rencontré dit inciter ses travailleurs à envoyer leurs enfants à l'école même si après il ne contrôle pas le travail qu'ils effectuent la nuit.

⁸² Un des propriétaires coréens qui a un atelier déclaré nous a dit préférer les couturières plus âgées pour leur stabilité (Hugo, 2009).

L'augmentation régulière du nombre de Boliviens dans la ville au lieu de pousser vers une baisse continue des salaires, a mené à une augmentation de la qualité de la production (Da Silva, 2003 : 38). D'ailleurs, les Boliviens, par la qualité de leur travail et la rapidité de la production, sont souvent mieux payés que les autres⁸³. En général, un couturier peut percevoir environ 500-600 réais par mois⁸⁴ (environ 300 \$CDN), au-dessus du salaire minimum de 465\$ que perçoivent les couturiers nationaux quand leur employeur respecte la législation. D'ailleurs, de ces 500 à 600 réais par mois, sont déjà décomptés les frais de logement et de nourriture. Illes et al soulignent que beaucoup des Boliviens que le Centro de Apoio ao Imigrante aide ne reçoivent en moyenne que 350 réais (215 \$CDN) (2008 : 206). Ceci peut s'expliquer par le fait que ceux qui cherchent de l'aide sont dans des situations d'exploitations et par le fait que parfois les vêtements ratés sont chargés au couturier le prix en magasin⁸⁵. Le plus couramment, le vêtement (de confection basique) est commandé pour trois réais (1,85 \$CDN). Un réal (0,61\$CDN) revient au patron de l'atelier, un est destiné au logement et à la nourriture et un autre est donné à l'employé comme salaire. Pablo, un des propriétaires boliviens rencontrés, accepte les commandes seulement s'il peut payer au minimum un réal par pièce (2009). Cet argent n'est bien sûr pas déclaré. Il est donné en liquide à l'employé.

Aujourd'hui une des obligations informelles pour monter un atelier de couture est que le propriétaire soit en situation régulière. En effet, la visibilité médiatique de l'exploitation dont certains Boliviens étaient victimes a poussé les Coréens à exiger de travailler avec des ateliers déclarés (Galetti, 1995 : 142). Ainsi, les transports de vêtements entre la boutique et l'atelier de couture sont ainsi par des numéros officiels des entreprises (appelés CNPJ). En effet, le transport de marchandises est soumis à vérification par la police. Il est important de noter que cette exigence de travailler avec des ateliers déclarés se couple souvent à une imposition de prix plus bas pour ceux qui ne sont pas déclarés (Camacho, 2009). Notons

⁸³ Fait rapporté dans la plupart de mes entrevues.

⁸⁴ D'après Andres, un couple peut même faire jusqu'à 2000 réais par mois (2009).

⁸⁵ Cette pratique provient ou du propriétaire de l'atelier ou du vendeur qui passe la commande. Ainsi, un vêtement qui aurait été payé 3 réais à l'atelier va devenir une dette 30 réais minimum de l'atelier envers le contractant. C'est le même principe pour le couturier.

qu'un de propriétaires d'ateliers boliviens ne fait pas de notes fiscales avec la boutique bolivienne avec laquelle il travaille (Andres, 2009).

Enfin, il est important de souligner que les Boliviens pénètrent peu à peu dans le design et la vente de vêtements. Ils ont une place réservée au marché du vêtement sur la rue 25 de Março qui a lieu entre 3 et 9 heures du matin tous les jours. C'est un marché informel où les producteurs se retrouvent et généralement vendent leur marchandise en gros. Par ailleurs, ils sont employés de plus en plus dans d'autres étapes de confection (la réalisation de la pièce-pilote, la coupe des tissus) (Villegas, 2009). Ils entreraient aussi dans d'autres segments du marché comme la réalisation de sous-vêtements ou de vêtements de plage (Camacho, 2009). Néanmoins, ces percées demeurent encore limitées.

2.4 Conclusion

La littérature sur les migrations a montré que la dynamique de migration est suscitée par la restructuration productive (Sassen, 2000 : 503). La recherche d'une main d'œuvre flexible, produisant des produits de qualité a entraîné le recours à des emplois précaires. La ville de São Paulo, si elle a bien survécu aux années d'ouverture commerciale et de retrait de l'État de l'industrie, a modifié les caractéristiques de ses réseaux de production. Le travail à domicile et le recours à des ateliers employant des immigrants sans papiers sont devenus des pratiques endémiques du secteur. La ville en général constitue un attrait indéniable pour les immigrants (Sassen, 1998 : 86). La communauté coréenne a profité de la restructuration productive pour renouveler le secteur. L'arrivée de Boliviens a permis la reproduction de leurs modes de production. Nous étudierons plus en détail dans le prochain chapitre les liens entre ces deux communautés. Les réseaux de production se sont alors caractérisés par des processus de design très avancés liés à une activité de couture aux conditions de travail précaires et informelles.

Les relations entre les acteurs de la production ne se font pas sous la contrainte directe de règles internationales ou nationales. Néanmoins, la société et le gouvernement peuvent exercer une pression sur les pratiques. Par exemple, l'intensification de la lutte contre les ateliers de couture clandestins employant des Boliviens a modifié la répartition géographique de ceux-ci. De plus, les possibilités d'être découverts par la police poussent à adopter des pratiques peu sécuritaires pour les employés. Les fenêtres sont souvent closes et l'aération est très mauvaise, menant à divers problèmes respiratoires⁸⁶. Les réseaux de production sont influencés par l'informalité des activités au niveau des régulations externes ainsi que des capacités de revendication des travailleurs et unités des réseaux. L'immigration a une influence similaire en ce qu'elle agit dans ce cas précis en-dehors des lois et qu'elle fait appel à un lien « immigrant » entre des communautés. Nous verrons dans le prochain chapitre comment les facteurs institutionnels influencent la situation que nous venons de décrire.

⁸⁶ La couture des tissus émet de fines poussières qui dans de mauvaises conditions peuvent provoquer des problèmes respiratoires (Da Silva, 1997 : 131). De plus, la tuberculose est une maladie très présente dans la communauté bolivienne à São Paulo.

CHAPITRE III

ANALYSES DE LA RECHERCHE

Le premier chapitre nous a permis de comprendre l'organisation de l'industrie textile. Le marché interne du Brésil suffit à l'industrie vestimentaire nationale. Secteur souvent dominé à travers le monde par les immigrants, plusieurs niches du vêtement sont prises par la communauté coréenne. Cette dernière a trouvé pendant la restructuration productive des moyens innovateurs de conserver une place dans la concurrence. En soulignant l'importance de la mode et de l'offre renouvelée, la communauté a assis son emprise sur le marché des vêtements pour femmes à des prix modérés.

À cette communauté sont souvent associés les immigrants boliviens de São Paulo qui viennent alimenter des ateliers de couture. Ces derniers quittent un pays où le travail est rare, les salaires bas. La plupart sont d'origine amérindienne et se retrouvent par conséquent en bas de l'échelle sociale. En arrivant à São Paulo les Boliviens ont déjà un contrat de travail que ça soit avec un membre de leur famille ou un employeur qui leur est étranger. Discriminés dans la société brésilienne, ils s'enferment durant des journées de plus de dix heures dans des ateliers. L'informalité de ces activités est un terrain fertile pour de nombreux abus depuis de mauvaises conditions d'hygiène jusqu'à la violence physique en passant par le vol de salaire.

Bien que les conditions de vie en Bolivie soient insatisfaisantes, il n'était nullement évident que les Boliviens empruntent, construisent même, une route migratoire vers São Paulo. D'une part, l'Argentine a été un des lieux de prédilection de ces émigrants qui en partagent la langue espagnole. Ensuite, depuis 1980, le Brésil s'est doté d'une politique d'immigration très

restrictive. Donnant peu de visas, les immigrants doivent entrer illégalement et attendre plusieurs années avant de pouvoir régulariser leur statut. Ensuite, le Brésil ne manque pas de main d'œuvre. L'industrie vestimentaire n'était pas dans un boom important au point de manquer de couturiers brésiliens. Le taux de chômage dans la ville de São Paulo était de 12,2% en 1985 et en 2007 il était de 14,8% (SEADE, 2009). Les qualifications pour travailler dans la couture sont minimales. Pourquoi avoir employé des Boliviens ? Comment se sont-ils insérés ?

Rappelons les trois hypothèses présentées dans l'introduction :

1. La situation des immigrants d'origine coréenne dans les réseaux de production vestimentaire a facilité l'insertion d'une main d'œuvre bolivienne.
2. La concurrence de la Chine en matière de production vestimentaire a favorisé la restructuration productive du secteur et a encouragé les magasins de vêtements à rechercher les prix les plus bas et donc à employer des immigrants boliviens.
3. Le contexte institutionnel (lois, organisation des communautés immigrantes) a facilité l'emploi de ces immigrants boliviens et tient encore un rôle important dans la structuration de la production.

Nos hypothèses présentent les résultats des recherches et des entrevues⁸⁷ qui ont été menées de février à juillet 2009 à São Paulo (*voir* appendice C). Dans ce chapitre, le lecteur trouvera une étude de chaque hypothèse. Nous verrons donc d'abord que les Coréens, en cherchant à reproduire leur mode de production, se sont tournés vers la main d'œuvre qui acceptait ses conditions de travail. À travers des relations d'emploi mais aussi d'aide, ils sont devenus les principaux partenaires commerciaux des Boliviens. Dans la deuxième partie, nous

⁸⁷ Dans ce chapitre nous croiserons les résultats de recherche avec les études empiriques. Le nombre limité d'entrevues nous pousse à adopter cette approche.

avancerons des arguments supplémentaires concernant la concurrence de la Chine. Nous essaierons alors de tempérer les arguments en faveur d'une concurrence accrue de ce pays. Enfin, la dernière partie sera l'occasion de présenter le contexte institutionnel dans lequel les Boliviens sont insérés en tant que travailleurs et immigrants. Avant de revenir sur l'analyse, nous présentons dans la prochaine section les entrevues que nous avons menées avec les propriétaires d'ateliers boliviens et les propriétaires de magasins coréens.

3.1 Entrevues

Avant de procéder à l'analyse, il semble opportun de faire une brève présentation des répondants issus de l'industrie vestimentaire. Pour la liste complète des entrevues, voir l'appendice C.

3.1.1 Les Coréens

J'ai rencontré quatre anciens et actuels propriétaires de magasins ou d'ateliers situés dans le Bom Retiro et le Brás reliés à la communauté coréenne. Alexandre est arrivé enfant au Brésil en 1980. Après avoir travaillé dans un autre secteur, il est revenu à la vente de vêtements en 2003. Il a maintenant deux boutiques qui vendent en gros. Les ventes de détail ont lieu deux jours par semaine⁸⁸. Il travaille peu avec les ateliers Boliviens qui représentent environ 2 à 5 % de ses partenaires de commande. 70 % des ateliers qui travaillent avec lui sont formels.

Roberto est arrivé au Brésil au milieu des années 1980 avec sa famille. Il était déjà majeur. Il a travaillé comme couturier pendant cinq ans. Il a monté son propre atelier non déclaré où il

⁸⁸ Dans le quartier du Bom Retiro, la plupart des boutiques de vente en gros ont un ou deux jours réservés à la vente au détail (souvent le vendredi et le samedi).

employait des Boliviens les trois années qui ont suivi. Il a quitté par la suite le milieu du vêtement pour devenir administrateur dans diverses entreprises.

Hugo est arrivé au Brésil dans les années 1940. Il a ouvert sa première boutique de vêtements en 1984 (il possédait déjà une boutique de textile depuis environ 10 ans). Sa production est intégrée dans un atelier de couture formel comptant une dizaine d'employées dont trois Boliviennes.

Lucas travaille dans l'industrie vestimentaire depuis 2000. Ses deux entreprises ont été fusionnées il y a deux ans. Sur l'ensemble des ateliers qu'il contracte, 30 % emploient des Boliviens. Des 70 % restants qui appartiennent à des Brésiliens, la majorité est formelle.

3.1.2 Les Boliviens

Parmi les répondants, il y avait deux propriétaires d'ateliers et une couturière. Andres est arrivé au Brésil en 1984. Après avoir travaillé dans la mécanique pendant deux ans, il s'est tourné vers la couture, dans des ateliers dirigés par des Coréens. De 1990 à 1995 il a eu son propre atelier. Il a dû fermer car l'activité ne lui était pas assez rentable. Il s'est tourné vers d'autres activités pour arriver dans le secteur des services en 2001. Il est retourné dans la couture il y a un an en créant un atelier formel (sept employés y travaillent). Au début de 2009 il a ouvert un autre atelier avec cinq couturiers, cette fois-ci clandestin. Les employés du deuxième atelier n'ont pas de papiers. Il travaille exclusivement avec des firmes boliviennes.

Pablo est arrivé au Brésil en 1991, à 29 ans. Il a travaillé avec ses frères dans un atelier jusqu'en 1998. C'est à cette date qu'il a reçu des papiers en règles. Il a donc monté son propre atelier qui, après avoir été divisé en 2001, lui appartient à part entière jusqu'à présent.

Il travaille avec deux entreprises coréennes. L'une d'elle le suit depuis toujours, l'autre depuis seulement quatre ans.

Enfin, Maria a été rencontrée très brièvement. Elle a un travail déclaré dans un atelier formel depuis deux ans. Régularisée depuis 1998, elle a eu de nombreuses difficultés dans les ateliers où elle a travaillé.

3.2 Liens entre communautés immigrantes

Nous présentons donc ici la première hypothèse qui est : « la situation des immigrants d'origine coréenne dans les réseaux de production vestimentaire a facilité l'insertion d'une main d'œuvre bolivienne ». Dans cette partie nous verrons d'abord que l'arrivée des Coréens a amené un certain « standard » de travail de la couture. Une fois que les couturiers ont pu entrer dans le marché et s'installer dans les magasins, il y a eu une spécialisation dans cette vente. La main d'œuvre coréenne a manqué et peu acceptaient de suivre les « standards » de travail requis. Les Boliviens sont arrivés progressivement dans les ateliers coréens. Ils ont fourni et fournissent encore une main d'œuvre très productive et bon marché. Suite aux changements de vente, orientée vers la mise sur le marché de produits de mode toujours renouvelé et suite à l'éclairage médiatique du traitement reçu par les travailleurs dans certains ateliers, les Coréens se sont peu à peu éloignés de la couture. Ils ont donc laissé les ateliers aux Boliviens, en fournissant de l'aide financière et technique.

3.2.1 Besoin de main d'œuvre

Les immigrants boliviens sont arrivés à un tournant de l'industrie du vêtement à São Paulo. Les Coréens ne voulaient plus prendre les postes sous-payés et épuisants dans les *sweatshops*. Ils se sont transférés vers la conception et la mise en vente des produits. Les Coréens auraient

tenté d'employer des migrants du Nordeste (Illes, 2009). Néanmoins, ces derniers auraient refusé de se soumettre à un tel régime de travail. Nous pouvons penser que l'idée d'une industrie du vêtement réservée aux femmes a contribué à cet échec. Les Coréens ont donc cherché d'autres communautés plus aptes à accepter des conditions de travail difficiles. L'arrivée progressive des Boliviens a été particulièrement bénéfique pour eux.

Selon Galetti, « l'objectif de tout immigrant coréen était le même : s'établir rapidement et s'enrichir aussi le plus rapidement possible à tout coût »⁸⁹ (1995 : 139). Les textes font le plus souvent référence aux longues heures de travail quotidiennes de la communauté. En Corée, il n'y avait pas de limite aux journées de travail. Une fois installés, ils travaillaient le plus possible pour recevoir de l'argent. L'emploi de concitoyens était très rentable : c'était une main d'œuvre peu coûteuse et efficace. Elle acceptait des conditions identiques à celles que vivaient ou avaient connu les propres patrons. L'objectif d'accumuler du capital venait à l'encontre des préoccupations sur la santé (Choi, 1991 : 104). En fait, les conditions étaient très similaires à celles que connaissent les Boliviens actuellement. Alexandre se rappelle avoir travaillé jusqu'à une heure du matin dès l'âge de sept ans (2009).

Ces immigrants, qui travaillent bien le vêtement et dans des conditions similaires aux compatriotes coréens ont permis de remplacer la main d'œuvre en diminution. D'après mes répondants coréens au début des années 1990 il y a eu un vrai déficit de main d'œuvre. Les Coréens commencent leur ascension sociale, délaissent les ateliers où le travail est dur. Il semble qu'il y ait eu des tentatives d'y faire travailler des migrants du Nordeste brésilien et ce sans succès. Ces derniers auraient refusé de se soumettre aux longues journées de travail. De plus, d'après Da Silva, la couture est considérée comme un métier de femmes.

Les Coréens peu après leur arrivée dans l'industrie vestimentaire vendent sur la rue 25 de Março. C'est une vente de gros, informelle. En quittant les ateliers et en ouvrant des magasins dans le Bom Retiro, les Coréens suscitent également une demande plus forte. Il est

⁸⁹ Traduction libre de « O objetivo de todo imigrante coreano era o mesmo : estabelecer-se rapidamente e enriquecer também o mais rápido possível, a qualquer custo ».

probable qu'une fois à la tête de magasins, ils conservent des ateliers de couture. La paye demeure la même qu'auparavant. Ils remplacent leurs compatriotes par d'autres couturiers qui sont à la base dans des conditions identiques. Néanmoins, selon certains les Coréens vont payer mieux leurs compatriotes que les autres (Villegas ; Camacho : 2009). Par la suite, la sous-traitance de la couture, ils payent des prix bas pour les commandes. Aujourd'hui, il est dit que les ateliers maintenus par les Coréens payent des prix à la pièce plus élevés (peut-être dû au fait qu'en sous-traitance ils sont favorisés par leurs compatriotes).

Dans les faits, les Coréens ont connu des conditions de travail proches de celles des Boliviens : illégalité, longues journées de travail, travail des enfants, enfermement. Ce sont ces conditions qui leur permettaient de fournir des vêtements en quantité importante, rapidement. Ils attendent donc la même chose de leurs employés. La pression pour la qualité fournie par chaque couturier peut être très intense. Dans certains ateliers une pièce ratée est facturée le prix qu'elle serait payée en magasin (Camacho, 2009). Cette pratique peut être établie aussi bien par la personne qui commande le vêtement que par le propriétaire de l'atelier.

Il est difficile de statuer sur les raisons et les circonstances dans lesquelles les premiers Boliviens en sont arrivés à travailler dans des ateliers coréens à São Paulo. Quel que soit ce mode opératoire, le recrutement et les trafics à la frontière se sont vite organisés. À tel point qu'aujourd'hui il est indéniable que les flux sont motivés par une demande pro-active du secteur. Les Coréens ont réussi à reproduire les conditions de travail qu'ils avaient connu tout en fournissant une aide partielle mais nécessaire aux nouveaux venus.

Certains textes soulignent que les Coréens ont dû passer par la Bolivie lorsque les frontières leur ont été fermées. Ce premier contact avec les Boliviens aurait entraîné le début des migrations vers São Paulo. Lors de mes entrevues, j'ai demandé si mes répondants pensaient que ce passage par la Bolivie et le Paraguay a été crucial pour l'emploi de Boliviens dans les ateliers coréens. Les Coréens ont répondu qu'ils ne considéraient pas que cela ait été un facteur important. Alexandre, par exemple, a souligné que bien qu'il soit passé par la

Bolivie⁹⁰ avec ses parents avant d'entrer au Brésil, la famille a passé les deux mois à l'intérieur d'un hôtel. Ceci laisserait penser que les contacts ont été très limités. Néanmoins, cela n'annule pas la possibilité que certains se soient déplacés pour publiciser les opportunités de travail à São Paulo et/ou organiser une route migratoire. D'ailleurs, Galetti rapporte que des Coréens se seraient activement déplacés en Bolivie pour recruter (1995 : 142). Étant donné qu'aujourd'hui ce sont surtout les Boliviens qui possèdent les ateliers, cette recherche de la part des Coréens doit être moins active, voire a disparu. De plus, le Paraguay a également constitué un pont vers le Brésil. Or, l'immigration à São Paulo de Paraguayens pour le travail dans les ateliers de couture en est encore à ses débuts⁹¹. Bien qu'il soit particulièrement attrayant de penser que le passage des Coréens à travers la Bolivie est la raison pour laquelle l'immigration importante s'est déclenchée, cela semble difficile à prouver avec certitude.

Ce qui semble plus probable, c'est l'arrivée de plusieurs Boliviens en quête d'autre destination en-dehors de l'Argentine. Ils auraient alors commencé à travailler dans le vêtement que ça soit de manière autonome ou via des ateliers coréens. Il est tout de même important de souligner que les quartiers traditionnellement immigrants tels que le Brás et le Bom Retiro peuvent avoir été des lieux de rencontre privilégiés.

La mise en place d'une production de mode, aux collections sans cesse renouvelées exigeait une réalisation des vêtements rapide. Le sous-contrat a permis aux vendeurs de se rencontrer sur l'activité de mode, en faisant affaire avec des ateliers externes (Cymbalista et Xavier, 2007 : 124). Les investissements dans le personnel et les machines de couture diminuaient. De même, la course au prix le plus bas parmi les ateliers clients était favorisée. Par exemple, Hugo, le seul propriétaire qui possède un atelier de couture, est dans le segment pour femmes plus âgées. Selon lui, c'est un secteur qui demande beaucoup moins d'innovations dans les modèles : ce sont surtout les tissus qui varient d'une saison à l'autre. Le travail de couture est

⁹⁰ Aujourd'hui, les Coréens sont présents en Bolivie sous des visas reliés à leur fonction évangélique.

⁹¹ Il y a des Paraguayens et des Péruviens dans les réseaux de production du vêtement comme couturiers et comme propriétaires d'ateliers. Néanmoins, les Boliviens constituent encore la majorité. La proportion des deux autres nationalités est en augmentation. Il est encore plus difficile d'avoir des chiffres sur leur présence.

facilité. Il a d'ailleurs reconnu que la plupart des autres magasins sous-traitent l'activité de couture.

Il est plus difficile d'évaluer avec exactitude combien de Coréens travaillent encore dans la couture. Il n'y a pas de chiffres officiels, mais pour les répondants aujourd'hui ils sont plus souvent à leur compte qu'employés. Ce sont avant tout des entrepreneurs. Un magasin qui veut produire un vêtement (après le design) passe par plusieurs étapes dont : la coupe du tissu, la couture, la finition (enlever les fils qui dépassent, passer les rubans dans les passants, etc.), le contrôle de qualité et l'expédition (ou vente). De toutes ces étapes, il n'y a que la couture qui soit généralement externalisée. Toutes les autres sont réalisées par des employés brésiliens. Les choix des modèles et du design résultent le plus souvent d'un travail mutuel incluant le propriétaire du magasin.

Enfin, entre 1977 et 1980, les Coréens ont été soumis à des déportations. La police recherchait alors activement les clandestins et les reconduisait à la frontière. L'amnistie de 1980 suivie de la nouvelle loi d'immigration ont mis un terme à ces déportations et à la recherche active d'immigrants irréguliers (Choi, 1991 : 121).

3.2.2 Aide des Coréens

Monter un atelier de couture exige un certain investissement initial, même modeste. D'ailleurs, les propriétaires d'atelier doivent souvent gérer deux locaux pour leurs activités : celui de l'atelier et celui du logement des travailleurs quand les deux sont séparés. Alors que parfois il s'agit, surtout pour les nouveaux arrivants, d'hôtels où les chambres sont louées à la semaine ou au mois ; dès qu'il faut louer un logement, une preuve de subsistance peut être demandée.

Les Coréens ont bénéficié d'un système de financement communautaire particulier. La communauté dispose d'une pratique traditionnelle en matière d'investissement : des « rotating credit association » (Campbell et Ahn, 1962 : 55) appelées *kye* en Corée⁹². À travers les *kye*, plusieurs membres s'organisent et réunissent leur argent afin d'aider les plus pauvres du groupe à monter des projets économiques. Comme le souligne Galetti, le système a été particulièrement bénéfique pour les migrants irréguliers qui n'avaient pas accès aux banques (1995 :140). Il est basé sur la confiance et l'exclusion du groupe en cas de défaut de participation ou de remboursement. Il fonctionne comme une association bancaire où ceux qui déposent leur argent perçoivent des intérêts et ceux qui l'empruntent ont des intérêts à payer (Campbell et Ahn, 1962 : 56). Cela a sûrement contribué au financement des achats de machine, et à l'installation dans les magasins. Il est tout de même important de rappeler que beaucoup des Coréens provenaient de classes moyennes et disposaient d'un certain pécule de départ.

Les Boliviens ne semblent pas avoir de système particulier mais ils ont bénéficié de l'aide des employeurs coréens. De même, il existe plusieurs témoignages de Coréens qui ont fourni une aide financière ou physique aux Boliviens. Il peut s'agir de fournir des loyers lors des mois creux, d'aider pour la comptabilité, la déclaration des entreprises. Par exemple, Alexandre a rapporté que ses parents aidaient des Boliviens à louer un logement pour leurs activités de couture. Bien sûr, dans de nombreux cas l'aide n'est pas anodine, elle permet de renforcer des liens de pouvoir en imposant des prix bas par la suite. Néanmoins, elle peut être également bénéfique pour l'atelier. Par exemple, Pablo nous a souligné que c'est grâce à une des entreprises coréennes avec laquelle il travaille depuis longtemps que son activité s'est professionnalisée. À travers un contrôle de qualité serré, ils ont permis à l'atelier d'améliorer ses compétences. L'entreprise aurait aussi à l'occasion fourni un support financier.

Pour beaucoup de mes répondants, il semble clair que la communauté coréenne est mieux organisée que les Boliviens. Il y a eu plusieurs tentatives d'organisation du côté bolivien.

⁹² Des organisations similaires existent dans d'autres pays asiatiques. Cette pratique serait originaire de Chine (Campbell et Ahn, 1962 : 55).

Celle-ci m'a été rapportée par Pablo et confirmée par la suite par Juan Villegas. Une coopérative d'ateliers a commencé à être mise en place au milieu des années 2000. Le projet a avorté peu de temps après à cause de problèmes liés à la présidence selon Pablo, dus au manque de préparation selon Villegas (2009).

Au contraire, pour Ruth Camacho, aujourd'hui les deux communautés sont organisées, mais la différence principale réside dans le pouvoir d'acquisition des Coréens qui est supérieur à celui des Boliviens (2009). L'organisation est également différente : elle se ferait entre petits groupes de Boliviens. Les réseaux de soutien sont ceux de la famille étendue et des amis. Lors de l'entrevue, elle m'a rapporté l'exemple d'ateliers qui ont subi des vols. Le propriétaire en faisant appel à son réseau proche a réussi à récupérer 25 machines à coudre alors que quinze avaient été volées (2009).

3.2.3 Différentes communautés, différentes pratiques

Enfin, il est important de noter que les ateliers boliviens ne sont pas uniquement recrutés par des Coréens. Il n'est pas possible de trouver des chiffres exacts sur la proportion de recours aux ateliers selon chaque communauté. Néanmoins, il est sûr que les Coréens constituent les principales sources de contrat, bien que les Brésiliens soient en augmentation. D'après Juan Villegas, travailleur au BOLBRA, les Coréens représenteraient 60% des commandes des Boliviens (2009). Il est important de noter que les Boliviens se sont spécialisés dans la mode féminine à travers leurs liens avec les Coréens⁹³. Cette mode constitue la plus grande partie des activités vestimentaires coréennes et une partie de celles des Brésiliens. Selon Ruth Camacho, ces derniers emploient les ateliers boliviens surtout en tant qu'intermédiaires⁹⁴.

⁹³ D'après Villegas, la mode masculine se fabrique surtout à l'extérieur de la ville de São Paulo.

⁹⁴ Les vendeurs coréens agissent aussi à titre d'intermédiaires pour des grands magasins. Ils reçoivent parfois seulement les patrons des vêtements. C'est alors à eux de monter la pièce-pilote. Ils s'occupent de chercher les ateliers (généralement dans leur propre réseau) et sont responsables du respect des délais de livraison. L'entreprise qui sous-traite à travers des intermédiaires ne s'occupe donc que du design. Lucas, par exemple, a des commandes

pour des grands magasins (C&A, Riachuelo, etc). Leur nombre augmente depuis les trois dernières années. Pour ce qui est des producteurs d'origines arabes, c'est une présence beaucoup plus limitée. En effet, ils sont souvent spécialisés dans la production de jeans qui demandent des techniques et une machinerie différentes.

Les communautés qui œuvrent dans l'industrie sont représentées par différents préjugés⁹⁵. Il est difficile de dire si vraiment ces façons de faire sont reliées aux communautés ou si ce sont des préjugés sans fondement. J'ai demandé aux propriétaires d'ateliers boliviens ainsi qu'à d'autres représentants ce qu'ils en pensaient et s'il y avait des communautés avec lesquelles ils préféreraient travailler. Il en ressort des accords plutôt généralisés. Les Coréens seraient donc des contractants qui payent le mieux les vêtements. Selon Pablo, c'est la quantité qui est importante pour eux. Néanmoins, il semble fréquent que cette communauté amène des délais de paiement. Ces délais se répercutent sur les employés ce qui peut être problématique. Les expériences semblent varier aussi, c'est ce qui est souvent rapporté. Andres, par exemple, refuse de travailler avec des Coréens à cause des nombreux problèmes qu'il a eus. Les délais de paiement ne sont pas acceptables pour tout le monde. Il travaille maintenant pour des entreprises boliviennes. Il est important de souligner qu'Andres a un statut particulier dans la communauté étant donné son engagement envers elle à travers des aides à la régularisation notamment.

Par ailleurs, il est cité à différents endroits et m'a été rapporté par Ruth Camacho, par le Padre Mario Geremia et par la consule de la Bolivie que les producteurs coréens décident des prix pour les commandes de vêtements. Les prix seraient fixés en collusion lors de rencontres hebdomadaires. Ces pratiques seraient facilitées par le fait qu'ils sont les fournisseurs majoritaires des ateliers boliviens. Le Padre Mario Geremia a souligné qu'après plusieurs années des discussions entre les deux communautés ont abouti à une augmentation des prix pratiqués. Néanmoins, les répondants de la communauté coréenne n'ont pas confirmé ce fait.

régulières d'autres magasins tandis que dans le cas d'Alexandre, ces commandes sont plutôt rares. Dans tous les cas, ils peuvent avoir une double fonction.

⁹⁵ Il semble que l'importance des Brésiliens augmente de plus en plus. Néanmoins, nous n'avons pas réussi à en contacter. Les associations de producteurs du Brás et du Bom Retiro n'ont pas su nous diriger vers ces magasins.

Luciano Kim a affirmé que chaque boutique décide de son prix, selon le type de pièces demandé.

Il est donc difficile de savoir si cette pratique est bien réelle, si elle a existé ou si elle existe encore. D'une part, nous avons pensé observer que les répondants de deuxième génération (Alexandre et Lucas) semblaient plus distants des autres magasins. Le Bom Retiro est un quartier très compétitif où les commerces sont collés les uns aux autres. La concurrence généralisée vers des prix de production les plus bas peut aussi mener à un plancher minimum général au-dessous duquel les ateliers ne peuvent pas décemment travailler. C'est la recherche du prix minimum. D'ailleurs, il est important de souligner que les nouveaux ateliers ainsi que les nouveaux arrivants acceptent souvent des prix plus bas. De plus, Pablo a souligné que le prix des vêtements dépendait aussi de l'entreprise. Ainsi, le vendeur coréen avec lequel il fait affaire depuis quinze ans lui paye généralement quatre réais (2,4 \$CDN) la pièce de base. Avec les autres vendeurs, les prix sont autour de trois réais (1,8 \$CDN).

Les Brésiliens paieraient beaucoup moins bien. Leur fonctionnement consisterait à trouver des rabais dans les commandes. Par exemple, un certain nombre de pièces commandées ou un retard amènent un rabais qui diminue le prix à la pièce, etc. La qualité doit être élevée alors que les prix sont modérés (Pablo, 2009). Néanmoins, selon Juan Villegas les Brésiliens payent plus tandis que les étrangers exploitent le plus (2009). Pour Andres, les Brésiliens savent que les prix dans le Brás sont très raisonnables pour la qualité de la production (2009).

Les commerçants arabes ont souvent des commentaires positifs qui leur sont associés. Ils paieraient très bien. Néanmoins, Pablo souligne leur exigence de ponctualité. Les Boliviens ont le moins de contacts avec la communauté arabe (on parle ici de Libanais et de Syriens) car ils sont centrés dans l'industrie du jeans. La manipulation des machines à coudre pour le

jeans est très différente. Elle demande une spécialisation⁹⁶. D'ailleurs, les investissements nécessaires sont plus élevés.

Les préjugés existent également chez les marchands coréens. Ainsi, Alexandre prend très peu de Boliviens pour coudre ses vêtements. Il a eu de mauvaises expériences. Selon lui, bien qu'ils travaillent beaucoup plus rapidement et mieux que les Brésiliens, la plupart sont trop instables. Souvent, les ateliers peuvent disparaître, ou les patrons sont confrontés aux démissions de leurs employés⁹⁷. De même, ses parents avaient un magasin auparavant. Sa mère s'était portée caution pour un logement où était installé l'atelier. Elle a dû payer le dernier mois car les Boliviens sont partis sans payer. Néanmoins, Alexandre a souligné à plusieurs reprises que la proportion de travail avec les Boliviens est plutôt variable dans sa communauté (2009). Ce sont des choix de production ainsi que des expériences différentes qui orientent le recours à la main d'œuvre bolivienne. À côté d'un pourcentage aussi limité, on a Lucas par exemple dont 30% des partenaires sont Boliviens. D'après Ruth Camacho, le pourcentage moyen de recours aux ateliers boliviens pourrait être bien plus élevé (2009). Luciano Kim a évoqué le fait que 70 à 80% des vendeurs coréens travaillent avec au moins un atelier Bolivien (2009). Néanmoins, considérant qu'un membre de la communauté a été détenu pendant deux mois pour avoir sous-traité sa production à un atelier bolivien, il n'a pas été possible d'accéder à des vendeurs qui recourent exclusivement ou dans de plus grandes proportions au travail bolivien. Il semblerait que les ateliers encore aux mains des Coréens seraient mieux payés que les ateliers boliviens (Villegas, 2009). On ne sait pas si ce sont pour des raisons de meilleures qualifications ou de soutien communautaire, même si la dernière raison semble la plus probable.

⁹⁶ Nous avons eu l'occasion de visiter une fabrique de jeans dans le Brás, Dardak. Cette entreprise exporte les activités de couture à l'intérieur de l'État de São Paulo, dans des usines de taille plus grande que celle des ateliers boliviens.

⁹⁷ Les couturiers boliviens sont connus pour changer régulièrement d'atelier. Le minimum d'emploi est trois mois selon Ruth Camacho. Dès qu'une opportunité s'ouvre, que des rumeurs d'ateliers payant plus venant d'amis ou d'autres membres de la famille, le couturier part.

Les conflits⁹⁸ entre Boliviens et Coréens sont réglés entre eux de manière informelle. Alors que la Pastorale do Migrante intervient souvent dans les problèmes entre employés et employeurs, il lui est très difficile d'agir au niveau des commandes (Camacho, 2009). C'est le reflet de l'absence d'insertion des derniers dans les activités religieuses catholiques. Les contacts se font donc à partir de l'externe.

La communauté coréenne a trouvé dans la main d'œuvre bolivienne la continuation de son mode de production. Les Boliviens ont trouvé un emploi qui leur correspondait et dans lequel ils ont rapidement pu trouver des possibilités d'élévation sociale à travers l'achat de machines. Les aides financières et pratiques ont permis également de consolider leur place dans les réseaux de production malgré les risques inhérents à une activité informelle et souvent illégale. Aujourd'hui encore, les Coréens demeurent les plus habitués à œuvrer avec des ateliers boliviens et semblent en satisfaire un nombre important. Les risques apportés par les dénonciations d'esclavage posent de nouveaux défis aux Boliviens. Nous abordons maintenant la deuxième hypothèse du mémoire concernant la concurrence chinoise.

3.3 Contexte industriel et emploi des immigrants

La deuxième hypothèse que nous avons introduite dans l'introduction est la suivante : « La concurrence de la Chine en matière de production vestimentaire a favorisé la restructuration productive du secteur et a encouragé les magasins de vêtements à rechercher les prix les plus bas et donc à employer des immigrants boliviens. » Nous avons établi cette hypothèse à partir des travaux sur la restructuration productive et des entrevues. D'ailleurs, dans beaucoup de pays, la concurrence de la Chine au niveau du vêtement est particulièrement importante. Néanmoins, dans le chapitre 1 nous avons montré que les chiffres officiels sont en contradiction avec cette assertion. Après avoir émis plusieurs hypothèses pouvant expliquer

⁹⁸ Parmi les conflits nous pouvons citer : retard pour la livraison des vêtements (causée par une machine cassée, un travailleur qui part), mauvaise qualité de production, prix d'achat, etc.

que des importations chinoises informelles soient cachées, nous avons conclu qu'il était difficile avec nos moyens actuels de déterminer l'importance de la Chine dans les importations au Brésil.

Cette section du chapitre vise à avancer deux autres pistes soulignant l'importance du travail des Boliviens dans les réseaux de production brésiliens : sa qualité et l'insertion dans des cycles courts de production.

3.3.1 Les produits chinois et les segments de marché

La Chine s'intègre mal dans des cycles courts de production. La production y prend du temps : il faut mettre en place une expertise pour retrouver des ateliers surs. D'après Lucas qui a songé un temps à exporter la production en Chine, un cycle de production y dure de quatre à six mois (2009). Ses cycles de production locaux ne prennent que deux à trois mois. Quand on sait que les collections changent très souvent, la Chine représente un risque à prendre face à la concurrence en cherchant à prévoir deux à trois mois plus tôt les tendances de la mode. La baisse du dollar aurait été un des facteurs importants ayant poussé l'entreprise de Lucas à abandonner le projet de produire en Chine. La solution pour diminuer le temps de production est d'acheter des vêtements dont le design est fait en Chine. C'est le propriétaire du magasin qui se déplace en Chine régulièrement pour décider quels vêtements seront achetés. Le cycle de production où le magasin est impliqué est donc réduit à 20-30 jours (Kim, 2009).

Certains vendeurs adoptent une méthode de classement de leurs ateliers. Ces derniers sont rangés en trois catégories : A, B et C. Les critères de classement de Lucas sont la qualité et la ponctualité. La Chine se situe principalement dans la catégorie C. Enfin, la concurrence de la Chine semble surtout insérée dans d'autres segments de marché : les bas prix, une production substantielle et de moins bonne qualité. Les commerçants coréens du Bom Retiro entrent difficilement dans cette catégorie.

Néanmoins, la concurrence existe : elle se fait localement entre les magasins et entre les ateliers. C'est un fait qui a été souvent mentionné dans les entrevues (Hugo, Pablo, Andres, Camacho). La multiplication du nombre d'ateliers boliviens a une importance dans la concurrence locale. Ainsi, il n'y a pas nécessairement du travail pour tous tout au long de l'année. Comme nous l'avons remarqué, cette situation entraîne les aides des Coréens et implique une diminution des prix de confection (Andres, 2009). De plus, les nouveaux arrivants (aussi bien les couturiers que les nouveaux propriétaires d'ateliers) ont tendance à accepter des prix plus bas (Pablo, 2009). Nous l'avons dit un peu plus haut, la concurrence dans le quartier commerçant du Bom Retiro est très forte. Hugo nous rapporte que d'une boutique à l'autre les modèles sont à peu près les mêmes (la question de la copie est très importante) et que les différences se situent dans le prix principalement (2009). Cette concurrence influence donc les prix du travail. Cette compétition entre ateliers est bien sûr amplifiée par l'arrivée de produits chinois en parallèle de l'augmentation continue du nombre d'ateliers de couture (Da Silva, 1998 : 28).

Par ailleurs, la part des ateliers boliviens dans la production de vêtements pourrait baisser face au zèle de certains propriétaires de magasins pour appliquer la législation. Ainsi, Luciano Kim nous a parlé du projet d'une coopérative de l'intérieur de l'État de São Paulo qui proposait ses services aux entrepreneurs coréens (2009). Cette solution permettait de sortir du cycle d'informalité et d'exploitation de la main d'œuvre bolivienne. Elle permet également de concurrencer les prix chinois (Kim, 2009). Luciano Kim dit essayer de pousser les entrepreneurs coréens à ne plus travailler avec les ateliers boliviens, mais note qu'il est difficile de faire changer les habitudes surtout quand elles signifient une baisse de la productivité (2009).

3.3.2 La qualification des Boliviens

Les Boliviens sont reconnus dans le marché comme fournissant un travail de qualité. Nous le répétons, la plupart sont d'origine amérindienne. Particulièrement pour ceux qui proviennent

d'un milieu rural, la pratique ancestrale de tisser la laine et les vêtements existe dans la coutume. Selon la consule, c'est l'ensemble des travaux de précision que les Boliviens parviennent facilement à mener (Cardona, 2009). Néanmoins il est important de ne pas réifier cette pratique culturelle. Elle n'est pas nécessairement l'apanage de tous. Ensuite, les machines à coudre sont des outils différents. La couture moderne requiert un certain apprentissage. Il est important de démystifier la qualification des Boliviens, souvent avancée comme raison de leur emploi. D'ailleurs, dans le milieu, il est dit que des ateliers d'apprentissage existent en Bolivie directement reliés aux migrations vers le Brésil et l'Argentine (Camacho, 2009 ; Hugo, 2009). Néanmoins, la consule de la Bolivie souligne qu'il n'y a pas d'organismes publics qui proposent des cours de couture (Cardona, 2009). Selon Paulo Illes, Ruth Camacho et le Padre Mario Geremia les couturiers apprennent souvent une fois sur place (2009). C'est d'ailleurs le cas d'Andres et de Maria.

La méthode de paiement des ateliers suit souvent un schéma divisé en trois : un tiers revient au propriétaire de l'atelier, un tiers pour le logement et la nourriture et le dernier tiers revient au travailleur. L'intérêt financier des ateliers est qu'ils payent leurs employés à la pièce. Souvent le fait qu'il existe des mois moins occupés est avancé comme raison pour ne pas verser un salaire fixe. De même, Pablo souligne l'argument fréquent de donner une raison d'augmenter la productivité pour les couturiers (2009). Andres essaie de payer ses employés pour qu'ils puissent gagner 25 à 30 réais par jour (2009). En deçà de ce prix, il refuse les commandes. Pablo fait un calcul équivalent dans le sens où il cherche toujours à pouvoir payer au minimum un réal par pièce (2009). Ce qui transposé sur une journée, peut revenir à 20 réais si le couturier pour 20 vêtements.

Bien qu'il ait été difficile dans le chapitre 1 d'établir avec certitude à quel point les produits chinois ont envahi le marché brésilien, il semble qu'ils exercent une baisse sur les prix du travail. De plus, les produits faits par les Boliviens entrent en concurrence avant tout entre eux ce qui contribue également à faire baisser les salaires. En définitive, nous pouvons penser que la concurrence de la Chine au niveau des prix de production conforte le modèle actuel de réseaux de production fondés sur le travail qualifié, rapide et bon marché des immigrants boliviens à São Paulo. La tendance risque donc de continuer à se maintenir, amenant toujours

plus d'immigrants. Néanmoins, l'augmentation de la part de la Chine impliquerait la diminution des pratiques de design afin de conserver un temps de production restreint. La dernière partie du chapitre se concentre sur les aspects institutionnels de l'immigration.

3.4 Contexte institutionnel

Nous allons maintenant nous pencher sur la troisième hypothèse de ce travail. Dans les approches des réseaux de production, il est souvent souligné l'importance du contexte institutionnel (lois nationales et internationales, organisations de la société civile) sur la situation des immigrants. La situation particulière du Brésil, présenté comme un des pays à la législation la plus fermée à l'immigration, nous incite à prendre en compte ce paradoxe. Malgré des lois restrictives, l'arrivée de Boliviens est un phénomène installé, organisé et dirigé vers le travail. Nous supposons donc que le contexte institutionnel (lois, organisation des communautés immigrantes) a facilité l'emploi de ces immigrants boliviens et tient encore un rôle important dans la structuration de la production.

3.4.1 Loi d'immigration de 1980

Historiquement, les lois d'immigration au Brésil ont souvent varié entre acceptation et rejet, respect et exploitation (URB-AL, 2007 : 14). Quasiment libre jusque lors, l'entrée d'étrangers a été soumise à la détention d'un passeport en 1820 (URB-AL, 2007 : 15). De 1890 à 1926 cette exigence est levée en temps de paix (URB-AL, 2007 : 15). À partir de 1930⁹⁹, diverses lois sont prises pour limiter l'entrée d'immigrants, en contrôler l'origine et la localisation ainsi que favoriser les nationaux pour le travail (URB-AL, 2007 : 15).

⁹⁹ L'année 1930 marque l'arrivée au pouvoir du dictateur Getúlio Vargas, qui restera en place plus de quinze ans.

La loi 6815/80, « Estatuto do Estrangeiro », régit les migrations au Brésil aujourd'hui (voir appendice D). Adoptée en 1980 par le gouvernement autoritaire, elle a été précédée dans la même année d'une amnistie pour les immigrants sans papiers régularisés. Cette nouvelle loi cite souvent les intérêts nationaux pour restreindre l'arrivée d'immigrants. La loi a été écrite dans le contexte d'un gouvernement militaire autoritaire à la fin de la guerre froide. De même, seule la main d'œuvre spécialisée est accueillie avec contrat de travail pour travailler sur le territoire national (URB-AL, 2007 : 21). Par ailleurs, l'article 106 souligne l'interdiction de créer des organisations politiques pour les immigrants.

Il est important de souligner que le Conseil national d'immigration¹⁰⁰ est un organe qui émet des normes concernant l'immigration. Il est relié au Ministère du travail. Ses décisions interprètent avec plus ou moins de souplesse la loi en fonction du contexte national (URB-AL, 2007 : 24). Parmi ses fonctions, le CNI doit

I. Formuler la politique d'immigration ; II. coordonner et orienter les activités d'immigration ; [...] V. établir des normes de sélection des immigrants visant à fournir la main d'œuvre spécialisée aux divers secteurs de l'économie nationale et capter les ressources pour des secteurs spécifiques ; [...] VIII. donner son opinion sur des changements aux législations relatives à l'immigration¹⁰¹ (Ministério do Trabalho, s/d)

Son interprétation est souvent soumise à polémiques notamment à cause du décalage entre la loi et le contexte actuel. Le Ministère du travail établit les principes pour l'octroi de permis de travail aux étrangers.

Au moins une résolution du CNI a permis d'améliorer les conditions d'entrées. Paulo Illes souligne que c'est grâce au travail des associations d'immigrants que cette résolution a été adoptée. Il s'agit de la résolution 80 « Régit la concession d'autorisation de travail pour

¹⁰⁰ Traduction libre de « Conselho Nacional de Imigração ».

¹⁰¹ Traduction libre de « I Formular a política de imigração ; II Coordenar e orientar as atividades de imigração ; [...]VI Estabelecer normas de seleção de imigrantes, visando proporcionar mão-de-obra especializada aos vários setores da economia nacional e captar recursos para setores específicos ; [...] VIII Opinar sobre alteração da legislação relativa à imigração, quando proposta por qualquer órgão do Poder Executivo ».

l'obtention d'un visa de travail temporaire à l'étranger ayant un lien de travail au Brésil »¹⁰² (Ministério do Trabalho e Emprego, 2009). Cette résolution assouplit les exigences de qualification. Ainsi, cette dernière est évaluée en fonction de l'emploi qui va être occupé. Seule une éducation de neuf ans et deux ans d'expérience dans le métier peuvent suffire à l'obtention d'un visa de travail (Ministério do Trabalho e Emprego, 2009). Cette preuve n'est pas demandée aux citoyens des pays sud-américains (Ministério do Trabalho e Emprego, 2009). Bien sûr, il faut obtenir un contrat de travail écrit, d'une entreprise enregistrée pour se pourvoir de ce visa. De plus, il faut également respecter les termes du contrat pour conserver le document de travail. Enfin, le coût du visa s'élève à 100\$US. Et ce prix ne compte pas la somme supplémentaire à déboursier à la Police Fédérale une fois sur place. Il est important de savoir combien de fois un tel visa est renouvelable afin de ne pas répéter les problèmes apportés par les amnisties, que nous verrons un peu plus loin. Accumuler des coûts pour se rendre au Brésil encourage les relations de dépendance où le travailleur est en dette avec l'employeur et/ou avec un passeur.

En fait, ce n'est pas seulement au contexte économique actuel que la loi est en décalage. La Constitution de 1988 octroie des droits humains aux immigrants qui ne sont pas respectés par la loi (URB-AL, 2007 : 25). Ainsi, il est possible de défendre que les droits sociaux soient compris dans l'ensemble des droits attribués aux immigrants, ouvrant ainsi la porte des droits du travail (URB-AL, 2007 : 25). Les responsables de la communauté nous ont rapporté des tentatives de renouveler la loi d'immigration (Cymbalista et Xavier, 2007 : 128). Néanmoins, les projets qui étaient apparus étaient encore plus stricts que la loi actuelle (Câmara Municipal de São Paulo, 2006 : 51). Le projet a en fait avorté.

De plus, le Mercosur a plusieurs accords qui ont été signés sur les migrations de ses résidents. Il y a deux accords de résidence en vigueur qui concernent d'une part les ressortissants des pays membres du Mercosur¹⁰³ et d'autre part un autre accord s'ajoute pour inclure le Chili et

¹⁰² Traduction libre de « Disciplina a concessão de autorização de trabalho para obtenção de visto temporário a estrangeiro com vínculo empregatício no Brás il. ».

¹⁰³ Il s'agit de l'Accord sur la Résidence des ressortissants des états parties du Mercosur (Acuerdo sobre Residencia para Nacionales de los Estados Partes del MERCOSUR) signé le 6 décembre 2002.

la Bolivie¹⁰⁴. D'autres s'occupent d'autres aspects des migrations¹⁰⁵. L'accord sur la résidence signé en 2002, mais mis en place à partir de 2005 au Brésil et en Bolivie, facilite l'obtention de la résidence permanente pour les nationaux du Mercosur. Le nombre de documents à présenter est réduit. Néanmoins, il faut payer une taxe élevée. De plus, il faut présenter un certificat d'antécédents policiers ce qui est très difficile à obtenir en Bolivie (Cardona, 2009).

Il est important de rappeler que le Brésil n'a toujours pas ratifié la Convention des Nations unies pour les droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille¹⁰⁶. D'ailleurs, la Convention en reconnaissant les différentes formes de travail en-dehors de contrats, pourrait être une solution à l'approche des activités informelles des immigrants.

Depuis la mise en place de cette loi, des amnisties régulières ont été adoptées. Ceci montre que les immigrants parviennent toujours à traverser les frontières. Les immigrants demeurent dans des situations précaires pendant plusieurs années avant d'accepter une régularisation souvent temporaire. L'Accord Brésil-Bolivie signé en 2005 (et qui a duré un an du 15 septembre 2005 au 15 septembre 2006) exige la preuve de moyens de subsistance au pays et le paiement d'une amende maximale de 830 réais (512 \$CDN) (Silva da Paz, 2008). Le Bolivien doit donc être dans un emploi formel. C'est pourquoi seuls 12 000 Boliviens ont bénéficié de cet accord en un an (Camacho, 2009). À ceux-là s'ajoutent 18 000 qui ont été légalisés via leur enfant né au Brésil (Camacho, 2009).

¹⁰⁴ Il s'agit de l'Accord sur la Régularisation migratoire interne aux ressortissants du Mercosur, Bolivie et Chili (Acuerdo sobre Regularización Migratoria Interna de Ciudadanos del MERCOSUR, Bolivia y Chile) signé le 5 décembre 2002 (mais en attente de validation par la Bolivie et du Brésil) et l'Accord sur la résidence des ressortissants des États parties du Mercosur, de Bolivie et du Chili (Acuerdo sobre Residencia para Nacionales de los Estados Partes del MERCOSUR, Bolivia y Chile) signé le 6 décembre 2002.

¹⁰⁵ Il s'agit notamment de l'Accord contre le trafic illicite de Migrants entre les États parties du Mercosur, de la République de Bolivie et de la République du Chili (Acuerdo Contra el Trafico Illicito de Migrantes entre los Estados Partes del MERCOSUR, la Republica de Bolivia y la Republica de Chile), signé le 16 décembre 2004 et de l'Accord pour la concession d'un temps de 90 jours aux touristes nationaux des États Partis du Mercosur et des États associés, (Acuerdo para la Concesión de un Plazo de Noventa Días a los Turistas Nacionales de los Estados Partes del MERCOSUR y Estados Asociados) signé le 20 juillet 2006 mais qui n'est toujours pas en vigueur.

¹⁰⁶ Et ce, contrairement aux autres membres du Mercosur.

Alors que les déportations et la recherche active d'immigrants existaient à la fin des années 1970, aujourd'hui elles ne sont plus effectives. Les immigrants découverts en situation irrégulière se voient donner un avis d'expulsion. Il leur suffit de changer d'adresse et ils ne seront jamais inquiétés. Ce sont même des preuves de présence dans le pays qui peuvent être présentés dans les amnisties.

Les Boliviens sont parmi les groupes qui ont le moins bénéficié d'amnisties. C'est un fait rapporté par les associations d'immigrants mais qui parle également dans les chiffres. Alors qu'il y aurait environ 150 000 Boliviens à São Paulo, seuls 47 000 seraient légalement enregistrés auprès des autorités (*voir* chapitre 1 et Illes et al, 2008 : 203). Pourtant, il y a eu plusieurs amnisties : 1980, 1988, 1998 et 2009. En fait, les coûts très élevés (jusqu'à 1000 réais par personne, multiplié par le nombre de demande par famille) ont souvent été un obstacle. L'information a souvent mal circulé dans cette communauté. Les amnisties avant celle de 2009 proposaient des papiers temporaires pour deux ans. Au bout des deux ans il fallait renouveler les papiers pour ensuite pouvoir demander la résidence permanente. Chacun de ces processus demandant le paiement de frais. Dans certains cas, la preuve d'une activité économique légale était aussi demandée. Or, bien souvent, même une fois régularisés, les Boliviens continuent de travailler sans être déclarés. Cela leur permet de ne pas payer d'impôts, mais surtout de continuer à être payés à la pièce plutôt qu'au salaire minimum, ce qui est leur est souvent plus rentable (Padre Geremia, 2009).

La dernière amnistie soulève des espoirs importants pour la communauté bolivienne. Beaucoup de publicité a été faite. La consule de la Bolivie a souligné les efforts mis en place par les associations d'immigrants et par le consulat pour améliorer les conditions pour les Boliviens. Les frais ont ainsi été drastiquement diminués (ils s'élèvent maintenant à 95,63 réais soit 59 \$CDN). De même une des victoires a été de substituer les preuves d'absence de casier judiciaire pour une déclaration sur l'honneur considérant les problèmes importants

pour l'obtenir en Bolivie (Ministério das Relações Exteriores, 2009). La consule a également souligné que les prix des documents à obtenir ont été diminués¹⁰⁷ (Cardona, 2009).

Les immigrants contournent ces restrictions et entrent soit illégalement soit avec un visa de touriste dont les conditions ne sont pas respectées. La fermeture des frontières permet le développement d'un commerce de passeurs qui connaissent les meilleurs endroits et moments pour passer illégalement. Les amnisties ont été souvent l'occasion de monter des ateliers de couture. Néanmoins, même une fois régularisés, les immigrants ne déclarent pas leur emploi (Padre Geremia, 2009 ; Camacho, 2009). Notons qu'Andres fournit le logement même aux travailleurs de l'atelier formel (2009). Les Boliviens préfèrent ne pas payer d'impôts et conserver l'argent qu'ils gagnent lors de leurs longues journées de travail (Camacho, 2009). Cela leur permet d'envoyer plus d'argent en Bolivie¹⁰⁸. Bien sûr, la condition de travailleurs non déclarés pose de nombreux problèmes. Ce sont des conditions propices aux abus, les couturiers ne disposent d'aucune sécurité sociale, la vie commune limite aussi la vie privée (et potentiellement l'organisation syndicale), etc. Enfin, l'offre d'emplois formels est elle aussi limitée, pour les raisons que nous avons vues précédemment (les propriétaires préfèrent payer à la pièce).

3.4.2 La tertiarisation

Nous l'avons vu, la restructuration économique a poussé à une plus grande externalisation des activités de couture. C'est-à-dire qu'une entreprise qui produit des vêtements externalise sa production vers une autre entreprise. Celle-ci est le plus souvent indépendante, elle se charge de payer ses employés, de se déclarer légalement, etc. C'est une pratique courante

¹⁰⁷ Le Consulat a mis en place une carte d'identité consulaire notifiant en plus des preuves d'identité l'emploi des personnes qui la portent. Elle coûte 23 réais (environ 13 \$CDN).

¹⁰⁸ Pablo dit avoir envoyé de 100 à 150 réais (60 à 90 \$CDN) tous les mois depuis son arrivée au Brésil. Étant donné qu'il a un atelier, un couturier qui ne met pas d'argent de côté peut en envoyer plus. Comme tous les transferts de fonds et surtout entre pays du Sud, il est difficile d'évaluer combien d'argent est envoyé chaque année.

dans les réseaux de production du vêtement. Elle se fait surtout vers des entreprises géographiquement proches.

La tertiarisation des activités économiques est une affaire complexe au Brésil. Elle ne possède pas de réglementation légale (Ricci Gomes, 2009). En fait, elle est dans sa majorité interdite sauf pour les services de sécurité, de conservation et de nettoyage. Ces trois activités sont définies dans la loi 7102 du 20 juin 1983. En-dehors de ces exceptions, c'est au Tribunal supérieur du travail de statuer. En général, les activités finales de l'entreprise ne sont pas externalisables. Néanmoins, les activités auxiliaires¹⁰⁹ (par exemple, la cuisine, le ménage) ont été plus souvent tolérées (Ricci Gomes, 2009). C'est la loi 8666 du 21 juin 1993 qui définit les paramètres. Les employés ne doivent pas être subordonnés. Dans les cas où l'employeur des entreprises sous-traitées ne remplit pas les conditions de droits du travail (paiement des salaires, conditions de travail), c'est sur l'entreprise principale que retombe l'obligation de réparer les dommages (Ricci Gomes, 2009).

Or l'activité de vente de vêtements contient la fonction de production dans son activité finale. Il est donc interdit de donner des contrats à des entreprises externes pour produire une partie ou l'ensemble de ses vêtements. Pourtant c'est ce que font la plupart des magasins, particulièrement dans la communauté coréenne depuis les années 1990. Bien que la tertiarisation dans ces cas ne soit pas légale, les tribunaux considèrent l'application de la loi en parallèle : les entreprises qui emploient des ateliers clandestins y sont responsables des conditions de travail et des salaires.

Cette situation implique qu'un atelier clandestin démantelé est sous la responsabilité de l'entreprise qui travaille avec. Les commerçants coréens pourtant libérés de la responsabilité financière de l'emploi de couturiers boliviens, demeurent responsables si des vêtements ou

¹⁰⁹ Traduction libre de « atividades meas ».

leur marque est apparente dans l'atelier. Néanmoins, il y a eu peu de cas connus où le contractant surtout coréen a été poursuivi pour les conditions de travail dans les ateliers¹¹⁰.

Dans nos entrevues, les accords sur les prix des vêtements étaient passés informellement le plus souvent. Les traces écrites qui existent concernent des notes fiscales qui accompagnent la marchandise en transit. Celle-ci doit toujours être identifiée. Sur les notes fiscales sont écrits les noms et CNPJ des entreprises concernées ainsi que le contenu de ce qui est en transit. Les liens commerciaux sont donc en fait informels même si et le magasin et l'atelier sont déclarés. Il nous semble que cette informalité contrainte amplifie la difficulté de réguler les relations entre contractants.

Il est déjà apparent que les problèmes et la visibilité médiatique des situations d'esclavage rencontrés dans certains ateliers ont poussé beaucoup de vendeurs coréens à chercher des ateliers possédant un CNPJ, c'est-à-dire, des ateliers déclarés. Il n'y a pas seulement les lois sur l'immigration qui influencent les conditions de vie des immigrants. Dans notre étude, les Boliviens qui immigreront dans le but de travailler dans les réseaux de production du vêtement en sont la preuve. Ainsi, les réglementations des secteurs économiques qui retiennent la main d'œuvre immigrante doivent aussi être étudiés.

3.4.3. Les associations d'immigrants

Pendant longtemps les syndicats des couturiers ont été plutôt hostiles aux immigrants. Dans les années 1990 ce sont même eux qui ont effectué plusieurs dénonciations d'ateliers clandestins. Durant cette période les syndicats sont confrontés à la restructuration du secteur et à leur affaiblissement. La diminution du nombre d'employés du secteur formel et donc d'adhérents a touché les capacités de revendication des syndicats. Le syndicat s'est beaucoup

¹¹⁰ En 2009, un propriétaire coréen a passé deux mois en prison pour un atelier bolivien clandestin démantelé (Kim, 2009). Selon Kim, l'accusé n'avait aucun lien avec l'atelier et aurait été libéré au bout de deux mois.

penché sur le cas des travailleuses à domicile. Les méthodes pour les rejoindre, les encourager à signer des cartes de membres dans un contexte où l'absence de contrat prévaut ont été autant de défis qui ont été travaillés. Malheureusement, durant notre séjour d'étude il n'a pas été possible de rejoindre des représentants du Syndicat des couturières de São Paulo et Osasco¹¹¹ qui étaient toujours indisponibles. À titre indicatif, plusieurs de mes répondants ont souligné la xénophobie de cette organisation envers les Boliviens. Néanmoins, des représentants du syndicat étaient présents pour la négociation de la nouvelle amnistie.

Nous pouvons penser que ces rapports difficiles avec la communauté ont incité les Boliviens à se méfier du travail des syndicats. Pourtant, la dynamique voulant que beaucoup des travailleurs deviennent à leur tour propriétaires, la sensibilisation dès les débuts est donc cruciale. Un travailleur qui a eu une expérience de droits a plus de chances d'être déjà pré-sensibilisé une fois qu'il possèdera son propre atelier.

Les immigrants ne sont pas non plus désorganisés pour autant. Autour d'associations religieuses et civiles ils ont pu trouver un appui matériel individuel et un soutien collectif. Il y a deux grandes organisations qui s'occupent des immigrants internationaux à São Paulo : la Pastoral dos Migrantes et le Centro de Apoio ao Imigrante¹¹². La maison des migrants est reliée à la pastorale tout comme le Centre d'études migratoires¹¹³. Elle offre un toit aux immigrants. La Pastoral a diverses fonctions :

- la justice : tout ce qui se réfère à l'urgence (documentation, médicaments, vêtements, logement, aide dans les services publics, aide psychologique, juridique, humaine et spirituelle)
- la culture : tout ce qui se réfère à la conservation des valeurs autochtones et une aide à l'intégration à la culture de destination. Organisations de rencontres par pays et entre les différents pays pour un dialogue interculturel.

¹¹¹ Traduction libre de « Sindicato das Costureiras de São Paulo e Osasco ».

¹¹² Il convient de noter l'importance accrue des Églises évangéliques dans la communauté.

¹¹³ Respectivement, *Casa dos Migrantes* et *Centro de Estudos Migratórios*.

- la foi : tout ce qui se réfère aux célébrations avec les fêtes particulières de chaque pays, et les autres célébrations des sacrements et moments forts des familles, des communautés (fêtes des saints patrons et des groupes).
- Communion et participation à tout ce qui se réfère aux droits humains et à la citoyenneté plein des immigrants, auprès des organismes, institutions, églises, gouvernements et la société civile.¹¹⁴ (Padre Geremia, 2009)

À cela nous pouvons ajouter que des messes en espagnol sont célébrées régulièrement. Elles tiennent un rôle important dans la communauté dont les racines catholiques sont très importantes.

La Pastorale a très tôt eu une fonction d'arbitre dans les conflits importants entre un travailleur et son patron, particulièrement dans les cas où ce dernier refusait de verser le salaire dû. Quand les Boliviens étaient au courant de cette possibilité, la Pastorale a donc fourni un service individuel de revendication des droits. Elle était la mieux placée car aussi bien les travailleurs que les patrons la fréquentent. En tant qu'instance informelle, pouvant se déplacer dans les ateliers, elle a pu régler des conflits quand une aide officielle aurait été impossible à récupérer pour les immigrants souvent irréguliers.

Le Centro de Apoio ao Imigrante est issu du service pastoral des migrants¹¹⁵ et a été créé en 2005. Il a une fonction d'information et d'aide aux immigrants. Il a également une fonction de promotion politique de l'idée de citoyenneté universelle et d'intégration des peuples (Centro de Apoio ao Imigrante, 2008). Le centre est relié au Syndicat des micros et petites

¹¹⁴ Traduction libre de « Atuamos em quatro dimensões:

A partir da justiça em tudo o que se refere ao emergencial: documentação, remédio, roupas, alojamento, encaminhamentos aos serviços públicos, atenção psicológica, jurídica humana e espiritual.

A partir da cultura em tudo o que se refere a manutenção dos valores autóctones, e possibilitamos para uma verdadeira integração com a cultura de destino. Organizamos encontros por País e entre os diferentes países num diálogo inter-cultural.

A partir da fé em tudo o que se refere à celebrações com as devoções próprias de cada País, e demais celebrações dos sacramentos e momentos fortes das famílias. E das comunidades, com suas festas patronais e grupais.

A partir da comunhão e participação em tudo o que se refere aos direitos humanos e à cidadania plena dos migrantes, junto aos Organismos, Instituições, Igrejas, Governos e a sociedade civil. »

¹¹⁵ Traduction libre de « Serviço Pastoral dos Migrantes ».

entreprises¹¹⁶ pour la régularisation des ateliers (Waldman, 2008 : 94). Ces deux organismes font partie de l'organisation des immigrants boliviens à São Paulo. Ils participent à des discussions avec la communauté coréenne pour augmenter les prix des commandes de vêtements (Padre Germia, 2009).

En plus des aides individualisées, les deux organismes se sont consacrés à la diffusion d'informations sur les conditions rencontrées par cette communauté. Ils travaillent aujourd'hui avec la Municipalité de São Paulo pour aider à créer des politiques adaptées. Les Boliviens y trouvent donc un appui de taille. Une aide juridique fournie par Ruth Camacho est également disponible toutes les semaines. D'ailleurs, bien que la Pastorale ait mission à accueillir tous les immigrants, les Boliviens demeurent encore dominants en nombre.

3.4.4 Les implications de la Municipalité de São Paulo

Au contraire de la législation nationale restreinte, la Municipalité a le devoir de servir tous les citoyens du Brésil ou non (Prefeitura de São Paulo, 1990). Elle a la responsabilité de gérer le système unique de santé¹¹⁷ en formulant des politiques et des programmes pour protéger et promouvoir la santé dans la municipalité (URB-AL, 2007 : 38). Toutes les personnes se trouvant sur le territoire brésilien sont admissibles au programme de lutte contre la tuberculose incluant un traitement de six mois avec déjeuner offert ((URB-AL, 2007 : 56). L'assistance sociale (particulièrement sur le travail des enfants) et l'éducation sont également des prérogatives de São Paulo. En ce qui concerne l'éducation, depuis 1995, tous les enfants avec ou sans titre de séjour, doivent être acceptés par les établissements scolaires ((URB-AL, 2007 : 56).

¹¹⁶ Traduction libre de « Sindicato das Micros e Pequenas Indústrias ».

¹¹⁷ Traduction libre de « Sistema Único de Saúde ».

La Municipalité a étudié la présence bolivienne à travers la Commission parlementaire d'enquête¹¹⁸ qui a soumis un rapport sur le travail esclave dans la ville de São Paulo¹¹⁹. En coopération avec la Pastorale, la Municipalité a mis en place des programmes sur la santé visant les Boliviens. Bien que les immigrants bénéficient des droits aux soins de santé, pendant longtemps peu s'en sont prévalus. Des programmes sont mis en place pour faciliter l'accès à une population qui souffre de la tuberculose et d'infections sexuellement transmissibles. Parmi les programmes, nous pouvons citer le projet *Somos Hermanos* qui a eu lieu en 2004-2005 dans le quartier Mooca. Les équipes composées de membres de la Pastorale, de Brésiliens et d'immigrants du programme de santé de la famille et de membres de la santé publique. Ce projet a permis de confronter les préjugés des agents de santé à la réalité bolivienne des ateliers de couture (Dornelas, 2009 : 20).

De même, des cours d'espagnol ont été donnés pour les intervenants, la compréhension entre les lusophones et les hispanophones n'étant pas systématique. Il est difficile pour les organisations de sensibiliser aux méthodes de prévention notamment des maladies respiratoires. Une bonne aération par exemple peut être refusée par les propriétaires qui préfèrent cacher les bruits (et les travailleurs) de peur de se faire contrôler par la police (Dornelas, 2009 : 23). C'est d'ailleurs une peur qui peut être faussement instillée aux couturiers eux-mêmes comme moyen de contrôle de leur temps de travail dans une ambiance close.

Enfin, il est important de noter plusieurs avancées récentes en plus de l'amnistie obtenue au mois de juillet. Nous pensons notamment au Pacte d'éradication du travail esclave des immigrants de l'État de São Paulo (2009)¹²⁰. Il faut également citer le Pacte contre la

¹¹⁸ Traduction libre de « Comissão Parlamentar de Inquérito ».

¹¹⁹ La lutte contre le travail esclave au Brésil est particulièrement importante dans les zones rurales. Les travailleurs, souvent des migrants d'autres régions du Brésil, sont soumis à du travail dans les champs sans paye ou protection des droits humains. Voir le site de Reporter Brasil (<http://www.reporterbrasil.com.br/index.php>) qui comporte de nombreuses études sur le travail sous conditions d'esclavage au Brésil.

¹²⁰ Traduction libre de « Pacto de Erradicação ao Trabalho Escravo de Imigrantes no Estado de São Paulo ».

précarisation et pour l'emploi et le travail décent à São Paulo : chaîne productive de la confection (2009)¹²¹.

3.5 Conclusion

Bien que les conditions générales ne semblaient pas propices à l'immigration de Boliviens, les caractéristiques locales de l'industrie du vêtement leur ont été favorables. Leur arrivée dans l'industrie vestimentaire s'est faite à travers les réseaux de production coréens. La présence de ces derniers a fortement conditionné les façons de travailler à l'intérieur des ateliers. Étant aujourd'hui les principaux partenaires commerciaux, ils ont encore une place majeure. Les relations d'aide et de dépendance entre les deux communautés ont mené à la situation actuelle où la main d'œuvre bolivienne informelle peut concurrencer la main d'œuvre locale. La première hypothèse a donc été validée par le croisement des entrevues et de la littérature.

Si l'arrivée des Boliviens a d'abord répondu à un manque de main d'œuvre travaillant dans des conditions similaires aux Coréens, elle est aujourd'hui concurrencée par les importations chinoises. La solution réside du côté des acheteurs coréens qui se concentrent sur une vision locale de la mode (propre design) et une qualité de production à bas coût. L'hypothèse sur la concurrence de la Chine est partiellement vérifiable aujourd'hui bien qu'elle ne soit pas le facteur principal d'emploi des Boliviens. La qualité et la rapidité de leur travail peuvent même être considérés comme une des raisons pour lesquelles São Paulo demeure un centre de production important.

Enfin, la troisième hypothèse a également été confirmée. Le contexte institutionnel a joué un rôle majeur dans la présence d'immigrants boliviens à São Paulo et dans les réseaux de production du vêtement. En effet, la configuration des lois d'immigration a eu pour

¹²¹ Traduction libre de « Pacto contra a precarização e pelo emprego e trabalho decentes em São Paulo – cadeia produtiva da confecção ».

conséquences l'entrée illégale de Boliviens avec des promesses de régularisation après un certain temps. À ces promesses s'est associée l'ascension sociale de ceux qui restaient au Brésil à travers l'ouverture d'ateliers de couture. Ce constat est d'autant plus vrai aujourd'hui où la mauvaise presse de la communauté coréenne a poussé cette dernière à régulariser le plus possible ses relations avec les Boliviens. Les associations d'immigrants ont été particulièrement importantes dans les négociations sur la dernière amnistie. En diminuant drastiquement les sommes à déboursier, elles ouvrent la possibilité à plus de Boliviens de se régulariser. Ces derniers sont particulièrement favorisés par rapport aux autres latino-américains et aux immigrants africains récents : les liens qu'ils ont tissés avec la Pastorale dos Migrantes leur donnent un statut spécial. Les efforts de la Municipalité de São Paulo contribuent également à améliorer les conditions de travail et la santé.

Enfin, l'absence de législation autour de la tertiarisation enferme les relations entre les magasins de vêtements et les vendeurs dans l'informalité. Employer des immigrants ou travailler avec des ateliers non-déclarés ne modifie pas fondamentalement la donnée de base voulant que ces relations soient à la base cachées. L'avantage qui en découle est celui d'un rapport qualité-prix beaucoup plus intéressant et d'une responsabilité partiellement transférée à l'atelier ou l'intermédiaire partenaire.

CONCLUSION

Dans ce mémoire, nous avons étudié l'insertion de la communauté Bolivienne dans le réseau de production du vêtement de São Paulo. Secteur dynamique malgré la restructuration productive et les importations chinoises, le vêtement à São Paulo est le lieu d'intégration des Boliviens. Ces derniers y trouvent un moyen de subsistance pour eux et leurs familles au pays tandis que les entrepreneurs brésiliens et coréens profitent d'une main d'œuvre qualifiée et rapide à des prix compétitifs.

Nous avons dans le premier chapitre présenté les caractéristiques générales de l'industrie du vêtement. Avant tout tournée vers le marché intérieur immense, ce sont des petites et moyennes entreprises qui dominent la production. L'État de São Paulo malgré une diminution de son importance demeure le lieu où près de la moitié des vêtements sont fabriqués. Secteur dynamique et moderne, la São Paulo Fashion Week a donné à la ville la renommée d'un centre majeur du vêtement avec New York, Londres, Paris et Milan. Néanmoins, la concurrence chinoise semble poser problème. Il est bien difficile d'évaluer l'importance de cette concurrence avec des chiffres sûrs. Les données officielles semblent en effet partielles avec une pénétration de marché située entre 2 et 9,5%. Néanmoins, cette concurrence est souvent avancée pour justifier le recours à du travail précaire et immigrant.

La présence bolivienne à São Paulo a été estimée à environ 150 000 personnes avec ou sans papiers. De ces derniers environ 80 à 90% travailleraient dans le vêtement, particulièrement comme couturiers ou propriétaires d'atelier de couture. Ces immigrants ont permis de rappeler à quel point l'informel a une place importante à São Paulo aussi bien au niveau de la production (ateliers non-déclarés, travail à domicile) que de la vente (le marché informel quotidien sur la rue 25 de Março) en passant par les importations (qui apparaissent une fois la

consommation de vêtement comparée au marché apparent) et les exportations (ces femmes angolaises qui voyagent mensuellement et ramènent des marchandises dans leurs bagages pour la vente à domicile).

Le chapitre 2 a permis de retourner sur les conditions économiques ayant mené à un secteur informel accueillant le travail immigrant. La restructuration productive des années 1990, couplée à un retrait de l'État des politiques de soutien à l'industrie et à des modifications du secteur provenant d'en bas (l'arrivée des Coréens) sont autant de facteurs expliquant l'expansion de l'informel. À ce secteur qui externalise maintenant les activités intensives en travail, s'est associée une vision moderne de la mode grand public. De nouveaux modèles sont lancés toutes les deux semaines, suscitant la consommation régulière et un ajustement rapide des collections aux préférences des consommateurs. La couture, intensive en travail, est donc devenu le facteur flexible de la production. Les temps de production se sont diminués tout en ayant une qualité toujours plus haute.

Dans une deuxième partie de ce chapitre, nous avons pris le temps de revenir sur ces immigrants coréens. Nous avons vu que les Coréens qui sont aujourd'hui dans l'activité « moderne » de design, provenaient en grande partie de la classe moyenne. Ils ont commencé en bas de l'échelle comme les Boliviens le font actuellement. Ils ont pénétré un quartier moribond en lui redonnant un rôle central. Les Boliviens quant à eux, tentent de quitter des conditions de vie difficile dans un pays où l'atmosphère politique et économique sont difficiles. Issus en majorité des classes les plus pauvres, ces autochtones de l'Altiplano arrivent pour la plupart illégalement au Brésil à travers des réseaux de passeurs. Un contrat de travail en poche avant même le départ, ils entrent directement dans le travail de couture où ils vivent des conditions souvent précaires dans des ateliers mal aérés qui servent aussi parfois de lieux de vie. S'en suivent certaines pathologies qui leurs sont particulières.

Le dernier chapitre a été l'occasion d'analyser les trois hypothèses émises dans l'introduction suivant les résultats de recherche.

1. La situation des immigrants d'origine coréenne dans les réseaux de production vestimentaire a facilité l'insertion d'une main d'œuvre bolivienne.
2. La concurrence de la Chine en matière de production vestimentaire a favorisé la restructuration productive du secteur et a encouragé les magasins à rechercher les prix les plus bas et donc à employer des immigrants boliviens.
3. Le contexte institutionnel (lois, organisation des communautés immigrantes) a facilité l'emploi de ces immigrants boliviens et tient encore un rôle important dans la structuration de la production.

Nous avons montré que les Coréens, une fois commencée leur ascension sociale (sous la forme d'achats de magasins), ont cherché à remplacer leurs compatriotes dans les ateliers de couture qu'ils possédaient encore. Les Boliviens ont été les seuls à trouver les conditions acceptables. Le logement et la nourriture fournie, ainsi que la possibilité de contrôler combien d'argent peut être gagné par mois ont contribué à cette situation. Moins favorisés économiquement, les Boliviens ont bénéficié de l'aide active de certains Coréens. D'ailleurs, encore aujourd'hui, beaucoup préfèrent travailler avec cette communauté. Dans les débuts de l'immigration bolivienne nous pensons que cette présence a joué un rôle très important dans la consolidation de la route migratoire. Aujourd'hui, l'importance de la communauté coréenne a diminué puisque les Boliviens possèdent leurs propres ateliers.

Quant à la Chine, il nous a semblé difficile de conclure avec exactitude sur l'importance de la concurrence qu'elle représente sur le marché du vêtement. Nous l'avons vu, les chiffres officiels laissent penser que la pénétration demeure limitée entre 2 et 9,5% du marché. L'exemple du Mexique dont les circuits d'importation seraient à 60% informels laisse entendre que la Chine pourrait représenter une part bien plus importante du marché. Néanmoins, nous avons avancé plusieurs arguments contre une trop grande pénétration de la Chine dans le marché brésilien. Ainsi, les cycles de production y sont nécessairement allongés. Ceci signifie souvent de laisser l'activité de design de côté. Pourtant c'est celle-ci

qui a fait le succès actuel de l'industrie. Nous pouvons penser que la concurrence de la Chine n'a pas joué de rôle dans l'arrivée de Boliviens dans les réseaux de production du vêtement dans les années 1980. Aujourd'hui, elle peut concurrencer le travail de ces immigrants et pousser vers des rémunérations encore plus basses.

Enfin, les influences institutionnelles sur le réseau de production ne sont pas à négliger. Ainsi, la loi sur l'immigration date de 1980. Dénoncée par les représentants d'immigrants, elle demeure en vigueur et nécessite la déclaration régulière d'amnistie pour régulariser ceux qui l'ont contournée. Les Boliviens ont peu bénéficié de ces lois étant donnés les coûts impliqués. Ainsi, seule une partie de la communauté s'est régularisée. Ceux qui avaient les papiers ont parfois monté des ateliers à leur tour, faisant venir leur famille dans les mêmes conditions. Malgré le manque de droits et les risques pour traverser la frontière, les Boliviens ont réussi à trouver, notamment à travers la Pastorale, un organisme qui a su répondre à leurs besoins et les aider à s'organiser. À tel point, qu'aujourd'hui la Municipalité de São Paulo est sensibilisée à leur réalité. Elle a mis en œuvre des programmes pour rendre les services de santé, gratuits pour tous, plus accessibles aux immigrants.

L'étude du contexte institutionnel nous a aussi portées à regarder certaines lois relatives à l'industrie. Une des revendications les plus récurrentes parmi la communauté coréenne est la légalisation de la tertiarisation. L'interdiction de faire des sous-contrats pour la production de biens finaux enserme les relations entre les ateliers et les boutiques dans l'informel. Nous pensons qu'il est important de pouvoir régler cette question juridique qui pourrait fournir des bases solides de négociations entre les communautés boliviennes et celles qui passent les commandes. Un socle de bonnes pratiques pourrait être déterminé afin de permettre des relations saines entre unités. Étant donné le peu de changements concrets pour faciliter l'immigration et le travail, le poids des institutions dans la présence bolivienne a été plutôt constante. Néanmoins, les nouveaux projets et l'activisme dynamique des groupes d'immigrants pourraient changer cette donnée.

Dans ce mémoire, nous avons pu voir que les Boliviens, bien que souvent présentés comme victimes d'exploitation dans des ateliers de couture loin des réglementations du travail en vigueur, se trouvent en fait dans une position où ils sont parfois mieux payés que les Brésiliens. Les longues heures de travail, la vie en communauté, le fait de ne pas payer d'impôts peuvent également se révéler des choix de vie. Une fois régularisés, ils passent rarement au travail formel. Ils continuent d'habiter dans des logements fournis par les patrons.

Il ne faut bien sûr pas oublier les dérives qui ont existé et qui continuent d'exister. Ainsi, certains ne perçoivent jamais l'argent qu'ils ont gagné. D'autres sont victimes d'abus ou tout simplement d'employeurs réticents à faire de simples gestes en leur faveur. De même, les travailleurs se retrouvent parfois dans des situations de dépendance liée aux liens familiaux qu'ils entretiennent avec ceux qui les ont fait venir. Néanmoins, la grande mobilité des travailleurs laisse supposer que cette dépendance demeure limitée.

Il est crucial de comprendre que bien qu'il s'agisse de conditions qui peuvent être acceptées par les immigrants, la présence dans un réseau de production informelle implique une vulnérabilité plus grande aux abus. L'octroi de papiers de résidence permet en partie de briser les barrières pour revendiquer des droits. L'adaptation des lois aux pratiques actuelles doit en être une autre. Le travail sur le réseau de production est crucial dans le sens où ce sont les patrons et les acheteurs qui doivent aussi être sensibilisés. L'organisation des immigrants ne demande pas seulement des moyens financiers, mais également une conscience des bénéfices à récupérer ainsi qu'une capacité à dépasser les différences.

Nous pensons que ce mémoire aura permis de contribuer, bien que modestement, à la littérature sur les migrations au Brésil. En considérant les Boliviens dans un contexte de production, nous avons essayé de montrer une autre facette de la vie immigrante. Nous n'avons pas insisté sur les conditions précaires dans lesquelles certains travailleurs se retrouvent afin de gagner une compréhension plus générale du contexte. En effet, les Boliviens arrivent d'abord et avant tout dans une sphère productive particulière. Beaucoup

entretiennent l'idée de devenir leur propre patron et de monter leur atelier. Ils évoluent dans des réseaux de production qui se sont construits en partie autour d'eux. Il est donc important de conserver cette donnée à l'esprit afin de pouvoir formuler des politiques visant à améliorer leur situation. Nous avons également réussi à rencontrer plusieurs commerçants coréens qui ont pu partager leur expérience de travail avec les Boliviens. Cela a permis de nous distancer des dénonciations de mauvaises pratiques et de remarquer que d'une part les Boliviens préfèrent souvent travailler avec les Coréens et que d'autre part ces derniers reconnaissent la qualité de leur travail. Des deux communautés des sentiments de tromperie existent (disparitions subites d'ateliers et retards de paiements). Il nous semble enfin qu'il faut particulièrement prendre garde à l'augmentation des contrats avec les Brésiliens qui n'ont pas les mêmes codes que les Coréens.

La littérature sur les réseaux de production nous a permis d'étudier les Boliviens sous l'angle de travailleurs et d'entrepreneurs faisant partie de réseaux de production reliés aux vêtements. Cette étude de cas a renforcé l'importance d'étudier les réseaux sociaux informels. Ceux-ci semblent avoir, du moins à São Paulo, une importance particulière sur la façon dont la production est faite. Ainsi, la fabrication des jeans, celle des vêtements de plage ou encore des sous-vêtements sont dominées par d'autres communautés immigrantes. Le contexte institutionnel est également fondamental. Il conditionne certaines relations entre les unités en les enfermant dans l'informalité voire l'illégalité. Cette donnée est fondamentale pour la compréhension des réseaux de production. Elle peut influencer également les rapports de pouvoir en transférant la responsabilité d'une unité à l'autre.

Finalement, nous souhaitons revenir dans cette conclusion sur des commentaires souvent entendus lors des entrevues¹²². Nous avons montré dans le mémoire l'importance des Coréens pour l'insertion des Boliviens dans le réseau de production vestimentaire. Les premiers sont partis du même point que les Boliviens : la couture. Ils ont réussi une ascension sociale plutôt rapide. Dans la communauté bolivienne, le parallèle entre l'ascension sociale réussie des Coréens et le futur de la communauté bolivienne est rapidement établi. Ainsi, il est souvent

¹²² Ceci a été discuté avec Ruth Camacho (2009) et la consule Virginia Cardona (2009).

dit que les Boliviens eux aussi sortirent de la couture pour se concentrer dans la vente de vêtements, employant potentiellement d'autres immigrants acceptant les conditions de travail difficiles. Néanmoins, nous trouvons que le parallèle s'établit mal entre deux immigrations fondamentalement différentes.

D'une part, les immigrants coréens provenaient d'une classe sociale moyenne. La plupart avaient dans l'idée d'être entrepreneurs et sont arrivés au Brésil avec un certain montant d'argent. Les raisons du départ de Corée du Sud étaient politiques au début, puis par la suite se sont concentrées sur les difficultés d'ascension sociale. Le retour en Corée du Sud n'était donc pas nécessairement envisageable pour la majorité de la communauté. De même, des retours ponctuels étaient empêchés par la distance séparant les deux pays. Avec le temps, la différence des niveaux de vie a aussi contribué à amplifier cette barrière. Avec l'argent brésilien, leur pouvoir d'achat en Corée était limité.

Pour les Boliviens cette situation est totalement différente. D'une part, la plupart proviennent de milieux sociaux pauvres. Ils arrivent au Brésil endettés de leurs frais de passage illégal à la frontière. Aujourd'hui, le plus souvent, ce n'est qu'après une régularisation qu'ils parviennent à monter leur propre atelier. Nous l'avons vu, les coûts des amnisties aux étrangers sont très élevés et ont nécessité, jusqu'à présent, des renouvellements réguliers et coûteux de papiers. La communauté bolivienne s'en est d'ailleurs peu prévalu.

Ensuite, la relation avec le pays d'origine est bien différente pour les Boliviens. Ainsi, la mobilité de cette immigration est beaucoup plus grande. La plupart arrivent au Brésil avec l'idée de retourner en Bolivie avec de l'argent économisé pendant environ deux ans de travail à São Paulo. Si beaucoup se heurtent à des difficultés pour accumuler cet argent et retourner chez eux, d'autres retournent effectivement en Bolivie. Néanmoins, une fois sur place, l'absence de perspectives économiques peuvent les pousser à ré-émigrer ou en Argentine, ou au Brésil. Ils recommencent alors le cycle de dettes et d'accumulation d'argent. Pour ceux qui restent, la responsabilité financière envers la famille en Bolivie reste un poids important. Cette indécision sur le choix de rester au Brésil peut être une barrière importante à

l'ascension sociale. Ainsi, Andres n'avait pas profité de l'amnistie en 1988, croyant repartir en Bolivie. De plus, le pouvoir d'achat en Bolivie est bien plus bas qu'au Brésil.

D'autre part, l'arrivée de Coréens dans le réseau de production vestimentaire de São Paulo s'est réalisée à la veille de changements majeurs dans l'organisation des activités. En apportant un modèle innovateur de la mode, et un mode de production peu dispendieux, les Coréens ont su se faire une place importante dans le marché du vêtement. Aujourd'hui, le quartier du vêtement qu'ils ont pénétré est visiblement dominé par leurs entreprises. Les Boliviens arrivent à la veille d'une nouvelle crise : celle de l'augmentation exponentielle des importations chinoises. La communauté est également bien plus nombreuse (150 000 personnes) que ne l'ont été les Coréens (40 000 individus). La concurrence interne est donc oppressante.

Les conditions ne semblent pas réunies pour l'ascension sociale de masse de la communauté bolivienne, malgré les espoirs de la communauté. D'ailleurs, interrogés sur cette possibilité, les Coréens que j'ai rencontrés n'ont pour la plupart pas avancé cette option comme possibilité. Ils soulignent que les enfants des premiers coréens ne reprennent pas toujours les enseignes¹²³. Malheureusement, la main d'œuvre précaire qui pourrait remplacer la main d'œuvre bolivienne (en imaginant qu'elle se tarisse bientôt, ce qui n'est pas assuré) n'est pas difficile à trouver. Nous avons brièvement parlé de l'augmentation du travail des ressortissants du Pérou et du Paraguay dans le secteur (Illes et al, 2008 : 201). Les immigrants africains, le plus souvent réfugiés, se trouvent dans une situation encore plus inquiétante. Ils ont beaucoup de difficultés à trouver du travail au point d'envier la communauté bolivienne dans son monopole des activités de couture.

Ce mémoire n'a pas pu être l'occasion d'une recherche extensive des relations dans le secteur de production entre les unités qui font la vente et celles qui produisent les vêtements. Des recherches plus systématiques devraient être entreprises pour vérifier les configurations du

¹²³ Bien qu'ironiquement, Alexandre et Roberto ont d'abord travaillé dans un autre secteur avant de reprendre les affaires de leurs parents, preuve que la transmission des parents aux enfants demeure une réalité.

réseau de production. Aussi, il est apparu que l'industrie vestimentaire est segmentée en fonction des communautés immigrantes qui y travaillent, mais également en fonction du secteur de marché dont il est question. Alors que l'attention s'est beaucoup portée sur les Boliviens, et donc sur le segment de la mode féminine, il serait important de vérifier les pratiques des autres segments comme l'industrie du jeans, des sous-vêtements et des vêtements de plage. Ces recherches pourraient aider dans le changement de la législation relative à la tertiarisation. Il nous semble importants d'aborder les Boliviens en tant que travailleurs afin de comprendre les enjeux auxquels ils sont confrontés et de formuler des politiques pour mettre en place un système assurant des droits de base à la majorité.

APPENDICE A

LES RÉSEAUX DE PRODUCTION MONDIAUX

Dans l'introduction nous avons présenté rapidement le cadre d'analyse qui a guidé nos recherches. Le lecteur trouvera dans cet appendice une étude approfondie des origines du concept.

Les questions de recherche de cette tradition sont

How are GPNs [RPM] constructed and how do they evolve? What are the underlying governance structures driving this evolution? Who, ultimately, benefits and loses through incorporation in or exclusion from GPNs, and in which places? (Hess et Yeung, 2006 : 1197)

Les chercheurs s'intéressent à la possibilité de modifier l'organisation de la production, pour par exemple en influencer le développement, la répartition du pouvoir, les droits des travailleurs, etc. Selon Dicken, trois dimensions des RPM sont particulièrement importantes :

governance – how they are coordinated and regulated ; spatiality – how they are configured geographically ; territorial embeddedness – the extent to which they are connected into particular bounded political, institutional and social settings (2007 : 16)

Au contraire de ce que les tenants de l'hyper-globalisation et d'un monde transnationalisé soutiennent, les activités de production ont encore souvent tendance à être attachées à un

endroit et à se concentrer localement (Dicken, 2007 : 21). Dicken tente de s'opposer aux conceptions de la globalisation toute-puissante. Ce faisant, il ramène l'importance institutionnelle des États ou groupes régionaux/mondiaux sur l'organisation de la production. Selon lui, la nouvelle organisation de la production répond à des dynamiques d'intégration globales provoquant des réponses locales (2007 : 137). Chaque composant du réseau est situé dans un lieu géographique précis (Dicken, 2007 : 18). La main-d'œuvre, par exemple, demeure assez enracinée localement ; bien que dans notre étude ce soit celle-ci qui fournisse un aspect régional au réseau de production vestimentaire. Ainsi, le local est lieu d'interaction entre les capacités de la main-d'œuvre et les besoins des industries (Coe et al, 2004 : 472). Il regroupe différents niveaux : national ou régional (Dicken, 2007 : 138). Il serait faux de penser que l'approche des RPM ne s'intéresse pas aux phénomènes mondiaux (d'ailleurs il s'agit bien de réseaux de production mondiaux). En fait, les chercheurs tentent de faire ressortir le local et de tenter un équilibre dans l'analyse entre les deux niveaux.

La présence des RPM a augmenté ces dernières années (Dicken, 2007 : 17). L'État national demeure un lieu important dans la formation des réseaux (Dicken, 2007 : 18). Les régulations fournies par ces entités ont une influence certaine sur les modes de production, l'occupation de l'espace, etc. Les organisations supranationales (OMC, FMI, etc) et infranationales (autorités locales) s'ajoutent à ces entités nationales de base (Dicken, 2007 : 18).

Créé dans un contexte d'opposition aux autres approches, le concept de RPM s'inspire de différentes traditions. Ce cadre d'analyse « brings together the different strands of the analysis of value in an integrated form » (Hess et Yeung, 2006 : 1195). Selon Hess et Yeung, cette approche prend ses racines dans quatre traditions :

(1) the value chain framework in strategic management since the early 1980s; (2) the networks and embeddedness perspectives in economic and organizational sociology since the mid-1980s; (3) the actor-network analysis in science studies since the mid-1980s; and (4) the global commodity/value chain analysis in economic sociology and development studies since the mid-1990s (2006 : 1193)

Nous allons maintenant nous pencher sur chacune d'elle afin de suivre la construction du concept.

A.1 Michael Porter et la gestion stratégique de la firme

L'intérêt de Michael Porter¹²⁴ envers la chaîne de valeur vient de l'idée d'étudier la concurrence entre les entreprises. La concurrence est reliée à la compétitivité. Cette dernière se rattache à la production de la valeur et principalement à son optimisation (Porter, 1985 : 34). De ses analyse, les chercheurs reprennent les concepts de valeur, d'organisation spatiale des activités de production et l'idée de production en tant que service et industrie (Hess et Yeung, 2006 : 1194). Chez Porter, la valeur « is the amount buyers are willing to pay for what a firm provides them » (Porter, 1985 : 38). La valeur n'est donc pas un absolu, elle existe tant que la demande est présente. La chaîne est conçue comme un enchainement de processus augmentant la valeur des produits (Henderson et al, 2002 : 439). Porter développe son concept avant tout au sein d'une entreprise. La chaîne de valeur est un outil de base pour étudier de manière systématique « all the activities a firm performs and how they interact » (Porter, 1985 : 33). Les RPM vont reprendre cette idée de réseau interne pour montrer que dans le cas où les activités d'une firme ne sont pas intégrées, des réseaux d'entreprises participant à diverses étapes de la production se forment.

Le processus de création de la valeur au sein de la chaîne a des impacts sur l'organisation de la production. Par exemple, augmenter la qualité des produits peut diminuer l'investissement dans le service après-vente (Porter et Millar, 1999 : 86). Afin de rendre chaque étape de la production efficiente, il faut donc effectuer un calcul coûts-bénéfices qui permette de conserver ou de créer des avantages concurrentiels sur les autres entreprises du secteur. L'entreprise cherche ces avantages à différents stades de la chaîne. L'étendue géographique

¹²⁴ Michael Porter est un économiste spécialisé en management de l'entreprise. Il s'est fait connaître notamment par son concept de chaîne de valeur tel que présenté dans ses ouvrages *Competitive Strategy* (1980) et *Competitive Advantage* (1985).

ou sectorielle de ses clients ainsi que de ses activités peut faire partie d'un avantage concurrentiel (Porter, 1985 : 56). Malgré les coûts de coordination impliqués, cette stratégie peut permettre de profiter des avantages locaux en diminuant les coûts ou en produisant une offre différenciée par rapport aux concurrents (Porter, 1985 : 56).

Afin de réussir à vendre un bien, plusieurs activités de service sont nécessaires : transport, logistique, mise sur le marché, design, communication, etc. Les services sont donc directement et indirectement reliés à la production (Hess et Yeung, 2006 : 1195). Porter parvient à ajouter cette idée que la chaîne de valeur typique d'une firme est constituée à la fois de service et de manufacture. Les RPM prennent en compte cette caractéristique. La prochaine tradition, la nouvelle sociologie économique, traite des réseaux en-dehors des firmes.

A.2 La nouvelle sociologie économique et les réseaux enchâssés

La nouvelle sociologie économique signifie le retour de l'étude conjointe de la sociologie et de l'économie après plusieurs décennies d'absence (Guillen et al, 2002 : 1). Les nouveaux écrits rejoignent les intérêts premiers de la discipline sociologique : « a science geared toward providing an institutionally informed and culturally rich understanding of economic life » (Guillen et al, 2002 : 1). La sociologie économique « is the study of the social organization of economic phenomena, including those related to production, trade, leisure, and consumption » (Guillen et al, 2002 : 6). Ce sont aussi bien les rapports économiques que le travail dans les entreprises dont il est question. Les RPM lui empruntent la conception de réseau en tant que relations s'étendant géographiquement et la création de valeur (Hess et Yeung, 2006 : 1194).

La nouvelle sociologie économique est une approche de tendance plus structurelle. La recherche se fait au-delà des individus voire même du groupe ; en fait, ce sont entre autres l'idéologie, la conscience, l'action collective, les effets de voisinage, la confiance et les

structures sociales, culturelles et institutionnelles qui sont au centre des analyses (Guillen et al, 2002 : 7). Ces sociologues soulignent que des décisions économiques peuvent être prises sur les bases de la confiance plus que sur celles d'une rationalité économique (Guillen et al, 2002 : 8).

Les réseaux enchâssés¹²⁵ sont le principal legs de la nouvelle sociologie économique¹²⁶. C'est principalement Granovetter qui, inspiré de Karl Polanyi, a défini et interprété le concept (voir l'article « Economic Action and Social Structure : The Problem of Embeddedness », 1985). Rejetant l'atomisation de la lecture économique des coûts de transaction, les réseaux enchâssés soulignent que les relations économiques sont également des relations sociales. La première apparition du concept se fait chez Clifford Geertz (1963). Dans son livre, Geertz analyse les relations entre les fournisseurs de crédit et les clients à Java. Il montre l'importance accordée par ce secteur à la mise en place de relations sociales interdépendantes entre fournisseurs et clients afin de construire des relations commerciales stables et solides (Geertz, 1963 : 39). Il s'agit d'une recherche d'équilibre dans les rapports de pouvoir. Granovetter va même jusqu'à dire que des pressions vers l'intégration verticale des activités, c'est-à-dire le contrôle d'une même firme sur toutes les étapes de la production, peuvent se développer dans des milieux où les relations sociales entre agents sont limitées (2004 : 265). Il souligne que la socialisation ne se passe pas uniquement dans le milieu de travail : les activités sociales et informelles sont également l'occasion de nouer des liens potentiellement bénéfiques par la suite (Granovetter, 2002 : 38).

Les relations sociales entre agents ont pour conséquence la mise en place de la confiance (Granovetter, 1985 : 491). Celle-ci n'est pas toujours parfaite : elle peut être trahie (par exemple elle peut aboutir à une escroquerie). Les liens sociaux et la confiance qui en résulte sont particulièrement visibles lors des règlements de conflits. La plupart du temps, faire appel à des avocats pour régler des contentieux financiers souligne l'absence de confiance

¹²⁵ Traduction de « Embedded networks »

¹²⁶ Nigel Thrift et Peter Dicken reprennent ces concepts dans un article important dans la chronologie de l'élaboration des RPM (1992). Ils soulignent l'intérêt des réseaux pour réconcilier l'étude de la production en générale et celle sur les entreprises (Thrift et Dicken, 1992 : 286).

(Granovetter, 2004 : 259). Les agents préfèrent alors trouver une solution, un autre compromis à l'amiable plutôt que d'attendre le verdict du juge.

Le concept d'enchâssement tel que généralement définit suppose que « the behavior and institutions to be analysed are so constrained by ongoing social relations that to construe them as independent is a grievous misunderstanding » (Granovetter, 1985 : 482). Granovetter s'oppose particulièrement à l'idée que les relations entre acteurs économiques soient purement rationnelles comme le prétendent certains économistes utilitaires (2004 : 245). Il tente tout de même de trouver une position équilibrée entre « trop » de social et pas assez (voir Granovetter, 1985). En fait, les institutions ne sont plus influencées par des forces générales, universelles, dépassant les êtres humains qui les composent ; elles sont influencées « by conscious action or historical accretion » (Zukin et Dimaggio, 1990 : 23). Dans les RPM, les institutions ne sont pas seulement une influence externe, mais une donnée fondamentale des réseaux.

Par ailleurs, l'approche des RPM ne reprend pas les termes de produits, chaîne ou valeur dans l'appellation des processus de production mondiaux. Selon Dicken, la chaîne représente un processus de production linéaire, « a transactionally linked sequence of functions in which each stage adds value to the process of production of goods or services » (Dicken, 2007 : 13). Les liens réciproques entre les unités de production ne sont pas assez bien évoqués par ce concept (Dicken, 2007 : 14). L'idée de réseaux permet de montrer que les relations ne sont pas uniquement verticales : elles sont aussi horizontales et diagonales (Henderson et al, 2002 : 442).

De plus mettre l'accent sur le réseau plutôt que sur la chaîne permet de souligner le caractère social de la production. Ce ne sont pas juste de biens dont il est question mais d'un processus social (Henderson et al, 2002 : 444). Des relations existent entre chaque firme qui elles-mêmes gèrent des emplois et des travailleurs. Ce sont des êtres humains qui entrent en relation. L'approche s'intéresse également aux processus de création, d'amélioration et de capture de la valeur au sein des réseaux (Henderson et al, 2002 : 449). Les réseaux sont à la

fois des processus relationnels et des structures (Dicken et al, 2001 : 94). C'est une organisation complexe à plusieurs niveaux d'activités économiques. Cela permet d'articuler plus facilement l'idée d'une certaine autonomie des acteurs (Henderson, 2002 : 445). Le prochain legs repris par les chercheurs des RPM s'intéresse de plus près aux relations de pouvoir.

A. 3 La littérature acteur-réseau et les rapports de pouvoir

L'intérêt envers les relations de pouvoir au sein des RPM vient de la littérature sur l'acteur-réseau (Hess et Yeung, 2006 : 1194). Le débat acteur/réseau¹²⁷ a émergé dans le milieu des sciences. Il s'intéresse en premier lieu aux dynamiques d'innovations dans les réseaux d'entreprises ou académiques entre acteurs hétérogènes¹²⁸ (Callon et al, 1999 : 1). Les acteurs hétérogènes peuvent se définir par des associations d'unités sociales et matérielles (Murdoch, 1999 : 322).

La question de la coordination du réseau est un point important. Celle-ci n'est ni une coordination de marché ni une hiérarchie (Callon et al, 1999 : 2). Au sein même des réseaux, peuvent exister des sous-réseaux dont la coordination diffère du reste (Curien, 1999 : 141). Le réseau est une structure complexe à laquelle on ne peut pas associer un mode de fonctionnement unique. Les rapports entre unités sont des communications et/ou des interactions variées (Callon et al, 1999 : 4). Elles sont fondamentales pour comprendre le fonctionnement. Les intermédiaires ont une place importante dans cette tradition. Ils symbolisent les flux entre unités hétérogènes (Callon et al, 1999 : 5). Enfin, les externalités sont des facteurs externes au réseau (par exemple la demande de consommation) qui doivent

¹²⁷ Les chercheurs associés à ce débat sont Bruno Latour, Michel Callon et John Law.

¹²⁸ Il est important de noter que le travail de ces chercheurs est notamment orienté vers la prescription et l'implication des pouvoirs publics dans la consolidation des réseaux de laboratoires de recherche.

être pris en compte pour comprendre la production et les liens entre différentes unités (Callon et al, 1999 : 7).

Les RPM sont une tentative d'articuler les relations de pouvoir entre l'acteur et la structure. La répartition du pouvoir dans le réseau est un autre legs de l'étude de la littérature acteur-réseau (Hess and Yeung, 2006 : 1194). En effet, l'étude de la capacité des acteurs dans la gestion des transactions (d'information, de technologie) entre unités est importante. Pour évaluer ces capacités, il convient de diviser le réseau en actions pour évaluer par étapes les capacités de chacun (Eymard-Duvernay, 1999 : 177). Par ailleurs, les acteurs ne sont pas seulement humains mais aussi matériels. L'importance de ces acteurs matériels dépend des caractéristiques données au début par les humains (créateurs), mais elle peut changer par la suite. Par exemple, certaines actions ou créations ont des conséquences imprévues modifiant la répartition du pouvoir dans le réseau, impliquant de nouveaux acteurs¹²⁹. En effet, il est important de noter que les acteurs n'ont pas de caractéristiques fixes ou uniques (Murdoch, 1997 : 330). Ils se forment à mesure que le réseau se construit et selon leur parcours au sein de celui-ci tandis que les normes sociales partent d'un certain acquis (Murdoch, 1997 : 330). Pour sortir de la dualité acteur-structure, Latour préfère parler d'acteur-réseaux (Murdoch, 1997 : 330). À la fin de la construction du réseau, l'acteur et ce dernier se confondent. Un réseau aurait donc une période de maturité.

Le pouvoir n'est pas seulement vu comme une capacité ou une ressource. Son caractère relationnel est capital (Hess et Yeung, 2006 : 1199). Il est plus qu'une position dans le réseau : c'est une pratique (Dicken et al, 2001 : 93). La recherche doit s'orienter vers la façon dont il est exercé plutôt que de s'arrêter à en dénombrer les détenteurs qui sont multiples : les firmes, les institutions et les agents collectifs (organisations non-gouvernementales, syndicats, etc.) (Henderson et al, 2002 : 450-451). Les relations ne sont pas unilatérales. C'est ce que

¹²⁹ Murdoch prend l'exemple de la protéine prion dans les animaux (1997 : 331). L'insertion de matières animales dans la nourriture des vaches conduit à l'apparition d'une maladie infectieuse portée par le prion, la maladie de Creutzfeldt-Jacob, provoquant la mort chez l'être humain. L'éclosion de cette maladie a signifié l'entrée de spécialistes médicaux, la multiplication des tests, la baisse de la consommation de viande de bœuf, la disparition de certains produits (notamment certaines coupes de viandes) bouleversant la géographie du réseau de production. Tous ces changements, pour la plupart durables, sont le résultat d'une action dont les conséquences n'ont pas été prévues.

l'interdépendance des réseaux enchâssés montrait. Les situations de gagnant-gagnant sont possible (Hess, 2008 : 455). Souvent, le mode de gouvernance d'un réseau sera le reflet de la répartition du pouvoir entre les acteurs (Dicken, 2007 : 16). La répartition du pouvoir n'est pas seulement importante au sein de la chaîne mais également entre les acteurs influençant le réseau. Certains acteurs transnationaux ont une capacité d'influence sur le réseau différente de celle des acteurs « nationaux » ou localement fixés (Henderson et al, 2002 : 448).

La dualité, l'idée de choisir entre l'acteur et le système, est rejetée par certains. Murdoch appelle associationnalisme ces chercheurs qui tentent de développer des analyses entre-deux, s'intéressant avant tout aux liens entre les deux extrêmes, en d'autres termes aux réseaux (1997 : 322). La dualité local/global où le global domine le local est rejetée par cette approche (Dicken et al, 2001 : 104). Les acteurs locaux et globaux faisant tout deux partie et étant le réseau ne peuvent pas être distingués a priori (Murdoch, 1997 : 331). L'analyse spatiale est avant tout une analyse des composants du réseau. La prochaine section s'intéresse à la dernière influence, et non la moindre, des RPM. Bien que le concept ait été construit en opposition des CVM et CPM, les chercheurs ont récupéré une partie des propositions reliées à ces derniers.

A.4 L'héritage des CVM et CPM

Les CPM prennent leur origine dans les écrits de Wallerstein¹³⁰. Dans « *Commodity Chains in the Capitalist World-Economy Prior to 1800* », Immanuel Wallerstein, Terrence Hopkins, Eyup Ozveren et Sheila Pelizzon soulignent l'existence d'une organisation mondiale de la production dès les débuts du capitalisme. Le but premier de ces chercheurs est de montrer que la géographie et l'organisation des chaînes de production sont influencées par la

¹³⁰ Il reprend son concept dans *Commodity Chains and Global Capitalism* livre phare de Gereffi (1994), fondateur reconnu de l'approche des CPM.

puissance politique et par des cycles d'expansion (périodes A) et de contraction (périodes B) dans l'économie-monde (Bair, 2008 : 347).

Ces concepts de départ ont été retravaillés et développés par d'autres chercheurs dont Gereffi. Cette tradition a développé une analyse vraiment globale pour la production, recherchant les pays impliqués dans ces chaînes. Gereffi a conservé l'intérêt envers les différentiels de développement. L'approche de CPM « promotes a nuanced analysis of world-economic spatial inequalities in terms of differential access to markets and resources » (Gereffi et al, 1994 : 2). L'approche demeure centrée, du moins à ses débuts, sur l'analyse des différentiels de développement. Gereffi prétend présenter une approche nouvelle en étudiant l'État mais également au-delà de l'État (Gereffi et al, 1994 : 2). La répartition des richesses dans la chaîne de production est encore un sujet d'intérêt. La contribution de Wallerstein et Hopkins souligne que ce sont les nœuds d'activité situés au centre qui reçoivent plus que ceux de la périphérie (Gereffi et al, 1994 : 2). Les politiques étatiques, particulièrement des pays du Sud ont une influence particulière. Ainsi les activités nationales dépendent du degré d'interventionnisme des gouvernements (Gereffi, 1994 : 100). Plus il est interventionniste, plus les chaînes de production seront contrôlées par les producteurs et moins il le sera, plus les chaînes seront contrôlées par les acheteurs.

Il est reproché aux théoriciens des CPM et CVM de se centrer sur l'échelle nationale (Coe et al, 2004 : 469). L'école de Manchester estime son approche « capable of grasping the global, regional and local economic and social dimensions of the processes involved in many (though by no means all) forms of economic globalization » (Henderson et al, 2002 : 445). Les CPM ont souvent été utilisées pour analyser le monde entre le centre et la périphérie, les premiers exploitant les derniers.

Les CPM et les CVM se sont concentrés sur les structures de gouvernance des chaînes de production (Hess et Yeung, 2006 : 1196). Les RPM s'intéressent aux impacts régionaux sur le développement (voir particulièrement Coe et al, 2004). Alors que dans le cas des CPM, les modes de gouvernance sont divisés en deux catégories : dominées par les acheteurs ou

dominées par les producteurs ; dans le cas des CVM, les chercheurs ont concentré leurs efforts sur la mise en place d'une typologie plus variée et complexe de modes de gouvernance. Centrée sur le concept des coûts de transaction, l'approche des CVM apporte des explications sur les relations entre unités. La gouvernance est perçue comme coordination¹³¹ (Gibbon et al, 2008 : 322).

Les CPM et CVM manqueraient également de prendre en compte les contextes de régulation institutionnels et particulièrement le rôle de l'État au sein de ses frontières nationales (Bair, 2008 : 355) ou d'une région (Dicken et al, 2001 : 96). Selon eux, les instruments de régulation ont différentes priorités par rapport au développement, la profitabilité, et la croissance (Henderson et al, 2002 : 446).

Les RPM conservent cet intérêt envers la répartition du pouvoir dans les chaînes. En fait, Dicken ne rejette pas totalement l'agenda de recherche des CPM. Il leur reproche surtout de s'être limités à l'étude de la gouvernance des chaînes au détriment de (1) la structure relationnelle entre chaque acteur de la chaîne, (2) la territorialité et (3) les cadres institutionnels (Dicken et al, 2001 : 98-99). La littérature sur les RPM est principalement constituée d'études de cas répétées. Hess et Yeung reconnaissent eux-mêmes que l'absence d'une méthodologie précise est la principale faiblesse de l'approche (2006 : 1201).

Enfin, Dicken ajoute un autre acteur à étudier dans les réseaux de production : les consommateurs. La production n'est pas la seule valeur importante (Dicken, 2007 : 19). En effet, la volonté des consommateurs à déboursier pour un bien influence en partie la mise sur le marché et les stratégies de vente. La consommation ne peut pas se confondre avec la demande (Dicken, 2007 : 19). Il est important de prendre en compte les processus socio-culturels impliqués dans les choix d'achat des individus. Ceci est particulièrement vrai dans

¹³¹ Les CVM sont coordonnées par cinq modes de gouvernance basées sur trois variables : la complexité de l'information transmise, la possibilité de la codifier efficacement ainsi que les capacités des fournisseurs (Gereffi et al, 2005 : 85).

le cas de l'industrie vestimentaire, concernée par les tendances de la mode et qui a particulièrement été touchée mondialement par diverses campagnes contre les *sweatshops*.

APPENDICE B

MÉTHODOLOGIE

La recherche s'est divisée en deux volets. Nous avons mené des recherches documentaires sur le sujet mais également des recherches empiriques constituées par des entrevues avec des acteurs importants des réseaux de production. La recherche documentaire a été effectuée avec les ressources disponibles à Montréal et lors d'une recherche sur le terrain à São Paulo (de février à juillet 2009). Dans cette ville, nous avons visité diverses bibliothèques universitaires et centres de recherche (Universidade de São Paulo, Fundação Gétúlio Vargas, Centro de Estudos Migratorios (lié à la Pastoral dos Migrantes), Observatorio Social, Centro de Apoio ao Imigrante et la bibliothèque de l'Associação brasileira da Industria Têxtil e de Confecção (ABIT)).

Les études sur la communauté bolivienne sont récentes. Elles ont été lancées par Da Silva en 1997. La plupart des recherches se concentrent en sociologie sur les réseaux de migrations et les conditions de travail dans les ateliers de couture. D'autres abordent le thème du racisme et de l'adaptation de la communauté au Brésil (avec l'expression culturelle des Boliviens à São Paulo). Une autre partie des études se concentre dans les études démographiques afin d'évaluer la présence des immigrants en termes numériques. Enfin, l'urbanisme s'est aussi approprié le sujet. La science politique demeure en retard. Néanmoins, la somme de ces études est parvenue à nous fournir un portrait général des Boliviens à São Paulo. Ces recherches ont permis de trouver les informations concernant l'implantation actuelle des migrants dans la ville : les secteurs d'emploi où ils sont concentrés ainsi que leurs conditions de travail. Étant donné que la plupart des études empiriques se sont faites auprès des

travailleurs boliviens, nous disposions d'un bon socle de départ. Cette réalité nous a poussé à voir le point de vue de ceux qui étaient plus rarement interrogés : les propriétaires de magasins et les propriétaires d'ateliers.

Nous avons également procédé à des recherches statistiques. Afin d'évaluer l'impact des importations chinoises sur le marché du vêtement, nous avons eu recours à des bases de données. Parmi celles-ci, nous avons utilisé UN Comtrade qui répertorie les importations et exportations globales par pays. Afin d'avoir une idée des quantités impliquées nous avons finalement utilisé le serveur Aliceweb qui fait partie du site www.desenvolvimento.gov.br. Sur ce site, nous avons eu accès aux données d'importations et d'exportations du Brésil et de ses partenaires commerciaux. Enfin, la recherche s'est appuyée sur des enquêtes statistiques publiées par l'ABIT qui est l'organisation du secteur textile et vestimentaire (voir ABDI, 2008 et IEMI, 2008). Les données sur le secteur vestimentaire sont assez difficiles à trouver nous avons donc dû nous fier à ces publications.

Pour le deuxième volet de la recherche, nous avons effectué une enquête terrain auprès des personnes impliquées dans notre sujet. Le but des entrevues était de récolter l'information la plus directe possible. Il ne s'agissait pas de rechercher des façons de penser mais bien des informations, le point de vue des différents intervenants. À cette fin nous avons rencontré : la consule de la Bolivie, deux représentants de groupes d'aides aux immigrants, une avocate défendant les droits des Boliviens, un représentant d'une association de patrons boliviens d'ateliers de couture, cinq Coréens (dont trois propriétaires de magasins commandant des vêtements aux ateliers boliviens, un ancien propriétaire d'ateliers et un représentant de la communauté coréenne), deux propriétaires d'ateliers de couture boliviens, ainsi qu'une couturière bolivienne. Dans tous les cas nous avons organisé des entrevues semi dirigées¹³² avec des questions s'appliquant à chaque cas particulier.

¹³² Sauf dans le cas du Père Mario Jeremiah qui a préféré répondre aux questions par courriel. Dans son cas, les questions étaient les mêmes que pour Paulo Illes du Centro de Apoio ao Migrante.

Deux groupes principaux fournissent de l'aide aux immigrants à São Paulo : la Pastoral do Migrante (Pastorale du Migrant) et le Centro de Apoio ao Imigrante (Centre d'appui à l'immigrant). Le premier est relié à une Église et est dirigé par le Père Mario Geremia. C'est un centre de rencontre des immigrants depuis plusieurs décennies. Les offices religieux sont donnés dans différentes langues dont l'espagnol une fois par semaine. C'est à ce centre qu'est associé le Centro de Estudos Migratorios (Centre d'Études Migratoires). La Casa do Migrante est également reliée à ces entités. Elle fournit un toit aux immigrants à São Paulo. Le deuxième centre est laïc. Il fournit des renseignements aux immigrants et effectue des recherches. Il travaille également en tant que groupe d'influence du gouvernement. Nous avons rencontré Paulo Illes, le coordonnateur du centre.

Nous avons également rencontré des propriétaires de boutiques coréens ainsi que des propriétaires d'ateliers de confection boliviens. Après de ces deux acteurs, nous avons cherché lors d'entrevues semi dirigées à savoir quels étaient les modes de fonctionnement de leurs activités et leurs rapports avec les autres éléments du réseau de production. Les commandes, le recrutement, les règlements de conflits, l'embauche de la main-d'œuvre immigrante, la perception de la concurrence dans leur secteur ont été différents thèmes abordés. L'établissement d'un contact avec les acteurs du secteur informel a visé à recueillir des données partielles sur la situation actuelle. Il n'est pas question d'exhaustivité mais bien d'accéder à une partie de la réalité de ce secteur caché. Les propriétaires de magasins coréens avaient chacun un rapport numérique différent aux ateliers boliviens : la proportion de recours aux ateliers boliviens varie entre 2-4% et 30-40%. Un des propriétaires interrogé intègre toute sa production et emploie quatre boliviennes sur ses dix employées. Un des propriétaires boliviens a un atelier déclaré et l'autre pas. L'autre propriétaire a un seul atelier déclaré.

Pour les Boliviens, l'entrevue a commencé spontanément par une description libre sur leurs conditions d'arrivées à São Paulo. Des précisions sur leur parcours et leur travail en tant que propriétaires ont été demandées par la suite. Dans le cas des propriétaires Coréens, les entrevues ont été intégralement semi dirigées.

Aucune entrevue n'a été enregistrée. Les propriétaires évoquaient leurs activités illégales : leur participation était strictement anonyme¹³³. Les notes étaient donc prises durant l'entrevue. Nous avons également pris des accords pour transmettre les résultats des données en portugais aux répondants qui étaient intéressés. Étant donné la fermeture de la communauté coréenne et bolivienne il a été difficile de multiplier les entrevues avec ces répondants. Un propriétaire coréen a été récemment mis en prison pour avoir fait des commandes avec un atelier non déclaré. Les propriétaires de magasins qui travaillent en majorité avec les Boliviens sont donc encore plus difficiles à contacter récemment. Les Boliviens sont également plutôt réservés et nous nous sommes limitées à deux propriétaires d'ateliers.

Malgré nos efforts, nous n'avons pu rencontrer des représentants du syndicat (nous avons notamment contacté le Syndicat des couturières de São Paulo et Osasco (Sindicato das Costureiras de São Paulo e Osasco), le plus important). Enfin, nous avons décidé de ne pas mener d'entrevues avec les immigrants boliviens travailleurs. La rencontre de Maria a été accidentelle, et nous avons préféré garder les résultats de cette entrevue à titre indicatif. Nous avons trouvé que les recherches sur les travailleurs de cette communauté sont assez développées pour reprendre les résultats. De plus, les couturiers ne sont généralement pas au courant des pratiques commerciales des ateliers et magasins. Il est intéressant de noter également que les propriétaires Boliviens ont commencé dans la branche en étant couturiers et n'ont acquis leur atelier que par la suite. Ils continuent parfois à y travailler.

Questions types avec les propriétaires de magasins coréens :

Depuis quand avez-vous ce magasin ? Est-ce que vos activités sont déclarées ? Est-ce que vous avez un atelier de couture ? À qui passez-vous les commandes ? Travaillez-vous avec des Boliviens ? Si oui, dans quelle proportion, est-ce que ce sont des ateliers déclarés ? Est-ce

¹³³ Tous les prénoms des propriétaires d'ateliers et de magasins ont été modifiés. Notons que la plupart des Coréens ont des prénoms brésiliens, adoptés une fois arrivés au Brésil. C'est pourquoi nous avons décidé de conserver cette donnée en leur attribuant des prénoms brésiliens.

que vous passez des intermédiaires pour travailler avec des Boliviens ? Acceptez-vous des commandes d'autres enseignes ? Existe t'il beaucoup de conflits avec vos fournisseurs ? Comment sont-ils réglés ? Existe t'il des règles formelles ou informelles dans vos rapports avec les ateliers de couture ? Où trouvez-vous les ateliers ? D'où vient la concurrence dans le secteur ? Savez-vous où sont formés les couturiers ? Avez-vous connaissance de Boliviens qui vendent des vêtements ?

Questions types avec les propriétaires d'ateliers boliviens :

Depuis quand avez-vous votre atelier de couture ? Votre atelier est-il déclaré ? Pourquoi l'avez-vous déclaré ? Voulez-vous le déclarer ? Où se situent les ateliers ? Avec quelle communauté travaillez-vous le plus ? Comment trouvez-vous les ateliers avec lesquels vous travaillez ? Avec quelle communauté préférez-vous travailler ? Y a t'il eu des changements dans les proportions ? Avez-vous des partenariats stables avec ces magasins ? Est-ce que vous vendez des vêtements ? Où trouvez-vous vos employés ? Combien font partie de votre famille ? Fournissez-vous le logement et la nourriture ? Avez-vous des papiers en règle ? Depuis quand ? Comment sont faits les contrats avec les magasins (écrits, oraux) ? Comment les prix sont-ils décidés ? Arrivez-vous à en discuter ? Connaissez-vous ou avez vous connu des conflits avec les magasins avec lesquels vous travailler ? Comment les réglez-vous ? D'où vient la concurrence dans le secteur ? Avez-vous des contacts fréquents avec les autres propriétaires d'ateliers ? Essayez-vous de vous organiser ?

Questions types avec les représentants de la communauté bolivienne :

Les questions étaient divisées en deux parties. Une partie portait sur des estimations statistiques. Une autre sur des questions plus générales. Parmi les statistiques, nous avons cherché à connaître le nombre de Boliviens (et autres latino-américains) à São Paulo, travaillant dans le secteur de la confection, combien possèdent des ateliers. Dans la deuxième partie, les questions suivantes ont été posées :

Quel est votre rôle dans la communauté ? Quelles sont les communautés qui travaillent le plus avec les Boliviens ? Les Boliviens sont-ils entrés dans la vente de vêtements ? Existe t'il des conflits entre les ateliers et les magasins ? Comment sont réglés les problèmes ? Comment les magasins et les ateliers entrent-ils en contact ? Où trouve t'on la main d'œuvre ? Existe t'il une organisation des propriétaires d'ateliers ? Quelles sont les communautés les mieux organisées ? Quels sont les avantages de la main d'œuvre bolivienne ? Les couturiers boliviens changent-ils souvent d'ateliers ? À quelle fréquence ? Y a t'il un changement dans le comportement des Coréens envers les ateliers boliviens ? Les ateliers formels de Boliviens emploient-ils des travailleurs sans papiers ? Existe t'il une collusion des prix dans la communauté coréenne.

APPENDICE C

LISTE DES ENTREVUES

A : Propriétaire d'atelier

G : Représentant du gouvernement

N : Représentant d'un organisme non-gouvernemental

T : Travailleur

V : Vendeur

Tableau C-1 Liste des entrevues

Nom	Organisation/Position	Lieu	Date	Secteur
Alexandre	Propriétaire de deux magasins, communauté coréenne	São Paulo, Bom Retiro	juin 2009	V
Andres	Propriétaire de deux ateliers de couture, communauté bolivienne	São Paulo, Brás	juin 2009	T et A
Camacho, Ruth	Avocate, communauté bolivienne	São Paulo, Santana	juin 2008	N
Cardona, Rosa Virginia	Consule de la Bolivie	São Paulo, Consolação	mai 2009	G

Hugo	Propriétaire d'un magasin, communauté coréenne	São Paulo, Bom Retiro	mai 2009	V
Illes, Paulo	Représentant Centro de Apoio Ao Imigrante	São Paulo, Pará	mars 2009	N
Kim, Luciano	Représentant de la Chambre de commerce Brésil-Corée du Sud	São Paulo, Bom Retiro	mai 2009	N
Lucas	Propriétaire d'un magasin, communauté coréenne	São Paulo, Bom Retiro	mai 2009	V
Maria	Travailleuse, communauté bolivienne	São Paulo, Bom Retiro	mai 2009	T
Pablo	Propriétaire d'atelier, communauté bolivienne	São Paulo, Brás	juillet 2009	T et A
Padre Mario Geremia ¹³⁴	Prêtre responsable de la Pastoral do Migrante	São Paulo, Glicerio	mai 2009	N
Roberto	Ancien travailleur et propriétaire d'atelier, communauté coréenne	São Paulo, Bom Retiro	mai 2009	T et A
Villegas, Juan	Représentant de l'association BOLBRA, communauté bolivienne	São Paulo, Brás	juillet 2009	N

¹³⁴ Étant arrivé en retard, à la suite de la présentation de mon projet je lui ai envoyé les questions par courriel, il a donc répondu par Internet une semaine plus tard.

APPENDICE D

LOI D'IMMIGRATION DU BRÉSIL

Le texte qui suit est la version originale de la loi d'immigration du Brésil, loi no 6815 adoptée le 19 août 1980 et toujours en vigueur. Elle définit les différents visas d'entrée, le statut des étrangers. Elle prévoit également les sanctions à appliquer contre les contrevenants à cette loi.

http://www.oas.org/Juridico/mla/pt/bra/pt_bra-ext-law-6815.html (page consultée le 24 octobre 2009)

- 1 - Título: **Estatuto do Estrangeiro - Lei n ° 6.815, de 19 de agosto de 1980.**
- 2 - Data de entrada em vigor: **10 de dezembro de 1981.**
- 3 - Origem do documento: **República Federativa do Brasil**
- 4 - Documentos relacionados: **Diário Oficial da União, de 10 de dezembro de 1981.**

LEI N ° 6.815, DE 19 DE AGOSTO DE 1980

Define a situação jurídica do estrangeiro no Brasil, cria o Conselho Nacional de Imigração, e dá outras providências.

O PRESIDENTE DA REPÚBLICA , faço saber que o CONGRESSO NACIONAL decreta e eu sanciono a seguinte Lei:

Art 1 ° Em tempo de paz, qualquer estrangeiro poderá, satisfeitas as condições desta Lei, entrar e permanecer no Brasil e dele sair, resguardados os interesses nacionais.

TÍTULO I

Da Aplicação

Art 2 ° Na aplicação desta Lei atender-se-á precipuamente à segurança nacional, à organização institucional, aos interesses políticos, sócio-econômicos e culturais do Brasil, bem assim à defesa do trabalhador nacional.

Art 3 ° A concessão do visto, a sua prorrogação ou transformação ficarão sempre condicionadas aos interesses nacionais.

TÍTULO II

Da Admissão, Entrada e Impedimento

CAPÍTULO I

Da Admissão

Art 4 ° Ao estrangeiro que pretenda entrar no território brasileiro poderá ser concedido visto:

- I - de trânsito;
- II - de turista;
- III - temporário;
- IV - permanente;
- V - de cortesia;
- VI - oficial; e
- VII - diplomático.

Parágrafo único. O visto é individual e sua concessão poderá estender-se a dependentes legais, observado o disposto no artigo 7 ° .

Art 5 ° Serão fixados em regulamento os requisitos para a obtenção dos vistos de entrada previstos nesta Lei.

Art 6 ° A posse ou a propriedade de bens no Brasil não confere ao estrangeiro o direito de obter visto de qualquer natureza, ou autorização de permanência no território brasileiro.

Art 7 ° Não se concederá visto ao estrangeiro:

- I - menor de dezoito anos, desacompanhado do responsável legal ou sem a sua autorização expressa;
- II - considerado nocivo à ordem pública ou aos interesses nacionais;
- III - anteriormente expulso do País, salvo se a expulsão tiver sido revogada;
- IV - condenado ou processado em outro país por crime doloso, passível de extradição segundo a lei brasileira; ou
- V - que não satisfaça as condições de saúde estabelecidas pelo Ministério da Saúde.

Art 8 ° O visto de trânsito poderá ser concedido ao estrangeiro que, para atingir o país de destino, tenha de entrar em território brasileiro.

§ 1 ° O visto de trânsito é válido para uma estada de até dez dias improrrogáveis e uma só entrada.

§ 2 ° Não se exigirá visto de trânsito ao estrangeiro em viagem contínua, que só se interrompa para as escalas obrigatórias do meio de transporte utilizado.

Art 9 ° O visto de turista poderá ser concedido ao estrangeiro que venha ao Brasil em caráter recreativo ou de visita, assim considerado aquele que não tenha finalidade imigratória, nem intuito de exercício de atividade remunerada.

Art 10. Poderá ser dispensada a exigência de visto, prevista no artigo anterior, ao turista nacional de país que dispense ao brasileiro idêntico tratamento.

Parágrafo único. A reciprocidade prevista neste artigo será, em todos os casos, estabelecida mediante acordo internacional, que observará o prazo de estada do turista fixado nesta Lei.

Art 11. A empresa transportadora deverá verificar, por ocasião do embarque, no exterior, a documentação exigida, sendo responsável, no caso de irregularidade apurada no momento da entrada, pela saída do estrangeiro, sem prejuízo do disposto no artigo 124, item VI.

Art 12. O prazo de estada do turista será de até noventa dias.

Parágrafo único. O prazo poderá ser reduzido, em cada caso, a critério do Ministério da Justiça.

Art 13. O visto temporário poderá ser concedido ao estrangeiro que pretenda vir ao Brasil:

I - em viagem cultural ou em missão de estudos;

II - em viagem de negócios;

III - na condição de artista ou desportista;

IV - na condição de estudante;

V - na condição de cientista, professor, técnico ou profissional de outra categoria, sob o regime de contrato ou a serviço do Governo brasileiro; e

VI - na condição de correspondente de jornal, revista, rádio, televisão ou agência noticiosa estrangeira.

Art 14. O prazo de estada no Brasil, nos casos dos itens II e III do artigo 13, será de até noventa dias, e, nos demais, salvo o disposto no parágrafo único deste artigo, o correspondente à duração da missão, do contrato, ou da prestação de serviços, comprovada perante a autoridade consular, observado o disposto na legislação trabalhista.

Parágrafo único. No caso do item IV do artigo 13 o prazo será de até um ano, prorrogável, quando for o caso, mediante prova do aproveitamento escolar e da matrícula.

Art 15. Ao estrangeiro referido nos itens III ou V do artigo 13 só se concederá o visto se satisfizer as exigências especiais estabelecidas pelo Conselho Nacional de Imigração e for parte em contrato de trabalho visado pelo Ministério do Trabalho, salvo no caso de comprovada prestação de serviço ao Governo brasileiro.

Art 16. O visto permanente poderá ser concedido ao estrangeiro que pretenda se fixar definitivamente no Brasil.

Parágrafo único. A imigração objetivará, primordialmente, propiciar mão-de-obra especializada aos vários setores da economia nacional, visando ao aumento da produtividade, à assimilação de tecnologia e à captação de recursos para setores específicos.

Art 17. Para obter visto permanente o estrangeiro deverá satisfazer, além dos requisitos referidos no artigo 5 ° , às exigências de caráter especial previstas nas normas de seleção de imigrantes, estabelecidas pelo Conselho Nacional de Imigração.

Art 18. A concessão do visto permanente poderá ficar condicionada, por prazo não superior a cinco anos, ao exercício de atividade certa e à fixação em região determinada do território brasileiro.

Art 19. O Ministério das Relações Exteriores definirá os casos de concessão, prorrogação ou dispensa dos vistos diplomáticos, oficial e de cortesia.

Art 20. Pela concessão de visto cobrar-se-ão emolumentos consulares, ressalvados:

I - os regulados por acordos que concedam gratuidade;

II - os vistos de cortesia, oficial ou diplomático;

III - os vistos de trânsito, temporário ou de turista, se concedidos a titulares de passaporte diplomático ou de serviço.

Parágrafo único. A validade para a utilização de qualquer dos vistos é de noventa dias, contados da data de sua concessão, podendo ser prorrogada pela autoridade consular uma só vez, por igual prazo, cobrando-se os emolumentos devidos.

Art 21. Ao natural de país limítrofe, domiciliado em cidade contígua ao território brasileiro, respeitados os interesses da segurança nacional, poder-se-á permitir a entrada nos municípios fronteiriços a seu respectivo país, desde que apresente prova de identidade.

§ 1 ° Ao estrangeiro, referido neste artigo, que pretenda exercer atividade remunerada ou freqüentar estabelecimento de ensino naqueles municípios, será fornecido documento especial que o identifique e caracterize a sua condição, e, ainda, carteira de trabalho e previdência social, quando for o caso.

§ 2 ° Os documentos referidos no parágrafo anterior não conferem o direito de residência no Brasil, nem autorizam o afastamento dos limites territoriais daqueles municípios.

CAPÍTULO II

Da Entrada

Art 22. A entrada no território brasileiro far-se-á somente pelos locais onde houver fiscalização dos órgãos competentes dos Ministérios da Saúde, da Justiça e da Fazenda.

Art 23. O transportador ou seu agente responderá, a qualquer tempo, pela manutenção e demais despesas do passageiro em viagem contínua ou do tripulante que não estiver presente por ocasião da saída do meio de transporte, bem como pela retirada dos mesmos do território brasileiro.

Art 24. Nenhum estrangeiro procedente do exterior poderá afastar-se do local de entrada e inspeção sem que o seu documento de viagem e o cartão de entrada e saída hajam sido visados.

Art 25. Não poderá ser resgatado no Brasil, sem prévia autorização do Ministério da Justiça, o bilhete de viagem do estrangeiro que tenha entrado no território brasileiro na condição de turista ou em trânsito.

CAPÍTULO III

Do Impedimento

Art 26. O visto concedido pela autoridade consular configura mera expectativa de direito, podendo a entrada, a estada ou o registro do estrangeiro ser obstado ocorrendo qualquer dos casos do artigo 7º, ou a inconveniência de sua presença no território brasileiro, a critério do Ministério da Justiça.

§ 1º O estrangeiro que se tiver retirado do País sem recolher a multa devida em virtude desta Lei, não poderá reentrar sem efetuar o seu pagamento, acrescido de correção monetária.

§ 2º O impedimento de qualquer dos integrantes da família poderá estender-se a todo o grupo familiar.

Art 27. A empresa transportadora responde, a qualquer tempo, pela saída do clandestino e do impedido.

Parágrafo único. Na impossibilidade da saída imediata do impedido ou do clandestino, o Ministério da Justiça poderá permitir a sua entrada condicional, mediante termo de responsabilidade firmado pelo representante da empresa transportadora, que lhe assegure a manutenção, fixados o prazo de estada e o local em que deva permanecer o impedido, ficando o clandestino custodiado pelo prazo máximo de trinta dias, prorrogável por igual período.

TÍTULO III

Da Condição de Asilado

Art 28. O estrangeiro admitido no território brasileiro na condição de asilado político ficará sujeito, além dos deveres que lhe forem impostos pelo Direito Internacional, a cumprir as disposições da legislação vigente e as que o Governo brasileiro lhe fixar.

Art 29. O asilado não poderá sair do País sem prévia autorização do Governo brasileiro.

Parágrafo único. A inobservância do disposto neste artigo importará na renúncia ao asilo e impedirá o reingresso nessa condição.

TÍTULO IV

Do Registro e suas Alterações

CAPÍTULO I

Do Registro

Art 30. O estrangeiro admitido na condição de permanente, de temporário (art. 13, itens I, e de IV a VI), ou de asilado, é obrigado a registrar-se no Ministério da Justiça, dentro dos trinta dias seguintes à entrada ou à concessão do asilo e a identificar-se pelo sistema datiloscópico, observadas as disposições regulamentares.

Art 31. O nome e a nacionalidade do estrangeiro, para o efeito de registro, serão os constantes do documento de viagem.

Art 32. O titular de visto diplomático, oficial ou de cortesia, acreditado junto ao Governo brasileiro, ou cujo prazo previsto de estada no País seja superior a noventa dias, deverá providenciar seu registro no Ministério das Relações Exteriores.

Parágrafo único. O estrangeiro titular de passaporte de serviço, oficial ou diplomático, que haja entrado no Brasil ao amparo de acordo de dispensa de visto, deverá, igualmente, proceder ao registro mencionado neste artigo sempre que sua estada no Brasil deva ser superior a noventa dias.

Art 33. Ao estrangeiro registrado será, fornecido documento de identidade.

Parágrafo único. A emissão de documento de identidade, salvo nos casos de asilado ou de titular de visto de cortesia, oficial ou diplomático, está sujeita ao pagamento da taxa prevista na tabela de que trata o artigo 130.

CAPÍTULO II

Da Prorrogação do Prazo de Estada

Art 34. Ao estrangeiro que tenha entrado na condição de turista, temporário ou asilado, e aos titulares de visto de cortesia, oficial ou diplomático, poderá ser concedida a prorrogação do prazo de estada no Brasil.

Art 35. A prorrogação do prazo de estada do turista não excederá a noventa dias, podendo ser cancelada a critério do Ministério da Justiça.

CAPÍTULO III

Da Transformação dos Vistos

Art 36. O titular do visto de que trata o artigo 13, item V, poderá obter transformação do mesmo para permanente (art. 16), satisfeitas as condições previstas nesta Lei e no seu Regulamento.

Parágrafo único. Na transformação do visto poderá aplicar-se o disposto no artigo 18.

Art 37. É vedada a legalização da estada de clandestino e de irregular, e a transformação em permanente, dos vistos de trânsito, de turista, temporário (art. 13, itens I a IV e VI) e de cortesia.

Art 38. O titular de visto diplomático ou oficial poderá obter transformação desses vistos para temporário (art. 13, itens I a VI) ou para permanente (art. 16), ouvido o Ministério das Relações Exteriores, e satisfeitas as exigências previstas nesta Lei e no seu Regulamento.

Parágrafo único. A transformação do visto oficial ou diplomático em temporário ou permanente importará na cessação de todas as prerrogativas, privilégios e imunidades decorrentes daqueles vistos.

Art 39. A solicitação da transformação de visto não impede a aplicação do disposto no artigo 56, se o estrangeiro ultrapassar o prazo legal de estada no território brasileiro.

Parágrafo único. Do despacho que denegar a transformação do visto, caberá pedido de reconsideração na forma definida em Regulamento.

Art 40. A transformação de vistos de que tratam os artigos 36 e 38 ficará sem efeito, se não for efetuado o registro no prazo de noventa dias, contados da publicação, no *Diário Oficial*, do deferimento do pedido.

Art 41. O titular de quaisquer dos vistos definidos nos artigos 8 °, 9 °, 10, 13 e 16 poderá ter os mesmos transformados para oficial ou diplomático.

CAPÍTULO IV

Da Alteração de Assentamentos

Art 42. O nome do estrangeiro, constante do registro (art. 30), poderá ser alterado:

I - se estiver comprovadamente errado;

II - se tiver sentido pejorativo ou expuser o titular ao ridículo;ou

III - se for de pronúncia e compreensão difíceis e puder ser traduzido ou adaptado à prosódia da língua portuguesa.

§ 1 ° O pedido de alteração de nome deverá ser instruído com a documentação prevista em Regulamento e será sempre objeto de investigação sobre o comportamento do requerente.

§ 2 ° Os erros materiais no registro serão corrigidos de ofício.

§ 3 ° A alteração decorrente de desquite ou divórcio obtido em país estrangeiro dependerá de homologação, no Brasil, da sentença respectiva.

§ 4 ° Poderá ser averbado no registro o nome abreviado usado pelo estrangeiro como firma comercial registrada ou em qualquer atividade profissional.

Art 43. Compete ao Ministro da Justiça autorizar a alteração de assentamentos constantes do registro de estrangeiro.

CAPÍTULO V

Da Atualização do Registro

Art 44. A Junta Comercial, ao registrar firma de que participe estrangeiro, remeterá ao Ministério da Justiça os dados de identificação do estrangeiro e os do seu documento de identidade emitido no Brasil.

Parágrafo único. Tratando-se de sociedade anônima, a providência é obrigatória em relação ao estrangeiro que figure na condição de administrador, gerente ou diretor.

Art 45. Os Cartórios de Registro Civil remeterão, mensalmente, ao Ministério da Justiça, cópia dos registros de casamento e de óbito de estrangeiro.

Art 46. O estabelecimento hoteleiro, a empresa imobiliária, o proprietário, locador, sublocador ou locatário de imóvel e o síndico de edifício remeterão ao Ministério da Justiça os dados de identificação do estrangeiro admitido na condição de hóspede, locatário, sublocatário ou morador.

Art 47. Salvo o disposto no § 1 ° do artigo 21, a admissão de estrangeiro a serviço de entidade pública ou privada, ou a matrícula em estabelecimento de ensino de qualquer grau, só se efetivará se o mesmo estiver devidamente registrado (art. 30).

Parágrafo único. As entidades a que se refere este artigo remeterão ao Ministério da Justiça, que dará conhecimento ao Ministério do Trabalho, quando for o caso, os dados de identificação do estrangeiro admitido ou matriculado, e comunicarão, à medida que ocorrer, o

término do contrato de trabalho, sua rescisão ou prorrogação, bem como a suspensão ou cancelamento da matrícula e a conclusão do curso.

CAPÍTULO VI

Do Cancelamento e do Restabelecimento do Registro

Art 48. O estrangeiro terá o registro cancelado:

I - se obtiver naturalização brasileira;

II - se tiver decretada sua expulsão;

III - se requerer a saída do território brasileiro em caráter definitivo, renunciando, expressamente, ao direito de retorno previsto no artigo 50;

IV - se permanecer ausente do Brasil por prazo superior ao previsto no artigo 50;

V - se ocorrer a transformação de visto de que trata o artigo 41;

VI - se houver transgressão do artigo 18, artigo 36, parágrafo único, ou 98 a 100; e

VII - se temporário ou asilado, no término do prazo de sua estada no território brasileiro.

§ 1 ° O registro poderá ser restabelecido, nos casos dos itens I ou II, se cessada a causa do cancelamento, e, nos demais casos, se o estrangeiro retornar ao território brasileiro com visto de que trata o artigo 13 ou 16, ou obtiver a transformação prevista no artigo 38.

§ 2 ° Ocorrendo a hipótese prevista no item III deste artigo, o estrangeiro deverá proceder à entrega do documento de identidade para estrangeiro e deixar o território brasileiro dentro de trinta dias.

§ 3 ° Se da solicitação de que trata o item III deste artigo resultar isenção de ônus fiscal ou financeiro, o restabelecimento do registro dependerá, sempre, da satisfação prévia dos referidos encargos.

TÍTULO V

Da Saída e do Retorno

Art 49. Não se exigirá visto de saída do estrangeiro que pretender sair do território brasileiro.

§ 1 ° O Ministro da Justiça poderá, a qualquer tempo, estabelecer a exigência de visto de saída, quando razões de segurança interna aconselharem a medida.

§ 2 ° Na hipótese do parágrafo anterior, o ato que estabelecer a exigência disporá sobre o prazo de validade do visto e as condições para a sua concessão.

§ 3 ° O asilado deverá observar o disposto no artigo 29.

Art 50. O estrangeiro registrado como permanente, que se ausentar do Brasil, poderá regressar independentemente de visto se o fizer dentro de dois anos.

Parágrafo único. A prova da data de saída, para os fins deste artigo, far-se-á pela anotação aposta, pelo órgão competente do Ministério da Justiça, no documento de viagem do estrangeiro, no momento em que o mesmo deixar o território brasileiro.

Art 51. O estrangeiro registrado como temporário, que se ausentar do Brasil, poderá regressar independentemente de novo visto, se o fizer dentro do prazo de validade de sua estada no território brasileiro.

Art 52. O estrangeiro titular de visto consular de turista, que se ausentar do Brasil, poderá regressar independentemente de novo visto, se o fizer dentro do prazo de estada, no território brasileiro, fixado no visto.

TÍTULO VI

Do Documento de Viagem para Estrangeiro

Art 53. São documentos de viagem o passaporte para estrangeiro e o "*laissez - passer* ."

Parágrafo único. Os documentos de que trata este artigo são de propriedade da União, cabendo a seus titulares a posse direta e o uso regular.

Art 54. Poderá ser concedido passaporte para estrangeiro:

I - no Brasil:

- a) ao apátrida e ao de nacionalidade indefinida;
- b) a nacional de país que não tenha representação diplomática ou consular no Brasil, nem representante de outro país encarregado de protegê-lo;
- c) a asilado ou a refugiado, como tal admitido no Brasil.

II - no Brasil e no exterior, ao cônjuge ou à viúva de brasileiro que haja perdido a nacionalidade originária em virtude do casamento.

Parágrafo único. A concessão de passaporte, no caso da letra *b* , do item I deste artigo, dependerá de prévia consulta ao Ministério das Relações Exteriores.

Art 55. O "*laissez - passer* " poderá ser concedido, no Brasil ou no exterior, ao estrangeiro portador de documento de viagem emitido por governo não reconhecido pelo Governo brasileiro, ou não válido para o Brasil.

Parágrafo único. A concessão, no exterior, de "*laissez - passer* " a estrangeiro registrado no Brasil como permanente, temporário ou asilado, dependerá de audiência prévia do Ministério da Justiça.

TÍTULO VII

Da Deportação

Art 56. Nos casos de entrada ou estada irregular de estrangeiro, se este não se retirar voluntariamente do território brasileiro no prazo fixado em Regulamento, será promovida sua deportação.

§ 1 ° Será igualmente deportado o estrangeiro que infringir o disposto nos artigos 21 § 2 ° , 24, 36, parágrafo único, 97 a 100, § § 1 ° ou 2 ° do artigo 103 ou artigo 104.

§ 2 ° Desde que conveniente aos interesses nacionais, a deportação far-se-á independentemente da fixação do prazo de que trata o *caput* deste artigo.

Art 57. A deportação consistirá na saída compulsória do estrangeiro.

Parágrafo único. A deportação far-se-á para o país da nacionalidade ou de procedência do estrangeiro, ou para outro que consinta em recebê-lo.

Art 58. Não sendo apurada a responsabilidade do transportador pelas despesas com a retirada do estrangeiro, nem podendo este ou terceiro por ela responder, serão as mesmas custeadas pelo Tesouro Nacional.

Art 59. O estrangeiro poderá ser dispensado de quaisquer penalidades relativas à entrada ou estada irregular no Brasil ou formalidade cujo cumprimento possa dificultar a deportação.

Art 60. O estrangeiro, enquanto não se efetivar a deportação, poderá ser recolhido à prisão por ordem do Ministro da Justiça, pelo prazo de sessenta dias.

Parágrafo único. Sempre que não for possível, dentro do prazo previsto neste artigo, determinar-se a identidade do deportando ou obter-se documento de viagem para promover a sua retirada, a prisão poderá ser prorrogada por igual período, findo o qual será ele posto em liberdade, aplicando-se o disposto no artigo 72.

Art 61. Não sendo exequível a deportação ou quando existirem indícios sérios de periculosidade ou indesejabilidade do estrangeiro, proceder-se-á a sua expulsão.

Art 62. Não se procederá à deportação se implicar em extradição inadmitida pela lei brasileira.

Art 63. O deportado só poderá reingressar no território brasileiro se ressarcir o Tesouro Nacional, com correção monetária, das despesas com a sua deportação e efetuar, se for o caso, o pagamento da multa devida à época, também corrigida.

TÍTULO VIII

Da Expulsão

Art 64. É passível de expulsão o estrangeiro que, de qualquer forma, atentar contra a segurança nacional, a ordem política ou social, a tranqüilidade ou moralidade pública e a economia popular, ou cujo procedimento o torne nocivo à conveniência e aos interesses nacionais.

Parágrafo único. É passível, também, de expulsão o estrangeiro que:

- a) praticar fraude a fim de obter a sua entrada ou permanência no Brasil;
- b) havendo entrado no território brasileiro com infração à lei, dele não se retirar no prazo que lhe for determinado para fazê-lo, não sendo aconselhável a deportação;
- c) entregar-se à vadiagem ou à mendicância; ou
- d) desrespeitar proibição especialmente prevista em lei para estrangeiro.

Art 65. Caberá exclusivamente ao Presidente da República resolver sobre a conveniência e a oportunidade da expulsão ou de sua revogação.

Parágrafo único. A medida expulsória ou a sua revogação far-se-á por decreto.

Art 66. Desde que conveniente ao interesse nacional, a expulsão do estrangeiro poderá efetivar-se ainda que haja processo ou tenha ocorrido condenação.

Art 67. Os órgãos do Ministério Público remeterão ao Ministério da Justiça, de ofício, até trinta dias após o trânsito em julgado, cópia da sentença condenatória de estrangeiro autor de crime doloso ou de qualquer crime contra a segurança nacional, a ordem política ou social, a economia popular, a moralidade ou a saúde pública, assim como da folha de antecedentes penais constantes dos autos.

Parágrafo único. O Ministro da Justiça, recebidos os documentos mencionados neste artigo, determinará a instauração de inquérito para a expulsão do estrangeiro.

Art 68. O Ministro da Justiça, a qualquer tempo, poderá determinar a prisão, por noventa dias, do estrangeiro submetido a processo de expulsão e, para concluir o inquérito ou assegurar a execução da medida, prorrogá-la por igual prazo.

Parágrafo único. Em caso de medida interposta junto ao Poder Judiciário que suspenda, provisoriamente, a efetivação do ato expulsório, o prazo de prisão de que trata a parte final do *caput* deste artigo ficará interrompido, até a decisão definitiva do Tribunal a que estiver submetido o feito.

Art 69. Compete ao Ministro da Justiça, de ofício ou acolhendo solicitação fundamentada, determinar a instauração de inquérito para a expulsão do estrangeiro.

Art 70. Nos casos de infração contra a segurança nacional, a ordem política ou social e a economia popular, assim como nos casos de comércio, posse ou facilitação de uso indevido de substância entorpecente ou que determine dependência física ou psíquica, ou de desrespeito a proibição especialmente prevista em lei para estrangeiro, o inquérito será sumário e não excederá o prazo de quinze dias, dentro do qual fica assegurado ao expulsando o direito de defesa.

Art 71. Salvo as hipóteses previstas no artigo anterior, caberá pedido de reconsideração no prazo de dez dias a contar da publicação do decreto de expulsão no *Diário Oficial* da União.

Art 72. O estrangeiro, cuja prisão não se torne necessária, ou que tenha o prazo desta vencido, permanecerá em liberdade vigiada, em lugar designado pelo Ministro da Justiça, e guardará as normas de comportamento que lhe forem estabelecidas.

Parágrafo único. Descumprida qualquer das normas fixadas de conformidade com o disposto neste artigo ou no seguinte, o Ministro da Justiça, a qualquer tempo, poderá determinar a prisão administrativa do estrangeiro, cujo prazo não excederá a noventa dias.

Art 73. O Ministro da Justiça poderá modificar, de ofício ou a pedido, as normas de conduta impostas ao estrangeiro e designar outro lugar para a sua residência.

Art 74. Não se procederá à expulsão se implicar em extradição inadmitida pela lei brasileira.

TÍTULO IX

Da Extradição

Art 75. A extradição poderá ser concedida quando o governo requerente se fundamentar em convenção, tratado ou quando prometer ao Brasil a reciprocidade.

Art 76. Não se concederá a extradição quando:

I - se tratar de brasileiro, salvo se a aquisição dessa nacionalidade verificar-se após o fato que motivar o pedido;

II - o fato que motivar o pedido não for considerado crime no Brasil ou no Estado requerente;

III - o Brasil for competente, segundo suas leis, para julgar o crime imputado ao extraditando;

IV - a lei brasileira impuser ao crime a pena de prisão igual ou inferior a um ano;

V - o extraditando estiver a responder a processo ou já houver sido condenado ou absolvido no Brasil pelo mesmo fato em que se fundar o pedido;

VI - estiver extinta a punibilidade pela prescrição segundo a lei brasileira ou a do Estado requerente;

VII - o fato constituir crime político; e

VIII - o extraditando houver de responder, no Estado requerente, perante Tribunal ou Juízo de exceção.

§ 1º A exceção do item VII não impedirá a extradição quando o fato constituir, principalmente, infração da lei penal comum, ou quando o crime comum, conexo ao delito político, constituir o fato principal.

§ 2º Caberá, exclusivamente, ao Supremo Tribunal Federal a apreciação do caráter da infração.

§ 3º O Supremo Tribunal Federal poderá deixar de considerar crimes políticos os atentados contra Chefes de Estado ou quaisquer autoridades, bem assim os atos de anarquismo, terrorismo, sabotagem, seqüestro de pessoa, ou que importem propaganda de guerra ou de processos violentos para subverter a ordem política ou social.

Art 77. São condições para concessão da extradição:

I - ter sido o crime cometido no território do Estado requerente ou serem aplicáveis ao extraditando as leis penais desse Estado; e

II - existir sentença final de privação de liberdade, ou estar a prisão do extraditando autorizada por juiz, tribunal ou autoridade competente do Estado requerente, salvo o disposto no artigo 81.

Art 78. Quando mais de um Estado requerer a extradição da mesma pessoa, pelo mesmo fato, terá preferência o pedido daquele em cujo território a infração foi cometida.

§ 1º Tratando-se de crimes diversos, terão preferência sucessivamente:

I - o Estado requerente em cujo território haja sido cometido o crime mais grave, segundo a lei brasileira;

II - o que em primeiro lugar houver pedido a entrega do extraditando, se a gravidade dos crimes for idêntica; e

III - o Estado de origem, ou, na sua falta, o domiciliar do extraditando, se os pedidos forem simultâneos.

§ 2º Nos casos não previstos decidirá sobre a preferência o Governo brasileiro.

§ 3 ° Havendo tratado ou convenção com algum dos Estados requerentes, prevalecerão suas normas no que disserem respeito à preferência de que trata este artigo.

Art 79. A extradição será requerida por via diplomática ou, na falta de agente diplomático do Estado que a requerer, diretamente de Governo a Governo, devendo o pedido ser instruído com a cópia autêntica ou a certidão da sentença condenatória, da de pronúncia ou da que decretar a prisão preventiva, proferida por juiz ou autoridade competente. Esse documento ou qualquer outro que se juntar ao pedido conterà indicações precisas sobre o local, data, natureza e circunstâncias do fato criminoso, identidade do extraditando, e, ainda, cópia dos textos legais sobre o crime, a pena e sua prescrição.

§ 1 ° O encaminhamento do pedido por via diplomática confere autenticidade aos documentos.

§ 2 ° Não havendo tratado ou convenção que disponha em contrário, os documentos indicados neste artigo serão acompanhados de versão oficialmente feita para o idioma português no Estado requerente.

Art 80. O Ministério das Relações Exteriores remeterá o pedido ao Ministério da Justiça, que ordenará a prisão do extraditando colocando-o à disposição do Supremo Tribunal Federal.

Art 81. Em caso de urgência, poderá ser ordenada a prisão preventiva do extraditando desde que pedida, em termos hábeis, qualquer que seja o meio de comunicação, por autoridade competente, agente diplomático ou consular do Estado requerente.

§ 1 ° O pedido, que noticiará o crime cometido, deverá fundamentar-se em sentença condenatória, auto de prisão em flagrante, mandado de prisão ou, ainda, em fuga do indiciado.

§ 2 ° Efetivada a prisão, o Estado requerente deverá formalizar o pedido em noventa dias, na conformidade do artigo 79.

§ 3 ° A prisão com base neste artigo não será mantida além do prazo referido no parágrafo anterior, nem se admitirá novo pedido pelo mesmo fato sem que a extradição haja sido formalmente requerida.

Art 82. Nenhuma extradição será concedida sem prévio pronunciamento do plenário do Supremo Tribunal Federal sobre sua legalidade e procedência, não cabendo recurso da decisão.

Art 83. Efetivada a prisão do extraditando (artigo 80), o pedido será encaminhado ao Supremo Tribunal Federal.

Parágrafo único. A prisão perdurará até o julgamento final do Supremo Tribunal Federal, não sendo admitidas a liberdade vigiada, a prisão domiciliar, nem a prisão-albergue.

Art 84. Ao receber o pedido, o Relator designará dia e hora para o interrogatório do extraditando e, conforme o caso, dar-lhe-á curador ou advogado, senão o tiver, correndo do interrogatório o prazo de dez dias para a defesa.

§ 1 ° A defesa versará sobre a identidade da pessoa reclamada, defeito de forma dos documentos apresentados ou ilegalidade da extradição.

§ 2 ° Não estando o processo devidamente instruído, o Tribunal, a requerimento do Procurador-Geral da República, poderá converter o julgamento em diligência para suprir a falta no prazo improrrogável, de sessenta dias, decorridos os quais o pedido será julgado independentemente da diligência.

§ 3 ° O prazo referido no parágrafo anterior correrá da data da notificação que o Ministério das Relações Exteriores fizer à Missão Diplomática do Estado requerente.

Art 85. Concedida a extradição, será o fato comunicado através do Ministério das Relações Exteriores à Missão Diplomática do Estado requerente que, no prazo de sessenta dias da comunicação, deverá retirar o extraditando do território brasileiro.

Art 86. Se o Estado requerente não retirar o extraditando do território brasileiro no prazo do artigo anterior, será ele posto em liberdade, sem prejuízo de responder a processo de expulsão se o motivo da extradição o recomendar.

Art 87. Negada a extradição não se admitirá novo pedido baseado no mesmo fato.

Art 88. Quando o extraditando estiver sendo processado, ou tiver sido condenado, no Brasil, por crime punível com pena privativa de liberdade, a extradição será executada somente depois da conclusão do processo ou do cumprimento da pena, ressalvado, entretanto, o disposto no artigo 66.

Parágrafo único. A entrega do extraditando ficará igualmente adiada se a efetivação da medida puser em risco a sua vida por causa de enfermidade grave comprovada por laudo médico oficial.

Art 89. O Governo poderá entregar o extraditando ainda que responda a processo ou esteja condenado por contravenção.

Art 90. Não será efetivada a entrega sem que o Estado requerente assumo o compromisso:

- I - de não ser o extraditando preso nem processado por fatos anteriores ao pedido;
- II - de computar o tempo de prisão que, no Brasil, foi imposta por força da extradição;
- III - de comutar em pena privativa de liberdade a pena corporal ou de morte, ressalvados, quanto à última, os casos em que a lei brasileira permitir a sua aplicação;
- IV - de não ser o extraditando entregue, sem consentimento do Brasil, a outro Estado que o reclame; e
- V - de não considerar qualquer motivo político para agravar a pena.

Art 91. A entrega do extraditando, de acordo com as leis brasileiras e respeitado o direito de terceiro, será feita com os objetos e instrumentos do crime encontrados em seu poder.

Parágrafo único. Os objetos e instrumentos referidos neste artigo poderão ser entregues independentemente da entrega do extraditando.

Art 92. O extraditando que, depois de entregue ao Estado requerente, escapar à ação da Justiça e homiziar-se no Brasil, ou por ele transitar, será detido mediante pedido feito diretamente por via diplomática, e de novo entregue sem outras formalidades.

Art 93. Salvo motivo de ordem pública, poderá ser permitido, pelo Ministro da Justiça, o trânsito, no território brasileiro, de pessoas extraditadas por Estados estrangeiros, bem assim o da respectiva guarda, mediante apresentação de documentos comprobatórios de concessão da medida.

TÍTULO X

Dos Direitos e Deveres do Estrangeiro

Art 94. O estrangeiro residente no Brasil goza de todos os direitos reconhecidos aos brasileiros, nos termos da Constituição e das leis.

Art 95. Sempre que lhe for exigido por qualquer autoridade ou seu agente, o estrangeiro deverá exhibir documento comprobatório de sua estada legal no território brasileiro.

Parágrafo único. Para os fins deste artigo e dos artigos 42, 44, 46 e 47, o documento deverá ser apresentado no original.

Art 96. O exercício de atividade remunerada e a matrícula em estabelecimento de ensino são permitidos ao estrangeiro com as restrições estabelecidas nesta Lei e no seu Regulamento.

Art 97. Ao estrangeiro que se encontra no Brasil ao amparo de visto de turista, de trânsito ou temporário de que trata o artigo 13, item IV, bem como aos dependentes de titulares de quaisquer vistos temporários é vedado o exercício de atividade remunerada. Ao titular de visto temporário de que trata o artigo 13, item VI, é vedado o exercício de atividade remunerada por fonte brasileira.

Art 98. Ao estrangeiro titular de visto temporário e ao que se encontre no Brasil na condição do artigo 21, § 1º, é vedado estabelecer-se com firma individual, ou exercer cargo ou função de administrador, gerente ou diretor de sociedade comercial ou civil, bem como inscrever-se em entidade fiscalizadora do exercício de profissão regulamentada.

Art 99. O estrangeiro admitido na condição de temporário, sob regime de contrato, só poderá exercer atividade junto à entidade pela qual foi contratado, na oportunidade da concessão do visto, salvo autorização expressa do Ministério da Justiça, ouvido o Ministério do Trabalho.

Art 100. O estrangeiro admitido na forma do artigo 18, ou do artigo 36, parágrafo único, para o desempenho de atividade profissional certa, e a fixação em região determinada, não poderá, dentro do prazo que lhe for fixado na oportunidade da concessão ou da transformação do visto, mudar de domicílio nem de atividade profissional, ou exercê-la fora daquela região, salvo em caso excepcional, mediante autorização prévia do Ministério da Justiça, ouvido o Ministério do Trabalho, quando necessário.

Art 101. O estrangeiro registrado é obrigado a comunicar ao Ministério da Justiça a mudança do seu domicílio ou residência, devendo fazê-lo nos trinta dias imediatamente seguintes à sua efetivação.

Art 102. O estrangeiro que adquirir nacionalidade diversa da constante do registro (art. 30) deverá, nos noventa dias seguintes, requerer a averbação da nova nacionalidade em seus assentamentos.

Art 103. O portador de visto de cortesia, oficial ou diplomático, só poderá exercer atividade remunerada em favor do Estado estrangeiro, organização ou agência internacional de caráter

intergovernamental a cujo serviço se encontre no País, ou do Governo ou de entidade brasileiros, mediante instrumento internacional firmado com outro Governo que encerre cláusula específica sobre o assunto.

§ 1 ° O serviçal com visto de cortesia só poderá exercer atividade remunerada a serviço particular de titular de visto de cortesia, oficial ou diplomático.

§ 2 ° A missão, organização ou pessoa, a cujo serviço se encontra o serviçal, fica responsável pela sua saída do território brasileiro, no prazo de trinta dias, a contar da data em que cessar o vínculo empregatício, sob pena de deportação do mesmo.

§ 3 ° Ao titular de quaisquer dos vistos referidos neste artigo não se aplica o disposto na legislação trabalhista brasileira.

Art 104. Ao estrangeiro que tenha entrado no Brasil na condição de turista ou em trânsito é proibido o engajamento como tripulante em porto brasileiro, salvo em navio de bandeira de seu País, por viagem não redonda, a requerimento do transportador ou do seu agente, mediante autorização do Ministério da Justiça.

Art 105. É vedado ao estrangeiro:

I - ser proprietário, armador ou comandante de navio nacional, inclusive nos serviços de navegação fluvial e lacustre;

II - ser proprietário de empresa jornalística de qualquer espécie, e de empresas de televisão e de radiodifusão, sócio ou acionista de sociedade proprietária dessas empresas;

III - ser responsável, orientador intelectual ou administrativo das empresas mencionadas no item anterior;

IV - obter concessão ou autorização para a pesquisa, prospecção, exploração e aproveitamento das jazidas, minas e demais recursos minerais e dos potenciais de energia hidráulica;

V - ser proprietário ou explorador de aeronave brasileira, ressalvado o disposto na legislação específica;

VI - ser corretor de navios, de fundos públicos, leiloeiro e despachante aduaneiro;

VII - participar da administração ou representação de sindicato ou associação profissional, bem como de entidade fiscalizadora do exercício de profissão regulamentada;

VIII - ser prático de barras, portos, rios, lagos e canais;

IX - possuir, manter ou operar, mesmo como amador, aparelho de radiodifusão, de radiotelegrafia e similar, salvo reciprocidade de tratamento; e

X - prestar assistência religiosa às Forças Armadas e auxiliares, e também aos estabelecimentos de internação coletiva.

§ 1 ° O disposto no item I deste artigo não se aplica aos navios nacionais de pesca.

§ 2 ° Ao português, no gozo dos direitos e obrigações previstos no Estatuto da Igualdade, apenas lhe é defeso:

- a) assumir a responsabilidade e a orientação intelectual e administrativa das empresas mencionadas no item II deste artigo;
- b) ser proprietário, armador ou comandante de navio nacional, inclusive de navegação fluvial e lucustre, ressalvado o disposto no parágrafo anterior; e
- c) prestar assistência religiosa às Forças Armadas e auxiliares.

Art 106. O estrangeiro admitido no território brasileiro não pode exercer atividade de natureza política, nem se imiscuir, direta ou indiretamente, nos negócios públicos do Brasil, sendo-lhe especialmente vedado:

I - organizar, criar ou manter sociedade ou quaisquer entidades de caráter político, ainda que tenham por fim apenas a propaganda ou a difusão, exclusivamente entre compatriotas, de idéias, programas ou normas de ação de partidos políticos do país de origem;

II - exercer ação individual, junto a compatriotas ou não, no sentido de obter, mediante coação ou constrangimento de qualquer natureza, adesão a idéias, programas ou normas de ação de partidos ou facções políticas de qualquer país;

III - organizar desfiles, passeatas, comícios e reuniões de qualquer natureza, ou deles participar, com os fins a que se referem os itens I e II deste artigo.

Parágrafo único. O disposto no *caput* deste artigo não se aplica ao português beneficiário do Estatuto da Igualdade ao qual tiver sido reconhecido o gozo de direitos políticos.

Art 107. É lícito aos estrangeiros associarem-se para fins culturais, religiosos, recreativos, beneficentes ou de assistência, filiarem-se a clubes sociais e desportivos, e a quaisquer outras entidades com iguais fins, bem como participarem de reunião comemorativa de datas nacionais ou acontecimentos de significação patriótica.

Parágrafo único. As entidades mencionadas neste artigo, se constituídas de mais de metade de associados estrangeiros, somente poderão funcionar mediante autorização do Ministro da Justiça.

Art 108. A entidade que houver obtido registro mediante falsa declaração de seus fins, ou que passar, depois de registrada, a exercer atividades proibidas, terá sumariamente cancelado o seu registro pelo Ministro da Justiça, e seu funcionamento será suspenso até que seja judicialmente dissolvida.

Art 109. O Ministro da Justiça poderá, sempre que considerar conveniente aos interesses nacionais, impedir a realização, por estrangeiros, de conferências, congressos e exibições artísticas ou folclóricas.

TÍTULO XI

Da Naturalização

CAPÍTULO I

Das Condições

Art 110. A concessão da naturalização nos casos previstos no art. 145, item II, alínea " b ", da Constituição, é faculdade exclusiva do Poder Executivo e far-se-á mediante Portaria do Ministro da Justiça.

Art 111. São condições para a concessão da naturalização:

- I - capacidade civil, segundo a lei brasileira;
- II - ser registrado como permanente no Brasil;
- III - residência contínua no território brasileiro, pelo prazo mínimo de quatro anos, imediatamente anteriores ao pedido de naturalização;
- IV - ler e escrever a língua portuguesa, consideradas as condições do naturalizando;
- V - exercício de profissão ou posse de bens suficientes à manutenção própria e da família;
- VI - bom procedimento;
- VII - inexistência de denúncia, pronúncia ou condenação no Brasil ou no exterior por crime doloso a que seja cominada pena mínima de prisão, abstratamente considerada, superior a um ano; e
- VIII - boa saúde.

§ 1 ° Verificada, a qualquer tempo, a falsidade ideológica ou material de quaisquer dos requisitos exigidos neste artigo ou nos artigos 112 e 113 desta Lei, será declarado nulo o ato de naturalização sem prejuízo da ação penal cabível pela infração cometida.

§ 2 ° A declaração de nulidade a que se refere o parágrafo anterior processar-se-á administrativamente, no Ministério da Justiça, de ofício ou mediante representação fundamentada, concedido ao naturalizado, para defesa, o prazo de quinze dias, contados da notificação.

Art 112. O prazo de residência fixado no artigo 111, item III, poderá ser reduzido se o naturalizando preencher quaisquer das seguintes condições:

- I - ter filho ou cônjuge brasileiro;
- II - ser filho de brasileiro;
- III - haver prestado ou poder prestar serviços relevantes ao Brasil, a juízo do Ministro da Justiça;
- IV - recomendar-se por sua capacidade profissional, científica ou artística; ou
- V - ser proprietário, no Brasil, de bem imóvel, cujo valor seja igual, pelo menos, a mil vezes o maior valor de referência; ou ser industrial que disponha de fundos de igual valor; ou possuir cota ou ações integralizadas de montante, no mínimo, idêntico, em sociedade comercial ou civil, destinada, principal e permanentemente, à exploração de atividade industrial ou agrícola.

Parágrafo único. A residência será, no mínimo, de um ano, nos casos dos itens I a III; de dois anos, no do item IV; e de três anos, no do item V.

Art 113. Dispensar-se-á o requisito da residência, exigindo-se apenas a estada no Brasil por trinta dias, quando se tratar:

- I - de cônjuge estrangeiro casado há mais de cinco anos com diplomata brasileiro em atividade; ou

II - de estrangeiro que, empregado em Missão Diplomática ou em Repartição Consular do Brasil, contar mais de dez anos de serviços ininterruptos.

Art 114. O estrangeiro que pretender a naturalização deverá requerê-la ao Ministro da Justiça, declarando: nome por extenso, naturalidade, nacionalidade, filiação, sexo, estado civil, dia, mês e ano de nascimento, profissão, lugares onde haja residido anteriormente no Brasil e no exterior, se satisfaz o requisito a que alude o artigo 111, item VII e se deseja ou não traduzir ou adaptar o seu nome à língua portuguesa.

Parágrafo único. Qualquer mudança de nome ou do prenome, posteriormente à naturalização, só por exceção e motivadamente será permitida, mediante autorização do Ministro da Justiça.

Art 115. O estrangeiro admitido no Brasil durante os primeiros cinco anos de vida, estabelecido definitivamente no território brasileiro, poderá, enquanto menor, requerer ao Ministro da Justiça, por intermédio de seu representante legal, a emissão de certificado provisório de naturalização, que valerá como prova de nacionalidade brasileira até dois anos depois de atingida a maioridade.

Parágrafo único. A naturalização se tornará definitiva se o titular do certificado provisório, até dois anos após atingir a maioridade, confirmar expressamente a intenção de continuar brasileiro, em requerimento dirigido ao Ministro da Justiça.

Art 116. O requerimento de que trata o artigo 114, dirigido ao Ministro da Justiça, será apresentado, no Distrito Federal, Estados e Territórios, ao órgão competente do Ministério da Justiça, que procederá à sindicância sobre a vida pregressa do naturalizando e opinará quanto à conveniência da naturalização.

Art 117. Recebido o processo pelo dirigente do órgão competente do Ministério da Justiça, poderá ele determinar, se necessário, outras diligências. Em qualquer hipótese, o processo deverá ser submetido, com parecer, ao Ministro da Justiça.

Parágrafo único. O dirigente do órgão competente do Ministério da Justiça determinará o arquivamento do pedido, se o naturalizando não satisfizer, conforme o caso, a qualquer das condições previstas no artigo 111 ou 115, cabendo reconsideração desse despacho; se o arquivamento for mantido, poderá o naturalizando recorrer ao Ministro da Justiça; em ambos os casos, o prazo é de trinta dias contados da publicação do ato.

Art 118. Publicada no *Diário Oficial* a Portaria de naturalização, será ela arquivada no órgão competente do Ministério da Justiça, o qual emitirá certificado relativo a cada naturalizando, que será entregue na forma fixada em Regulamento.

Parágrafo único. A naturalização ficará sem efeito se o certificado não for solicitado pelo naturalizando, no prazo de doze meses, contados da data da publicação do ato, salvo motivo de força maior devidamente comprovado.

Art 119. No curso do processo de naturalização, poderá qualquer do povo impugná-la, desde que o faça fundamentadamente.

Art 120. A satisfação das condições previstas nesta Lei não assegura ao estrangeiro direito à naturalização.

CAPÍTULO II

Dos Efeitos da Naturalização

Art 121. A naturalização, salvo a hipótese do artigo 115, só produzirá efeitos após a entrega do certificado e confere ao naturalizado o gozo de todos os direitos civis e políticos, excetuados os que a Constituição Federal atribui exclusivamente ao brasileiro nato.

Art 122. A naturalização não importa aquisição da nacionalidade brasileira pelo cônjuge e filhos do naturalizado, nem autoriza que estes entrem ou se radiquem no Brasil sem que satisfaçam as exigências desta Lei.

Art 123. A naturalização não extingue a responsabilidade civil ou penal a que o naturalizando estava anteriormente sujeito em qualquer outro país.

TÍTULO XII

Das Infrações, Penalidades e seu Procedimento

CAPÍTULO I

Das Infrações e Penalidades

Art 124. Constitui infração, sujeitando o infrator às penas aqui cominadas:

I - entrar no território brasileiro sem estar autorizado (clandestino);

Pena: deportação.

II - demorar-se no território brasileiro após esgotado o prazo legal de estada;

Pena: multa de um décimo do maior valor de referência, por dia de excesso, até o máximo de dez vezes o maior valor de referência, e deportação, caso não saia no prazo fixado.

III - deixar de registrar-se no órgão competente, dentro do prazo estabelecido nesta Lei (artigo 30);

Pena: multa de um décimo do maior valor de referência, por dia de excesso, até o máximo de dez vezes o maior valor de referência.

IV - deixar de cumprir o disposto nos artigos 95, 101 e 102;

Pena: multa de duas a dez vezes o maior valor de referência.

V - deixar a empresa transportadora de atender à manutenção ou promover a saída do território brasileiro do clandestino ou do impedido (artigo 27);

Pena: multa de trinta vezes o maior valor de referência, por estrangeiro.

VI - transportar para o Brasil estrangeiro que esteja sem a documentação em ordem;

Pena: multa de dez vezes o maior valor de referência, por estrangeiro, e sua retirada do território brasileiro.

VII - empregar ou manter a seu serviço estrangeiro em situação irregular ou impedido de exercer atividade remunerada;

Pena: multa de trinta vezes o maior valor de referência, por estrangeiro.

VIII - infringir o disposto nos artigos 21, § 2º, 24, 97, 103, § 1º ou 2º e 104;

Pena: deportação.

IX - infringir o disposto no artigo 25;

Pena: multa de cinco vezes o maior valor de referência para o resgatador e deportação para o estrangeiro.

X - infringir o disposto nos artigos 18, 36, parágrafo único, ou 98 a 100;

Pena: cancelamento do registro e deportação.

XI - infringir o disposto nos artigos 105 ou 106;

Pena: detenção de um a três anos e expulsão.

XII - introduzir estrangeiro clandestinamente ou ocultar clandestino ou irregular;

Pena: detenção de um a três anos e, se o infrator for estrangeiro, expulsão.

XIII - fazer declaração falsa em processo de transformação de visto, de registro, de alteração de assentamentos, de naturalização, ou para a obtenção de passaporte para estrangeiro, "*laissez-passer*", ou, quando exigido, visto de saída;

Pena: reclusão de um a cinco anos e, se o infrator for estrangeiro, expulsão.

XIV - infringir o disposto nos artigos 44 a 47;

Pena: multa de cinco a dez vezes o maior valor de referência.

XV - infringir o disposto nos artigos 26, § 1º, ou 63;

Pena: deportação e, na reincidência, expulsão.

XVI - infringir ou deixar de observar qualquer disposição desta Lei ou de seu Regulamento para a qual não seja cominada sanção especial;

Pena: multa de duas a cinco vezes o maior valor de referência.

Parágrafo único. As penalidades previstas no item XI aplicam-se também aos diretores de entidades referidas no item I do artigo 106.

Art 125. As multas previstas neste Capítulo, nos casos de reincidência, poderão ter os respectivos valores aumentados do dobro ao quádruplo.

CAPÍTULO II

Do Procedimento para Apuração das Infrações

Art 126. A infração punida com multa será apurada em processo administrativo, que terá por base o respectivo auto, conforme se dispuser em Regulamento.

Art 127. No caso do artigo 124, itens XI a XIII, observar-se-á o Código de Processo Penal e, nos casos de deportação e expulsão, o disposto nos Títulos VII e VIII desta Lei, respectivamente.

TÍTULO XIII

Disposições Gerais e Transitórias

Art 128. Fica criado o Conselho Nacional de Imigração, vinculado ao Ministério do Trabalho, a quem caberá, além das atribuições constantes desta Lei, orientar, coordenar e fiscalizar as atividades de imigração.

§ 1 ° O Conselho Nacional de Imigração será integrado por um representante do Ministério do Trabalho, que o presidirá, um do Ministério da Justiça, um do Ministério das Relações Exteriores, um do Ministério da Agricultura e um do Ministério da Saúde, nomeado pelo Presidente da República, por indicação dos respectivos Ministros de Estado.

§ 2 ° A Secretaria Geral do Conselho de Segurança Nacional manterá um observador junto ao Conselho Nacional de Imigração.

§ 3 ° O Poder Executivo disporá sobre a estrutura e o funcionamento do Conselho Nacional de Imigração.

Parágrafo único. (Vetado).

Art 129. O Poder Executivo fica autorizado a firmar acordos internacionais pelos quais, observado o princípio da reciprocidade de tratamento a brasileiros e respeitados a conveniência e os interesses nacionais, estabeleçam-se as condições para a concessão, gratuidade, isenção ou dispensa dos vistos estatuídos nesta Lei.

Art 130. Fica aprovada a tabela de emolumentos consulares e taxas que integra esta Lei.

§ 1 ° Os valores das taxas incluídas na tabela terão reajustamento anual na mesma proporção do coeficiente do valor de referência.

§ 2 ° O Ministro das Relações Exteriores fica autorizado a aprovar, mediante Portaria, a revisão dos valores dos emolumentos consulares, tendo em conta a taxa de câmbio do cruzeiro outro com as principais moedas de livre convertibilidade.

Art 131. Fica o Ministro da Justiça autorizado a instituir modelo único de cédula de identidade para estrangeiro, portador de visão temporário ou permanente, a qual terá validade em todo o território brasileiro e substituirá as carteiras de identidade em vigor.

Parágrafo único. Enquanto não for criada a cédula de que trata este artigo, continuarão válidas:

I - as carteiras de identidade emitidas com base no artigo 135 do Decreto n ° 3.010, de 20 de agosto de 1938, bem como as certidões de que trata o § 2 ° do artigo 149 do mesmo Decreto; e

II - as emitidas e as que o sejam, com base no Decreto-lei n ° 670, de 3 de julho de 1969, e nos artigos 57, § 1 °, e 60, § 2 °, do Decreto n ° 66.689, de 11 de junho de 1970.

Art 132. Fica o Poder Executivo autorizado a firmar, com os Estados de que sejam nacionais, os estrangeiros que estejam em situação ilegal no Brasil, acordos bilaterais por força dos quais tal situação seja regularizada, desde que:

I - a regularização se ajuste às condições enumeradas no artigo 18; e

II - os estrangeiros beneficiados:

a) hajam entrado no Brasil antes de 31 de dezembro de 1978;

b) satisfaçam as condições enumeradas no artigo 7º; e

c) requeiram a regularização de sua situação no prazo improrrogável de noventa dias a contar da entrada em vigor do acordo.

Parágrafo único. Nos acordos a que se refere este artigo deverá constar necessariamente contrapartida pela qual o Estado de que sejam nacionais os estrangeiros beneficiados se comprometa a:

I - controlar estritamente a emigração para o Brasil;

II - arcar, em condições a serem ajustadas, com os custos de transporte oriundos da deportação de seus nacionais; e

III - prestar cooperação financeira e técnica ao assentamento, na forma do artigo 18, dos seus nacionais que, em virtude do acordo, tenham regularizada sua permanência no Brasil.

Art 133. O estrangeiro que se encontre residindo no Brasil na condição prevista no artigo 26 do Decreto-lei nº 941, de 13 de outubro de 1969, deverá, para continuar a residir no território brasileiro, requerer permanência ao órgão competente do Ministério da Justiça dentro do prazo de noventa dias improrrogáveis, a contar da data da entrada em vigor desta Lei.

Parágrafo único. Independência da satisfação das exigências de caráter especial referidas no artigo 17 desta Lei a autorização a que alude este artigo.

Art 134. Se o estrangeiro tiver ingressado no Brasil até 20 de agosto de 1938, data da entrada em vigor do Decreto nº 3.010, desde que tenha mantido residência contínua no território brasileiro, a partir daquela data, e prove a qualificação, inclusive a nacionalidade, poderá requerer permanência ao órgão competente do Ministério da Justiça, observado o disposto no parágrafo único do anterior.

Art 135. Aplica-se o disposto nesta Lei aos requerimentos de naturalização em curso no Ministério da Justiça.

Parágrafo único. Os certificados de naturalização emitidos até a data da publicação desta Lei serão entregues na forma prevista no Decreto-Lei nº 941, de 13 de outubro de 1969, e no seu Regulamento, no Decreto nº 66.689, de 11 de julho de 1970, com as alterações introduzidas pela Lei nº 6.282, de 18 de novembro de 1975.

Art 136. Esta Lei entrará em vigor na data de sua publicação, revogadas as disposições em contrário, especialmente o Decreto-Lei nº 406, de 4 de maio de 1938; artigo 69 do Decreto-Lei nº 3.688, de 3 de outubro de 1941; Decreto-lei nº 5.101, de 17 de dezembro de 1942; Decreto-Lei nº 7.967, de 18 de setembro de 1945; Decreto-lei nº 417, de 10 de janeiro de 1969; Decreto-Lei nº 941, de 13 de outubro de 1969; artigo 2º da Lei nº 5.709, de 7 de outubro de 1971, e Lei nº 6.292, de 16 de novembro de 1975.

Brasília, 19 de agosto de 1980; 159º da Independência e 92º da República.

JOÃO FIGUEIREDO

Ibrahim Abi-Ackel

R. S. Guerreiro

Angelo Amaury Stábile

Murilo Macêdo

Waldyr Mendes Arcoverde

Danilo Venturini

RÉFÉRENCES

- ABDI (Agencia Brasileira de Desenvolvimento Industrial) (2008) *Panorama Setorial : Têxtil e Confecção*, Série cadernos da industria, vol 5, Brasília : ABDI et Centro de Gestão e Estudos Estratégicos, 340 p.
- Abecassis-Moedas, Céline (2006) « Integrating Design and Retail in the Clothing Value Chain : An Empirical Study of the Organisation of Design », *International Journal of Operations and Production Management*, vol 26, no 4, pp. 412-428.
- ABIT (Associação Brasileira da Indústria Têxtil e de Confecção) (2009) « Informações gerais sobre o setor têxtil e de confecção », Document électronique fourni par l'ABIT, 9 p.
- Alba, Carlos et Pascal Labazzée (2009) « L'IRD au Mexique : Les agglomérations d'activités du textile et de la confection au Mexique - Acteurs locaux et politiques publiques face à la globalisation », *In Institut de recherche pour le développement*, En ligne.
<http://www.mx.ird.fr/spip.php?page=article_programmes_regionaux&id_article=1499&id_rubrique=451> Consulté le 5 novembre 2009.
- Alexandre (2009) *Entrevue avec Alexandre*, juin 2009, São Paulo, notes personnelles.
- Aliceweb (2009) Base de données en ligne. Brésil, Ministério do Desenvolvimento, Indústria e Comércio Exterior.
<<http://aliciweb.desenvolvimento.gov.br/>> Consulté le 30 septembre 2009.
- Aliscioni, Claudio Mario (2005) « La mayoría de los bolivianos quiere emigrar: Argentina, principal destino » *Clarín*. En ligne.
<<http://www.clarin.com/diario/2005/05/30/elmundo/i-02415.htm>> Consultée le 5 novembre 2009.
- Andres (2009) *Entrevue avec Andres*, juin 2009, São Paulo, notes personnelles.
- Anner, Mark (2000) 'Local and Transnational Campaigns to End Sweatshop Practices » In Michael E. Gordon et Lowell Turner (ed), *Transnational Cooperation among Labor Unions*, New York : Cornell University Press, pp. 238-255.
- Bair, Jennifer (2008) « Analysing Economic Organization : Embedded Networks and Global Chains Compared », *Economy and Society*, vol 37, no 3, pp. 339-364.

- Bair, Jennifer et Gary Gereffi (2001) « Local Clusters in Global Chains: The Causes and Consequences of Export Dynamism in Torreon's Blue Jeans Industry », *World Development*, vol 29, no 11, pp. 1885-903.
- Bairoch, Paul (1973) *Urban Unemployment in Developing Countries*, Genève : OIT, 99 p.
- Bangasser, Paul (2000) « The ILO and the Informal Sector : An Institutional History », *Employment Paper*, OIT, 59 p.
- Barbosa, Alexandre de Freitas (2009) « Reconceptualizing the Urban 'Informal Sector' in Underdeveloped Countries : An Overview of the Brazilian, Indian and South African Cases », *Conférence présentée lors de la GLU Conference, Mumbai, 22-24 février 2009*, 43 p.
- Borges, Juliana (2007 a) « A saga de mulheres africanas que cruzam o oceano para comprar roupas no Brasil », In *Reporter Brasil*, 5 avril 2007. En ligne.
<<http://www.reporterbrasil.com.br/exibe.php?id=982>> Consulté le 15 avril 2009.
- _____ (2007 b) « Das novelas brasileiras aos mercados populares da África », In *Reporter Brasil*, 6 avril 2007. En ligne.
<<http://www.reporterbrasil.com.br/exibe.php?id=983>> Consulté le 15 avril 2009.
- _____ (2007 b) « Comércio transatlântico: venda de roupas aliada a transformações culturais », In *Reporter Brasil*, 7 avril 2007. En ligne.
<<http://www.reporterbrasil.com.br/exibe.php?id=981>> Consulté le 15 avril 2009.
- Brito, Maria Das Graças et Roberto Bernardes (2005) « Simples aglomerados ou sistemas produtivos inovadores ? Limites e possibilidades para a indústria do vestuário na metrópole paulista », *São Paulo em Perspectiva*, vol 19, no 2, pp. 71-85.
- Buelcher, Simone (2004) « Sweating it in the Brazilian Garment Industry : Korean and Bolivian Immigrants and Global Economic Forces in São Paulo », *Latin American Perspectives*, vol 31, no 3, pp. 99-119.
- _____ (2007) « Deciphering the Local in a Global Neoliberal Age : Three Favelas in São Paulo, Brazil », In Sassia Sasken (ed.) *Deciphering the Global : Its Scales, Spaces and Subjects*, New York : Routledge, pp 97-116.
- Cacciamali, Maria Cristina et André Britto (2002) « A flexibilização restrita e descentralizada das relações de trabalho no Brasil », *Revista da Abet*, vol 2, no 2, pp. 91-120.
- Cacciamali, Maria Cristina (2000) « Globalização e processo de informalidade », *Economia e Sociedade*, vol 14, pp. 153-174.
- Callon, Michel (dir.) (1989) *La science et ses réseaux : Genèse et circulation des faits scientifiques*, Paris : Éditions de la Découverte, 214 p.

- Callon, Michel et al. (1999) *Réseau et coordination*, Paris : Economica, 194 p.
- Camacho, Ruth (2009) *Entrevue avec Ruth Camacho*, juin 2009, São Paulo, notes personnelles.
- Câmara Municipal de São Paulo (2006) « Relatório final da comissão parlamentar de inquérito para apurar a exploração de trabalho análogo ao de escravo », *Processo no 0024/2005 : Comissão parlamentar d'enquête « para apurar a exploração de trabalho análogo ao de escravo nas empresas, regular ou irregularmente instaladas em São Paulo »*. En ligne. 62 p.
<http://www.camara.sp.gov.br/central_de_arquivos/vereadores/CPI-TrabalhoEscravo.pdf> Page consultée le 15 mars 2009.
- Camillo da Silva, Elaine Cristina (2009) « Rompendo Barreiras : Os bolivianos e o acesso aos serviços de saúde na cidade de São Paulo », *Travessia*, vol 22, no 63, pp. 26-31.
- Campbell, Colin D. et Chang Shick Ahn (1962) « Kyes and Mujins. Financial Intermediaries in South Korea », *Economic Development and Cultural Change*, vol 11, no 1, pp. 55-68.
- Cardona, Rosa Virginia (2009) *Entrevue avec Rosa Virginia Cardona*, mai 2009, São Paulo, notes personnelles.
- Centro de Apoio ao Migrante (2009) « Quem somos » In *Centro de Apoio ao Migrante*. En ligne.
<http://www.cami-spm.org/quem_somos.html> Consulté le 5 novembre 2009.
- Choi, Keum Joa (1991) « Além do Arco-Iris : a imigração coreana no Brasil », *Mémoire de maîtrise*, São Paulo : Universidade de São Paulo, 216 p.
- CIA (2009 a) « CIA – The World Factbook - Bolivia » In *Central Intelligence Agency*, En ligne.
<<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/bl.html>> Consulté le 15 octobre 2009.
- ____ (2009 b) « CIA – The World Factbook – Brazil » In *Central Intelligence Agency*, En ligne.
<<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/br.html>> Consulté le 15 octobre 2009.
- Coe, Neil M, Martin Hess, Henry Wai-Chung Yeung, Peter Dicken et Jeffrey Henderson (2004) « 'Globalising' Regional Development : A Global Production Networks Perspective », *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol 29, no 4, pp. 468-484.

- Cortes, Geneviève (2001) « Les Boliviens à Buenos Aires : présence dans la ville, repères dans la ville », *Revue européenne de migrations internationales*, vol 17, no 3, pp. 119-146.
- Costa, Shirley, Debora Berman et Roseane Luz Habib (2000) *150 anos da indústria têxtil brasileira*, Rio de Janeiro : Texto&Arte, 185 p.
- Cruz-Moreira, Juan Ricardo (2003) « *Industrial upgrading* nas cadeias productivas globais : reflexões a partir das indústrias têxtil e do vestuário de Honduras e do Brasil », Thèse de doctorat, São Paulo : Universidade de São Paulo, 228 p.
- Curien, Nicolas (1999) « Coordination et réseaux : de l'interconnexion à l'intermédiation », in Michel Callon et al. (1999) *Réseau et coordination*, Paris : Economica, pp. 133-151).
- Cusicanqui, Sílvia Rivera (2008) « Racismo, historia e utopia boliviana, segundo Sílvia », in Mariléa M. Leal Caruso et Raimundo C. Caruso, *Bolívia Jakaskiwa*, Florianópolis (Brasil) : INTI Editorial, pp. 17-45.
- Cymbalista, Renato et Iara Rolnik Xavier (2007) « A comunidade boliviana em São Paulo : definindo padrões de territorialidade », *Cadernos Metrópole*, vol 17, pp. 119-133.
- Da Silva, Sidney Antonio (1995) « Uma face desconhecida da metrópole : os Bolivianos em São Paulo », *Travessia*, vol 8, no 23, pp. 14-19.
- _____ (1997) *Costurando sonhos : Trajetória de um grupo de imigrantes bolivianos em São Paulo*, São Paulo : Paulinas, 292 p.
- _____ (1998) « Clandestinidade e intolerância : o caso dos Bolivianos em São Paulo », *Travessia*, vol 11, no 30, pp. 25-29.
- _____ (1999) « Hispano-americanos em São Paulo : Alcances e limites de um processo de integração », *Travessia*, vol 12, no 33, pp. 24-32.
- _____ (2003) *Virgem/mãe/terra : Festas e tradições bolivianas na metrópole*, São Paulo : Editora Hucitec, 263 p.
- _____ (2005) « 'A praça é nossa !' : Faces do preconceito num bairro paulistano », *Travessia*, vol 18, no 51, pp. 39-44.
- _____ (2006) « Bolivianos em São Paulo : entre o sonho e a realidade », *Estudos Avançados*, vol 20, no 57, pp. 157-170.
- _____ (2007) « Hispânico ou latino : Faces de um processo identitário entre imigrantes sul-americanos em São Paulo » in Odair da Cruz Paiva (org) *Migrações internacionais : Desafios para o século XXI*, São Paulo : Memorial do Imigrante, pp. 65-95.

- De Paula Leite, Marcia (2004) « Tecendo a precarização : Trabalho a domicílio e estratégias sindicais na indústria de confecção em São Paulo », *Trabalho, Educação e Saúde*, vol 2, no 1, pp. 239-265.
- Dicken, Peter (2007) *Global Shift : Mapping the Changing Contours of the World Economy*, 5e édition, New York : The Guilford Press, 599 p.
- Dicken, Peter et Nigel Thrift (1992) « The Organization of Production and the Production of Organization : Why Business Enterprises Matter in the Study of Geographical Industrialization », *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol 17, no 3, pp. 279-291.
- Dicken, Peter, Philipp F. Kelly, Kris Olds et Henry Wai-Chung Yeung (2001) « Chains and networks, territories and scales: towards a relational framework for analysing the global economy », *Global Networks*, vol 1, no 2, pp. 89-112.
- Dornelas, Silvio Marco (2009) « Para sair do confinamento : a experiência das visitas às oficinas de costura de imigrantes bolivianos no quadro do projeto *Somos Hermanos* », *Travessia*, vol 22, no 63, pp. 20-25.
- Elliot, Kimberly Ann et Richard B. Freeman (2003) *Can Labor Standards Improve Under Globalization ?*, Washington D.C. : Institute for International Economics, 179 p.
- Esbenshade, Jill (2004) *Monitoring Sweatshops : Workers, Consumers, and the Global Apparel Industry*, Philadelphia : Temple Press Industry, 272 p.
- Eymard-Duvernay, François (1999) « Les compétences des acteurs dans les réseaux », in Michel Callon et al. (1999) *Réseau et coordination*, Paris : Economica, pp. 153-178.
- Filgueiras, Luiz A. M., Graça Druck et Manoela Falcão do Amaral (2004) « O conceito de informalidade : um exercício de aplicação empírica », *Caderno CRH*, vol. 17, no 41, (mai-août), pp. 211-229.
- Fold, Niels (2002) « Lead Firms and Competition in 'Bi-polar' Commodity Chains: Grinders and Branders in the Global Cocoa-chocolate Industry », *Journal of Agrarian Change*, vol. 2, no 2, pp. 228-247.
- Galetti, Roseli (1996) « Migração de estrangeiros no centro de São Paulo : coreanos e bolivianos », in Neide Lopes Patarra (coord.) *Programa interinstitucional de avaliação e acompanhamento das migrações internacionais no Brasil – Emigração e imigração internacionais no Brasil contemporâneo*, vol. 1, Campinas (Brésil) : , pp. 133-143.
- Garcia, Renato et Juan Cruz-Moreira (2004) « O complexo têxtil-vestuário : um *cluster* resistente » In Alvaro Comim et Nadia Somekh (coord), *Caminhos para o centro*

estratégias de desenvolvimento para a região central de São Paulo, São Paulo: CEM/CEBRAP/EMURB, pp. 272-305.

Gereffi, Gary, Miguel Korzeniewicz et Roberto P. Korzeniewicz. (1994) « Introduction : Global Commodity Chains » dans Gary Gereffi et Miguel Korzeniewicz, *Commodity Chains and Global Capitalism*, Westport (Connecticut) : Praeger Publishers, pp. 1-14.

Gereffi, Gary, John Humphrey et Timothy Sturgeon (2005) « The Governance of Global Value Chains », *Review of International Political Economy*, vol. 12, no 1, pp. 78-104.

Gereffi, Gary (1994) « The Organization of Buyer-Driven Global Commodity Chains : How U.S. Retailers Shape Overseas Production Networks », dans Gary Gereffi et Miguel Korzeniewicz, *Commodity Chains and Global Capitalism*, Westport (Connecticut) : Praeger Publishers, pp. 95-122.

Gibbon, Peter, Jennifer Bair et Stefano Ponte (2008) « Governing Global Value Chains : An Introduction », *Economy and Society*, vol 37, no 3, pp. 315-338.

Global Value Chains (2009) « Global Value Chains – Concepts & Tools » *Duke University*. En ligne.
<<http://www.globalvaluechains.org/concepts.html>> Consultée le 10 mars 2009.

Granovetter, Mark (1985) « Economic Action and Social Structure : The Problem of Embeddedness », *The American Journal of Sociology*, vol 91, no 3, pp. 481-510.

_____ (2002) « A Theoretical Agenda for Economic Sociology », in Mauro F. Guillén, Randall Collins, Paula England et Marshall Meyer, *The New Economic Sociology : Developments in an Emerging Field*, New York : Russell Sage Foundation, pp. 35-60.

_____ (2004) « Economic Action and Social Structure : The Problem of Embeddedness », in Frank Dobbin (ed) « *The New Economic Sociology : A Reader* », Princeton : Princeton University Press, pp. 245-273.

Gueertz, Clifford (1963) *Peddlers and Princes : Social Development and Economic Changes in Two Indonesian Towns*, Chicago : University of Chicago Press, 162 p.

Guillén, Mauro F., Randall Collins, Paula England et Marshall Meyer (2002) « The Revival of Economic Sociology », in Mauro F. Guillén, Randall Collins, Paula England et Marshall Meyer, *The New Economic Sociology : Developments in an Emerging Field*, New York : Russell Sage Foundation, pp. 1-32.

Guimarães Peres, Roberta et Rosana Baeninger (2009) « Mulheres migrantes na fronteira Brasil-Bolívia », *Travessia*, vol 22, no 63, pp. 39-45.

- Hart, Keith (1973) « Informal Income Opportunities and Urban Employment in Ghana », *The Journal of Modern African Studies*, vol 11, no 1, pp. 61-89.
- Hassler, Markus (2003) « The Global Clothing Production System : Commodity Chains and Business Networks », *Global Networks*, vol 3, no 4, pp. 513-531.
- Henderson, Jeffrey, Peter Dicken, Martin Hess, Neil Coe et Henry Wai-Chung Yeung (2002) « Global Production Networks and the Analysis of Economic Development », *Review of International Political Economy*, vol 9, no 2, pp. 436-464.
- Hess, Martin (2008) « Governance, Value Chains and Networks : An Afterword », *Economy and Society*, vol 37, no 3, pp. 452-459.
- Hess, Martin et Henry Wai-Chung Yeung (2006) « Whither global production networks in economic geography? Past, present, and future », *Environment and Planning A*, vol 38, no 7 pp. 1193-1204.
- Hinojosa Gordonava, Alfonso R. (2008) « España en el itinerario de Bolivia. Migración transnacional, género y familia en Cochabamba », *Las migraciones en América Latina. Políticas, culturas y estrategias*. In Susana Novick (org.) *Las Migraciones en América Latina*, Buenos Aires : Catálogos, pp. 93-112.
- Hirata, Helena, Michel Husson et Martha Rodlan (1994) « Restructuration productive et changements dans la division sexuelle du travail et de l'emploi. Argentine, Brésil, Mexique », *Multitudes*, numéro spécial, juin 1994, En ligne.
<http://multitudes.samizdat.net/spip.php?page=rubrique&id_rubrique=295> Consulté le 20 septembre 2009.
- Hopkins, Terence et Immanuel Wallerstein (1986) « Commodity Chains in the World-Economy Prior to 1800 », *Review*, vol 10, no 1, pp. 157-170.
- _____ (1994) « Commodity Chains : Construct and Research » dans Gary Gereffi et Miguel Korzeniewicz, *Commodity Chains and Global Capitalism*, Westport (Connecticut) : Praeger Publishers, pp. 17-20.
- Hugo (2009) *Entrevue avec Hugo*, mai 2009, São Paulo, notes personnelles.
- IEMI (2008) *Brasil Têxtil 2008 : Relatório setorial da indústria têxtil brasileira*, São Paulo : RR Donnelley, 148 p.
- Illes Paulo (s/d) « A experiência no atendimento à vítima – Centro de Apoio ao Migrante », Conférence donnée dans le cadre du V Encontro Internacional de Combate ao Tráfico de Seres Humanos, à Salvador de Bahia (Brésil), 7 p.
- _____ (2009) *Entrevue avec Paulo Illes*, mars 2009, São Paulo, notes personnelles.

- Illes, Paulo, Gabrielle Lousie Soares Timoteo et Elaine da Silva Fiorucci (2008), « Tráfico de pessoas para fins de exploração do trabalho na cidade de São Paulo », *Cadernos Pagu*, vol 31, pp. 199-217.
- Itikawa, Luciana et João Paulo Cândia Veiga (2008) « Canais de negociação no âmbito do trabalho informal precário em duas pontas do setor têxtil : produção e comercialização », Conférence présentée lors de la conférence internationale du réseau *Global Labour University* : « Qual caminho ? Qual saída ? Desenvolvimento global : desafios às estratégias sindicais », Campinas (Brésil), 28 au 30 avril 2008, 19 p.
- Jakobsen, Klejd, Renato Martins et Osmir Dombrowski (2000) « O trabalho informal no município de São Paulo » In Klejd Jakobsen, Renato Martins et Osmir Dombrowski (org.) et Paul Singer et Márcio Pochmann, *Mapa do trabalho informal : Perfil socioeconômico dos trabalhadores informais na cidade de São Paulo*, São Paulo : Editora Fundação Perseu Abramo, pp. 7-10.
- Jakobsen, Klejd et Alexandre de Freitas Barbosa (2008) « Neoliberal Policies, Labour Market Restructuring and Social Exclusion : Brazil's Working-Class Response » In Andreas Bieler, Ingemar Lindberg et Devan Pillay (ed.) *Labour and the Challenges of Globalization*, Ann Arbor (États-Unis) : Pluto Press, pp. 115-138.
- Jakobsen, Klejd (2000) « A dimensão do trabalho informal na América latina e no Brasil », In Klejd Jakobsen, Renato Martins et Osmir Dombrowski (org.) et Paul Singer et Márcio Pochmann, *Mapa do trabalho informal : Perfil socioeconômico dos trabalhadores informais na cidade de São Paulo*, São Paulo : Editora Fundação Perseu Abramo, pp. 13-18.
- Kim, Luciano (2009) *Entrevue avec Luciano Kim*, juin 2009, São Paulo, notes personnelles.
- Kim, Won-Ho (2005) « Korean Relations with Latin America : Policy Goals and Constraints », in Jörg Faust, Manfred Mols et Won-Ho Kim (ed), *Latin-America and East Asia, Attempts at Diversification*, Séoul : KIEP (Korea Institute for International Economic Policy), pp. 163-181.
- Kim, Yoo Na (2008) *A Jovem Coréia : Um Almanaque sobre uma das imigrações mais recentes do Brasil*, São Paulo : SSUA Editora, 169 p.
- Kontic, Branislav (2001) « Aprendizado e metrópole : a reestruturação produtiva da indústria do vestuário em São Paulo », Mémoire de maîtrise, São Paulo : Universidade de São Paulo, 167 p.
- _____ (2007) « Inovação e redes sociais : A indústria da moda em São Paulo », Thèse de doctorat, São Paulo : Univerisade de São Paulo, 157 p.
- Latour, Bruno (1996) *Petites leçons de sociologie des sciences*, Paris : Édition La Découverte, 251 p.

- Levy, Daniel (1997) « Lean Production in an International Supply Chain », *Sloan Management Review*, vol 38, no 2, pp. 94-102.
- Louie, Miriam Ching Yoon (2001) *Sweatshop Warriors : Immigrant Women Workers Take on the Global Factory*, Cambridge (Massachussets) : South End Press, 306 p.
- Lucas (2009) *Entrevue avec Lucas*, mai 2009, São Paulo, notes personnelles.
- Maleronka, Wanda (2007) *Fazer roupa virou moda : Um figurino de ocupação da mulher (São Paulo 1920-1950)*, São Paulo : Editora Senac, 232 p.
- Maria (2009) *Entrevue avec Maria*, mai 2009, São Paulo, notes personnelles.
- Martin, Scott B. (2006) « A Global Squeeze on Garment Workers ? The Phase-out of International Quotas and it Impact on Developing Countries », In Anya Schiffrin and Liza Featherstone (edi.) *Covering Labor : A Reporter's Guide to Workers' Rights in a Global Economy*, New York : Initiative for Policy Dialogue, pp. 61-75.
- Masiero, Gilmar (2007) *Negócios com Japão, Coréia do Sul e China : Economia, gestão e relações com o Brasil*, São Paulo : Editora Saraiva, 356 p.
- Ministério das Relações Exteriores, 2009 « Anisita aos Imigrantes Irregulares ». *Ministério das Relações Exteriores*. En ligne.
 <<http://www.portalconsular.mre.gov.br/mundo/america-do-sul/republica-oriental-do-uruguai/montevideu/informacoes/anistia-aos-imigrantes-irregulares>> Consulté le 5 novembre 2009.
- Ministério do Trabalho e Emprego (s/d) « Ministério do Trabalho e Emprego - Conselho Nacional de Imigração - CNIg », In *Ministério do Trabalho e Emprego*. En ligne.
 < <http://www.mte.gov.br/cni/default.asp> > Consulté le 5 octobre 2009.
- _____ (2009 a) « Ministério do Trabalho e Emprego : Histórico », In *Ministério do Trabalho e Emprego*. En ligne.
 <<http://www.mte.gov.br/ctps/historico.asp>> Consulté le 25 octobre 2009.
- _____ (2009 b) « Resolução Normativa Nº 84, 10/02/2009 » In *Ministério do Trabalho e Emprego*. En ligne.
 <http://www.mte.gov.br/legislacao/resolucoes_normativas/2009/rn_20090210_84.pdf>
 Consulté le 5 novembre 2009
- Murdoch, Jonathan (1997) « Tówards a geography of heterogeneous associations », *Progress in Human Geography*, vol. 21, no 3, pp. 321-337.
- Neto, João Amato (1995) « Reestruturação industrial, terceirização e redes de subcontratação », *Revista de Administração de Empresas*, vol 35, no 2, pp. 33-42.

- Nobrega, Ricardo (2008) « Migraciones y Modernidad Brasileña : Italianos, Nordestinos y Bolivianos en San Pablo », In Susana Novick (org.) *Las Migraciones en América Latina*, Buenos Aires : Catálogos, pp. 113-130.
- Noronha, Eduardo G. (2003) « Informal, ilegal, injusto : percepções do mercado de trabalho no Brasil », *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, vol 18, no 53, pp. 111-129.
- O'Riain Sea, 2004, « The politics of mobility in technology-driven commodity chains: developmental coalitions in the Irish software industry », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol 28, no 3, pp. 642-663
- Observatorio Social (2006) « Que moda é essa ? », *Revista EM*, no 10, mai 2006, 46 p.
- OMC (2007) « Merchandise Trade by Products 2007 », In *World Trade Organization*, En ligne, pp. 37-109
 <http://www.wto.org/english/res_e/statis_e/its2007_e/its07_merch_trade_product_e.pdf
 > Consulté le 20 septembre 2009.
- Özveren, Eyüp (1994) « The Shipbuilding Commodity Chain, 1590-1790 », dans Gary Gereffi et Miguel Korzeniewicz, *Commodity Chains and Global Capitalism*, Westport (Connecticut) : Praeger Publishers, pp. 20-34.
- Pablo (2009) *Entrevue avec Pablo*, juillet 2009, São Paulo, notes personnelles.
- Padre Mario Germia (2009) *Entrevue avec le Padre Mario Germia*, mai 2009, São Paulo, document personnel.
- Palpacuer, Florence, Petter Gibbon et Lotte Thomsen (2005) « New Challenges for Developing Country Suppliers in Global Clothing Chains: A Comparative European Perspective », *World Development*, vol. 33, no 3, pp. 409-430.
- Patarra, Neide Lopes et Rosana Baeninger (2006) « Mobilidade espacial da população no Mercosul : Metropoles e fronteiras », *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, vol 21, no 60, pp. 83-102.
- Park, Kyeyoung (1999) « 'I am Floating in the Air' : Creation of a Korean Transnational Space Among Korean-Latino American Remigrants », *Positions*, vol 7, no 3, pp. 667-695.
- Pelizzon, Sheila (1994) « The Grain Flour Commodity Chain, 1590-1790 », dans Gary Gereffi et Miguel Korzeniewicz, *Commodity Chains and Global Capitalism*, Westport (Connecticut) : Praeger Publishers, pp. 34-47.
- Pochmann, Marcio et Jorge Mattoso (1998) « Brésil : restructuration ou déstructuration productive ? », *Tiers-Monde*, vol 39, no 154, pp. 353-379.

- Pochmann, Marcio (1999) *O trabalho sob fogo cruzado*, São Paulo : Editora Contexto, 205 p.
- Porter, Michael (1985) *Competitive Advantage : Creating and Sustaining Superior Performance*, New York : The Free Press, 557 p.
- Porter, Michael (1999) *La concurrence selon Porter*, Paris : Éditions Village Mondial, 475 p.
- Prefeitura de São Paulo (1990) « Lei orgânica do Município de São Paulo », In *Prefeitura de São Paulo*. En ligne.
 <http://www.prefeitura.sp.gov.br/arquivos/cidadania/conselhosecoordenadorias/educacao/legislacao/0001/lei_organica.rtf> Consulté le 5 novembre 2009.
- Protec (2009) « Roupas importadas da China, volta a invadir o mercado », In *Protec : Pro-Inovação Tecnológica*. En ligne.
 <<http://www.protec.org.br/noticias.asp?cod=3464>> Consulté le 5 novembre 2009.
- Roberto (2009) *Entrevue avec Roberto*, mai 2009, São Paulo, notes personnelles.
- Ricci Gomes, Kelly Cristina (2009) « Terceirização : uma realidade sem legislação », In *Consultor Jurídico*. En ligne.
 <<http://www.conjur.com.br/2009-fev-18/terceirizacao-praxe-empresarial-isso-regulamentada>> Consulté le 5 novembre 2009.
- Sales, Teresa et Rosana Baeninger (2000) « Migrações internas e internacionais no Brasil : panorama deste século », *Travessia*, vol 13, no 36, pp. 33-44.
- Sang-Hung, Padre Pio Yeng (1978) « Problemas de ilegalidade e clandestinidade da entrada dos Coreanos no Brasil », Lettre écrite à São Paulo, le 13 juillet 1978, Centro de Estudos Migratórios, photocopie, 3 p.
- Sassen, Saskia (1998) *Globalization and its discontents. Essays on the New Mobility of People and Money*, New York: New Press, 253 p.
- _____ (2000) « Women's Burden : Counter-geographies of Globalization and the Feminization of Survival », *Journal of International Affairs*, vol 53, no 2, pp. 503-524.
- _____ (2001) *The Global City : New York, London and Tokyo*, 2^e édition, Princeton : Princeton University Press, 447 p.
- SEADE (2009) « Pesquisa de Emprego e Desemprego na Região Metropolitana de São Paulo », In *SEADE*. En ligne.
 <<http://www.seade.gov.br/produtos/ped/framostrassunto.php?assunto=0>> Consulté le 3 novembre 2009

- Serviço Coreano de Informações no Exterior (2006) *Fatos sobre a Coréia*, Séoul et Brésil : Serviço Coreano de Informações no Exterior, 268 p.
- Silva da Paz, Edilson (2008) « Migração Boliviana no Brasil : Datos útiles del consuldao general de Bolivia en San Pablo para la comisión de regularización migratoria », Document donné par la consule Rosa Virginia Cardona, 8 p.
- Sinditêxtil (2007) *A historia da industria têxtil paulista*, São Paulo : Artemeios, 219 p.
- Sturgeon, Timothy (2008) « From Commodity Chains to Value Chains: Interdisciplinary Theory Building in an Age of Globalization », *Working Papers Series, Industrial Performance Series, Massachusetts Institute of Technology*. En ligne. 35 p.
<<http://web.mit.edu/ipc/publications/pdf/08-001.pdf>> Consulté le 9 mars 2009.
- Tavares de Freitas, Patricia (2009) « Imigração e experiência social : O circuito de subcontratação transnacional de oficinas de costura na cidade de São Paulo », Mémoire de maîtrise, Campinas (Brésil), Universidade de Campinas, 285 p.
- Uncomtrade (2009) Base de données en ligne. États-Unis : Nations Unies.
<<http://comtrade.un.org/>> Consulté le 30 septembre 2009.
- URB-AL (2007) « A imigração na cidade de São Paulo : Integração dos imigrantes na cidade como forma de combate à pobreza », São Paulo, 91 p.
- Villegas, Juan (2009) *Entrevue avec Juan Villegas*, juin 2009, São Paulo, notes personnelles.
- Waldman, Tatiana Chang (2008) « Precarização do trabalho e imigração : O recente movimento migratório de Bolivianos para a cidade de São Paulo », mémoire de maîtrise, Franca : Universidade Estadual Paulista « Julio de Mesquita Filho ».
- Weller, Sally (2006) « The embeddedness of global production networks: the impact of crisis in Fiji's garment export sector », *Environment and Planning A*, vol 38, no 7, pp. 1249-1267.